

ACCADEMIA ECONOMICO - AGRARIA DEI GEORGOFILI
FIRENZE

RIVISTA DI STORIA DELL'AGRICOLTURA



ANNO XV - N. 2

AGOSTO 1975

SOMMARIO

- | | |
|--------------------------------|--|
| <i>Zbigniew Chodyla</i> | — La colonisation « hollandaise » en Pologne du XVI au XVIII siècles. |
| <i>Lorenzo Palumbo</i> | — Prezzi e salari agricoli a Bisceglie nella seconda metà del Settecento. |
| <i>Francesco Milani</i> | — Alcuni aspetti della bonifica nel <i>Faust</i> di Goethe. |
| <i>Maria Carmela Siemoni</i> | — Carlo Siemoni (Karl Simon, 1805-1878). |
| <i>Ildebrando Imberciadori</i> | — I singolari problemi della società chiantigiana nel primo Ottocento. |
| <i>Roberto Giacinti</i> | — Le condizioni economiche e sociali del Comune di Calenzano ed in particolare della frazione di Settignano, dal 1859 al 1870. |
| <i>Nunzio Lacquaniti</i> | — Una pianta da foraggio calabrese nel '700. |
| <i>Amedeo Miceli</i> | — Agricultural silk production in Calabria in the XV and XVI century. |

RECENSIONI

La colonisation «hollandaise» en Pologne du XVI au XVIII siècles

Les XVI, XVII et XVIII siècles se sont caractérisés dans l'histoire de la Pologne par un intense développement de la colonisation des campagnes. Le processus de colonisation fut particulièrement dynamique au XVIII siècle du fait des conséquences socio-économiques des événements politiques de la deuxième moitié du XVII et les débuts du XVIII siècles, période au cours de laquelle la Pologne a connu 55 années de guerre et a perdu (dans les années 1648-1716) à peu près le tiers de sa population. La population polonaise n'a pas été la seule à prendre part à l'action de colonisation des terrains, y ont pris part également et ce dans une large mesure, des immigrants étrangers, surtout allemands et hollandais, qui ont laissé une empreinte considérable sur le régime socio-économique du régime rural polonais. Au sein de ces mutations coloniales, une place importante revient aux Hollandais, créateurs d'un type nouveau, spécifique de colonisation basée sur le cens, appelée « hollandaise » au « oleder » qui fut appliquée durant de nombreuses années même lorsque la colonisation de la population hollandaise en Pologne fut terminée.

I

Les débuts de la colonisation oleder remontent à la colonisation flamando-hollandaise qui, aux XI et XII siècles, s'est développée en Angleterre, en France, en Allemagne, en Pologne, en Bohême et en Hongrie. En Pologne, cette colonisation a joué un rôle énorme dans l'administration des terrains forestiers et marécageux en Silésie et en Poméranie et a introduit les modèles d'un régime rural plus progressiste (1).

Après l'épuisement de la première vague de colonisation, une nouvelle période d'émigration intensive des Pays-Bas a débuté à l'heure de la réforme religieuse. Les persécutions religieuses sous Charles V et Philippe II et sans doute la ruine de l'économie rurale durant les luttes d'indépendance contre les Espagnols ainsi que les sinistres naturels ont provoqué que, non seulement les membres de la secte des mennonites, mais également une part importante de la population restante furent obligés de chercher refuge hors des frontières du pays (2).

Une partie des réfugiés se rendit en Prusse Princièrè (depuis 1466 fief de la Pologne) puis en Prusse Royale (rattachée en 1466 à la Pologne). Cela était dû aux relations commerciales étroites existant depuis longtemps entre la Prusse et les Pays-Bas. Le bon accueil réservé aux colons hollandais en Prusse Princièrè protestante (en 1525 après la sécularisation de l'Ordre des Chevaliers Teutoniques) ainsi qu'en Prusse Royale était conditionné par le besoin de réparer les dommages causés à l'économie rurale au cours de la récente guerre polono-teutonique (1519-21). En faveur de l'accueil des colons hollandais parlaient également les expériences coloniales effectuées par les allemands aux XVII et XVIII siècles ainsi que par l'Ordre Teutonique lui-même, au XIV siècle, qui colonisa à l'aide des Hollandais les terrains fertiles mais marécageux de Poméranie et de Zulawy (Bas-Fonds) de la Vistule pris à la Pologne en 1308.

Ces conditionnements économiques ainsi que la situation religieuse commode encourageaient les Hollandais à s'établir en Pologne et ce d'une manière particulière — avec un statut spécifique résultant de l'administration de terrains pénibles.

Le premier village hollandais en Prusse Princièrè fut créé au cours de l'année 1527 dans les environs de la ville actuelle de Pasłęk, et bientôt on en fonda toute une série d'autres (3).

Un peu plus tard on a vu apparaître en Prusse Princièrè des colonies hollandaises. L'action de colonisation fut entamée par Gdansk, dans la moitié du XVI siècle, par l'établissement des colons hollandais sur les Zulawy de la Vistule appartenant à cette ville depuis 1454. Le premier village hollandais fut créé ici en 1562 et pris le nom de Nowy Dwór (Tiegenhof). Les résultats concluants des colons en matière d'amélioration des terres encouragèrent les administrateurs des biens royaux et ceux des biens de l'église, d'autres villes riches (Elbląg, Chełmno, Toruń) ainsi que la noblesse de Prusse Royale à faire

venir des Hollandais dans le but d'administrer d'autres terres en friche, de marécages et de terrains menacés d'inondation. On faisait venir les colons soit directement des Pays-Bas par voie maritime par Gdansk, soit de Prusse Princièrè qu'ils étaient enclins à quitter à cause des difficultés économiques créées par Albrecht Hohenzollen (4). Les Hollandais appliquaient leur propre « droit hollandais » qui ressemblait dans une certaine mesure à l'ancien droit de Chelmno (type local de droit allemand en Poméranie) et rappelait les bases juridiques sur lesquelles les colons hollandais s'étaient établis au Moyen-Âge (droit flamand et hollandais). Entre la situation légale d'un colon hollandais et la situation d'un paysan établi sous le régime du droit allemand on remarquait des différences importantes, les suivantes entre autres:

1. Les Hollandais s'établissaient sur la base de contrats que le maître concluait en principe non pas avec le colon, agissant en son nom propre, en tant qu'élément supérieur à venir dans la hiérarchie de la communauté, mais avec la communauté entière ou un délégué agissant au nom de cette communauté.

2. Tout le village était solidairement responsables des obligations envers le maître. Cette solidarité était clairement mentionnée dans l'acte de location où elle était sous-entendue.

3. En conséquence de l'égalité de tous les membres envers le maître, ils étaient également égaux en droits dans les rapports internes de la communauté. Nul ne possédait de privilèges permanents sous forme d'exemption des redevances et le maire du village était éligible.

4. Toutes les obligations des Hollandais envers le maître consistaient en des redevances financières, alors que dans les villages sous le régime du droit allemand, outre des corvées minimales, les paysans étaient tenus de verser des redevances en nature. En Prusse Princièrè on imposait également aux Hollandais quelques petites corvées qui créèrent un précédent lors de l'établissement ultérieur de villages sur les terrains polonais.

5. Le droit des Hollandais à la terre s'appuyait en principe sur le fermage temporaire pouvant durer quelques dizaines d'années; et par la suite également sur le fermage à perpétuité.

Les Hollandais se différenciaient en outre de la population soumise au servage en ce sens que, tout comme les colons établis sous le régime du droit allemand, ils jouissaient de leur liberté personnelle.

Les dernières différences caractérisant les Hollandais dans leur

nouveau milieu, étaient le genre de culture agricole consistant en une amélioration des terres par l'assèchement et la culture d'un seul morceau, ainsi que la particularité linguistique (5).

Bien que le droit hollandais fût, au XVI et au début du XVII siècles, appliqué aux Hollandais authentiques ainsi que, durant la première moitié du XVII siècle, aux villages établis sur les marécages et sur les terrains menacés d'inondation, il fut dès la deuxième moitié du XVII et particulièrement au XVIII siècle appliqué aux colons non hollandais s'établissant sur les terrains forestiers et les villages abandonnés suite à la guerre et à la fuite des serfs. Parallèlement à l'extension de la colonisation à d'autres régions de Pologne (Kujavie, Grande-Pologne, Mazovie) s'opérait une modification du caractère du terrain colonisé et de la composition ethnique des colons. La participation des Hollandais véritables a décliné et a fini disparaître complètement pour laisser la place au rôle prépondérant de la population allemande, tchèque et polonaise.

Déjà à l'époque de la guerre de trente ans (1618-48), un nombre considérable de colons venant de Silésie, de Poméranie Occidentale, de Nouvelle Marche, du Brandebourg et de Moravie, a afflué vers le territoire polonais. On a vu apparaître un nouveau type de village dans d'autres régions de la République également, comme par exemple près de Zamosc et de Brest Litovsk et même sur les terres de Volhynie, toutefois sa participation au processus général de colonisation y fut insignifiante.

Dès la deuxième moitié du XVII siècle le terme « Holender » (Hollandais) a cessé d'être uniquement le nom d'une nationalité et désignait avant tout un colon établi non seulement sur des terrains marécageux, mais d'une manière générale placé dans des conditions naturelles difficiles et sous le régime spécifique du droit inspiré de celui que possédaient antérieurement les véritables colonies hollandaises (6).

Ainsi ce ne sont ni les formes d'établissement des villages (par l'amélioration ou le défrichement des terrains), ni la composition ethnique des colons qui déterminaient l'essence de cette colonisation, mais uniquement sa fonction économique consistant à aggrandir la surface des terres cultivées (par l'exploitation des terrains négligés, des marécages, des friches forestières ou des terrains ruinés par les guerres) et les bases légales (permettant sa réalisation) garantissant aux colons de bonnes conditions de colonisation et d'administration (7). (Dans le but de souligner que l'appartenance ethnique ne constitue pas le

facteur décisif de l'essence de ce type de colonisation, et conformément à la terminologie utilisée dans les sources, on emploie, dans l'historiographie économique polonaise le terme « oleder » pour désigner aussi bien le droit que tout le processus de colonisation.)

II

On peut diviser le processus de colonisation oleder sur les terrains polonais en deux périodes régies par les transformations économiques de la Pologne et différenciées dans leur dynamisme de développement; la première couvrant les XVI et XVII siècles, la deuxième située au XVIII siècle. Durant la première période de colonisation oleder, le processus de colonisation ne fut pas très intense. On estime à 15-18% le nombre des villages oleder établis à cette époque, sur les 800 villages établis au cours de la totalité de cette colonisation sur les terrains polonais.

Le développement dynamique de la colonisation oleder n'est intervenue qu'au XVIII siècle. Les désirs des féodaux de surmonter la régression économique accentuée par la diminution du nombre de la population paysanne et la diminution des surfaces cultivables après les guerres de la deuxième moitié du XVII et la première moitié du XVIII siècles, ont été réalisés dès le deuxième quart du XVIII siècle par le biais de mesures dont le but était d'accroître les revenus à l'aide de la colonisation et par la même d'administrer les friches et les terrains abandonnés en plaçant des colons et ce principalement sur les bases du droit oleder déjà fort popularisé. En effet il ne s'agissait pas uniquement du seul fait d'administrer les terrains, mais de les administrer de telle manière que les féodaux puissent en tirer les plus grands bénéfices possibles et en même temps ne soient pas obligés d'éliminer les réserves à corvées et les obligations de la population paysanne envers le suzerain. Le revenu féodal s'enrichit alors d'une redevance supplémentaire dont la provenance ne causait aucun préjudice au revenu de la réserve à corvées. Le placement des villages oleder sous le régime du cens découlait non seulement du fait qu'ils s'établissaient dans des conditions pénibles mais également du développement contemporain des forces de production créant des obstacles importants à la maîtrise des difficultés de colonisation. Ces caractéristiques de la colonisation oleder correspondaient aux transforma-

tions socio-économiques dans le domaine de la propriété féodale et de l'agriculture en Pologne au XVIII^e siècle (8). Ces conditionnements économiques ont fait que la colonisation *oleder* est apparue de façon plus intense sur les terres de Grande-Pologne (voïvodie de Poznań, Kalisz et après 1768, voïvodie de Gniezno formée sur la base d'une partie de la voïvodie de Kalisz). Ces terrains sont situés dans le bassin de la Warta, dans sa partie inférieure et médiane et couvraient jusqu'en 1772 (c'est à dire avant le premier portage de la Pologne) une surface de 32.393 km² avec une population comptant à peu près 800.000 habitants. La Grande-Pologne était à cette époque la région de Pologne la plus développée au point de vue économique.

La colonisation *oleder* constituait ici la continuation et l'équivalent de la colonisation entamée en Prusse Princièrè et Royale. Les immigrants hollandais ont commencé à apparaître aux frontières nord-occidentales de la Grande-Pologne à la limite du XVI^e et du XVII^e siècles et ont établi quelques villages sur les terrains marécageux au confluent de la Warta et de la Notec. Là se termine l'afflux de Hollandais authentiques. Les autres villages *oleder* ont été fondés par des colons allemands, en majorité des réfugiés provenant de la Nouvelle Marche voisine de la Grande-Pologne. Dans la colonisation ultérieure, on a vu apparaître des Tchèques et des Polonais.

Au cours du XVII^e siècle le processus de colonisation ne fut pas très intense; 5% uniquement des villages *oleder* furent établis à cette époque. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle qu'on a pu observer l'accroissement de son dynamisme. Au nord de la Grande-Pologne il s'est développé le plus intensément dans les années 30-50 du XVIII^e siècle puis a nettement diminué, en revanche sur les terrains du sud-est la colonisation *oleder* a débuté à une grande échelle dans les années 40 et s'est intensifié dans les années 70-90 du XVIII^e siècle. La collaboration de la noblesse polonaise dans l'action de recrutement était relativement faible — 90% des colons vinrent en Grande-Pologne de leur propre initiative.

Durant tout le processus de colonisation de la Grande-Pologne, 568 villages furent établis, dont ceux qui ont été établis au XVIII^e siècle constituaient 67-70% de l'ensemble des nouveaux villages. 65% des villages *oleder* étaient établis sur des terres provenant du défrichage de forêts et de broussailles, 25% sur des marécages et les 10% restants sur les terres abandonnées. Près de 85% des villages étaient localisés sur les terrains de la noblesse, 10% sur les domaines ecclésiastiques.

tiques et 5% sur les domaines royaux. Ils comptaient en tout à peu près 50.000 habitants ce qui constituait environ 10% de la population rurale de la Grande-Pologne et plus de 6% de la population totale.

La composition ethnique, religieuse et sociale des *oleder* était différenciée et interdépendante. Le nombre des *oleder* polonais représentait approximativement 40%, le reste était composé de *oleder* allemands. Les allemands s'établissaient principalement au nord de la Grande-Pologne, dans la voïvodie de Poznan. Les Polonais étaient le plus fortement représentés dans le sud-est, dans la voïvodie de Kalisz. Les Polonais catholiques provenaient de la population locale, par contre les luthériens, qui s'établissaient en masse dans les villages du sud des voïvodies de Poznan et de Kalisz, provenaient probablement de la Silésie voisine et ont afflué sur ces terrains à l'époque des guerres de Silésie. Les colons allemands catholiques provenaient probablement des confins de l'Allemagne — de Bavière ou Souabe. Les *oleder* protestants provenaient eux des provinces prusses frontalières, c'est à dire de Nouvelle Marche, de Poméranie et de Silésie. Outre les villages homogènes au point de vue religieux (par exemple les villages exclusivement catholiques sur les domaines ecclésiastiques) on pouvait trouver également des villages hétérogènes aussi bien au point de vue religieux qu'ethnique; on y trouvait, vivant en voisinage, des Allemands protestants et des Polonais catholiques ou des Allemands catholiques et des Polonais luthériens. L'origine ethnique conditionnait dans une certaine mesure la différenciation sociale. Un pourcentage important de la population *oleder* en Grande-Pologne provenait des couches sociales inférieures de la population catholique polonaise. Il y avait nettement moins de propriétaires polonais que le propriétaires allemands (9). Cela est facilement compréhensible si l'on prend en considération le fait les immigrants allemands étaient en majorité des individus actifs et riches qui pouvaient se permettre de payer un prix d'admission élevé (« *Gruntgeld* ») pour la terre qu'ils prenaient à bail.

La colonisation s'étendant successivement du nord vers le sud-est de la Grande-Pologne, faiblit avec les années et à mesure des terres occupées, et particulièrement plus à l'est de la partie centrale de la Grande-Pologne, plus la colonisation *oleder* était faible. Dans les voïvodies de Leczyca et de Sieradz et la région de Wielun, le processus de colonisation n'a commencé à se développer que dans les années

1779-93 (la création de villages typiquement oleder s'est ici terminée au cours de la deuxième année du partage de la Pologne). À cette époque ne furent établis que 71 villages oleder dont 66,2% sur les domaines de la noblesse, 18,3% sur les biens ecclésiastiques et 15,5% sur les domaines royaux. Dans la voïvodie de Leczyca, sur 69.167 habitants ruraux, la population oleder s'élevait en 1793, dans 60 villages, à 3.400 personnes (4,9%). Dans ces deux voïvodies, les oleder cultivaient une superficie de 14.160 arpents (7.923 Ha). Les dimensions plus modestes de la colonisation dans ces voïvodies que dans celles de Poznan et de Kalisz, était dues à leur situation géographique et avant tout à leur structure socio-économique. La pénétration des oleder dans ces terrains venait principalement de Kujavie et de Silésie; les oleder venant des voïvodies de la Grande-Pologne étaient peu nombreux. L'afflux relativement faible des oleder provenait du fait que la voïvodie de Leczyca possédait peu de terrains boisés. Le facteur décisif était que seule la partie la plus riche de la noblesse avait les moyens d'encourager le mouvement de colonisation (10).

III

Les rapports socio-légaux et le potentiel économique des villages oleder étaient déterminés dans des contrastes conclus entre le maître et les colons. Il n'y avait pas un effet de règles de droit se rapportant spécialement aux oleder et émises par les autorités publiques: il n'est pas non plus certain, sauf pour les oleder établis sur les domaines royaux, qu'ils pouvaient bénéficier des services des tribunaux publics (11).

L'important système de règles de droit émis par le maître réglementait toute une série de questions appartenant au domaine du droit public (juridiction du maître, autogestion de la communauté, affaires de l'église), ou du droit privé (relations personnelles, droit matériel, successoral). Ces questions concernaient donc les rapports entre les oleder et le maître, les rapports mutuels entre oleder dans le village, enfin les rapports entre les oleder et les institutions et tierces personnes (état, église). Le fondement du rapport légal envers le maître était le privilège commun (contrat, droit, en latin *privilegium*, en allemand *Gerechtigkeit*), accordé au village oleder par le maître, le plus souvent après le calcul de la surface de ses terrains, et possédant

la valeur d'acte légal. Bien que le privilège possédât le caractère d'acte unilatéral, étant établi par le maître, il n'en rest pas moins qu'en réalité son texte était rédigé d'un commun accord entre le maître et les colons (12).

Un tel accord, conclu généralement pour une période de 40 à 60 ans et renouvelée par la suite, garantissait aux colons leur liberté personnelle, le droit successoral à la terre, l'exemption des redevances allant jusqu'à 10 ans, le droit d'élire leur propre autogestion et leur propre tribunal de village, le droit de créer leur propre école et la liberté des pratiques religieuses etc. (13).

On peut y retrouver les trois aspects de la dépendance des *oleder* envers le maître: dépendance personnelle, judiciaire et foncière. En ce qui concerne la population asservie, cette dépendance était totale (servitude personnelle, judiciaire et foncière) mais envers les colons *oleder* elle n'était que partielle et possédait un caractère différent. La dépendance personnelle n'existait pas sous sa forme propre aux réserves à corvées. Les *oleder* étaient des gens personnellement libres mais certaines restrictions de leur liberté découlaient de leur dépendance foncière et judiciaire. Ceci était nettement visible lorsqu'ils désiraient quitter le village et vendre leur propriété. Avant de pouvoir quitter le village, ils devaient mettre à jour toutes leurs obligations envers le maître et laisser un successeur à leur place. Les *oleder* avaient le droit de disposer des terres qu'ils possédaient, cependant toute transaction foncière ne pouvait avoir lieu qu'après avoir obtenu l'autorisation du seigneur. Ainsi donc la dépendance foncière des *oleder* (droit matériel) s'exprimait dans des normes réglant les rapports des *oleder* envers le terrain et les valeurs immobilières qu'ils possédaient, déterminant les conditions et l'étendue de la liberté de disposer de la propriété immobilière et concernaient la propriété mobilière des *oleder*. Ce n'était pas une propriété absolue, mais uniquement héréditaire. Du fait du passage rapide du fermage temporaire au fermage à perpétuité, cette propriété était acquise par le paiement d'un prix d'admission (all. *Gruntgeld*) pour les terrains cédés aux *oleder*. Le seigneur restait le propriétaire de ces terres mais tant que l'*oleder* respectait les dispositions du privilège, le seigneur n'avait pas le droit de l'en chasser. En tant que propriétaire le seigneur avait droit uniquement aux redevances déterminées dans le privilège.

La dépendance des colons envers le seigneur s'exprimait au niveau de l'autogestion et de la juridiction *oleder*. Les organes de

L'autogestion étaient constitués du maire de village (soltys) et de juges (lawnicy) éligibles en principe pour un an. L'élection du maire et des juges était effectuée par l'assemblée de tous les fermiers de la communauté. Dans certains cas, peu nombreux, l'élection devait être ratifiée par le maître. Le régime des organes du villages n'apparaît pas uniforme pendant toute la période de colonisation. Certains maîtres avaient parfois tendance à limiter les prérogatives collégiales des organes du village en faveur du maire et d'augmenter sa dépendance par rapport à la cour seigneuriale. Toutefois, d'une manière générale, le régime *oleder* du village accordé dans le privilège était respecté par le seigneur. Les organes d'autogestion réalisaient les obligations du domaine de l'administration de la cour seigneuriale, qui leur étaient commandées par le maître. Ils étaient tenus de veiller à ce que le village remplissent en temps voulu et en totalité ses obligations envers la cour. D'autre part les compétences des organes sur leur propre terrain concernaient l'administration du village et la juridiction de la communauté.

Les dispositions administratives liant les membres de la communauté étaient recueillies dans le « *wilkierze* » (all. *Willküre*). La majorité des dispositions qui y étaient incluses, avaient pour but d'éliminer les sources de discordes entre les membres de la communauté et éventuellement de les obliger à s'entraider; ceci était dans l'intérêt des *oleder* car tout le village était solidairement responsable des obligations envers le seigneur, aussi aucun d'eux ne pouvait être indifférent à la situation patrimoniale et à la solvabilité de son voisin. L'une des plus importantes fonctions de l'administration du village était le contrôle des différents membres de la communauté.

La juridiction communautaire concernait en premier lieu les questions de violation des dispositions du « *wilkierze* » et les ordonnances administratives. Les tribunal de village était également compétent pour examiner les affaires sur la violation des dispositions du privilège. Le tribunal de village était toutefois toujours subordonné au tribunal patrimonial car les litiges et les recours relevaient uniquement de la compétence de la cour seigneuriale; la décision du seigneur était définitive et ne pouvait faire l'objet d'aucun recours (14).

IV

La colonisation oleder était une colonisation exclusivement agricole. La nature du terrain sur lequel étaient fondés les villages ainsi que le rendement de la glèbe exerçait une influence directe sur la vie économique des oleder, ainsi que sur des aspects de leur culture matérielle tels que le mode de colonisation, le type de construction et principalement la culture agricole.

Du fait de ces facteurs, tous les villages oleder peuvent être divisés en deux catégories: les villages de plaine situés dans les vallées fluviales et aux bords des eaux stagnantes et les villages établis sur des terrains défrichés secs. Il y avait en outre des formes intermédiaires, mixtes. La glèbe de ces deux types de terrains ne présentait pas une grande valeur économique.

Respectivement aux conditions topographiques, on a vu se développer deux formes de colonisation oleder: le village de plaines — le long d'une rue unique (« ulicówka ») et le village éparpillé. Il existait en outre d'autres types mais ils étaient plutôt rares (15).

L'activité économique des oleder avait un double caractère: technique et socio-économique. La technique agricole des oleder liée aux formes de colonisation, s'est développée dans deux directions. Dans les villages de plaine, elle consistait durant la première période à améliorer les terres par l'assèchement, et par la suite à maintenir les terrains asséchés en état de cultivabilité. Dans les villages du second type, elle consistait à défricher les forêts et les broussailles puis à augmenter la fertilité des terres ainsi obtenues et à la protéger contre l'invasion des broussailles et des mauvaises herbes. Un nombre important de villages oleder montre que les oleder savaient s'acquitter de leur tâche. Cela leur était facilité par l'exemption de toutes redevances pouvant aller jusqu'à 10 ans, d'autre part ils étaient encouragés à fournir un effort, par la perspective d'une existence libre et indépendante sur les terres occupées (16).

La part des colons au produit social était fonction des terres occupées. L'importance des fermes oleder était sujette à d'énormes variations au cours de toute la période de colonisation, l'exploitation moyenne était la « włóka » (30-31 arpents), cependant il existait également des exploitations de la grandeur d'une demi włóka. Les différences en matière d'importance des exploitations découlait prin-

cipalement de la situation patrimoniale des colons limitant leurs possibilités de payer un prix d'admission parfois trop élevé (17).

Le système de culture agricole appliqué le plus souvent par les oleder était la culture tripartite. La production herbagère, principalement de céréales, se révélait plutôt médiocre à cause de la mauvaise qualité des terres. Pour chaque grain semé, ils récoltaient trois grains. Le blé n'était pas du tout cultivé, en revanche on cultivait le seigle, l'avoine, l'orge et on récoltait le foin.

La deuxième branche de l'économie oleder était l'élevage. Contrairement à la production herbagère, il se développait avec succès. Afin de pouvoir fertiliser les terres ils avaient besoin d'une quantité importante d'engrais, c'est pourquoi ils devaient faire l'élevage de bétail à une plus grande échelle que le reste de la population paysane.

En plus de cela les oleder consacraient une attention particulière à la culture des légumes et des fruits. Ils s'occupaient aussi d'apiculture, de chasse, de pêche, d'hôtellerie, de meûnerie, d'artisanat et d'industrie forestière.

En plus des revenus de leurs propres exploitations, les oleder tiraient des profits de leurs droits de faire usage des terrains seigneuriaux, principalement des servitudes de pâturages constituant la base de l'élevage, des servitudes forestières ainsi que d'autres profits. Les oleder avaient en principe la pleine liberté de commerce ce qui était garanti par les privilèges. Cela explique que leur économie rationnelle de culture et d'élevage, était pour une large part orientée vers la vente (18).

Le degré de richesse économique des différents individus conditionnait la division sociale de la population oleder. Les couches dominantes étaient constituées d'exploitations économiquement indépendantes (les fermiers, les hôteliers et les meuniers etc. (qui, soit possédaient des exploitations suffisamment grandes, soit exerçaient des professions rentables et entretenaient un rapport économique direct avec le seigneur). La catégorie inférieure était constituée de oleder qui, ayant des revenus insuffisants (artisans ne possédant pas de terres, petits exploitants) devaient travailler dans des exploitations extérieures. Enfin la catégorie la plus basse de la population oleder était constituée de paysans vivant exclusivement de leur travail dans les exploitations d'autrui (les sans-terres, les domestiques et les personnes chargées des services culturels et religieux) (19).

La structure professionnelle des oleder n'était différenciée que

dans une faible mesure. Presque tous les habitants de la communauté étaient employés dans l'agriculture que ce soit la leur emploi principal ou marginal. L'élevage ne dépassait pas le cadre d'occupation auxiliaire auprès de l'activité de culture. Il était également rare de trouver des artisans qui ne fussent pas employés dans l'agriculture. Le nombre des agriculteurs atteignaient 98% de la population *oleder* (20).

Au titre de l'usufruit héréditaire des terrains seigneuriaux, les *oleder* étaient tenus de verser une série de redevances au profit du seigneur, redevances qui devaient être réalisées après la période d'exemption et qui étaient déterminées avec précision dans les contrats de colonisation. En outre tout comme le reste de la population paysane, ils étaient tenus à des redevances au profit de l'église et de l'état.

Parmi les prestations versées au profit du seigneur, la forme prépondérante de redevances était les cens, versés généralement en argent et parfois en nature, au titre des différentes parties de l'exploitation (du terrain, des différentes servitudes et des avantages). Parmi les cens payés en argent, le principal, et parfois même l'unique, était le cens au titre du terrain s'élevant au XVII^e siècle à 30-80 florins polonais. Le cens au titre des servitudes de pâturages était lui aussi souvent payable en argent. Les cens en nature (céréales, volailles) possédaient une importance secondaire.

Outre les cens payables en argent, les *oleder* versaient également des prestations de caractère économique (admission, taxe de marché) ainsi que des prestations administratives (principalement les taxes sur la vente de terres). Parmi les obligations des *oleder* figuraient également les corvées. Elles étaient non seulement insignifiantes, mais en plus elles étaient déterminées avec précision dans le privilège de colonisation par la voie d'un accord commun, de plus elles n'étaient pas conditionnées par la dépendance personnelle envers le maître, comme les corvées de la population asservie. Elles se divisaient en corvées en quantité déterminée et en corvées en quantité indéterminée. Les corvées du premier type s'élevaient à 6-12 jours par an et par *wloka*. Parmi les corvées, une place importante était occupée par les *tloki* [all. *Bit(t)trage*, *Bit(t)dienste*], effectuées en cas de besoin urgent. Elles avaient un caractère obligatoire mais étaient récompensées. Les corvées étaient effectuées manuellement ou à l'aide des outils personnels des *oleder*.

Dans presque tous les villages *oleder*, comme dans les villages

asservis, règnait l'exclusivité seigneuriale (totale ou partielle) de production et de vente de boissons alcoolisées. Les obligations envers le seigneurs changèrent au cours du processus de colonisation. Cela découlait du désir des féodaux d'exploiter les colons ou d'autre part de l'empiètement sur les terres seigneuriales ou encore de l'élargissement des droites aux servitudes.

Les *oleder* étaient également tenus de verser à la paroisse certaines prestations car leurs villages, une fois constitués, tombaient sous l'emprise administrative de l'église catholique. Aussi bien les catholiques que les luthériens étaient tenu de verser ces prestations. Les prestations des *oleder* au profit de l'église se composaient de prestations permanentes (dîme ou retributions des messes) payées en céréales ou en argent et des prestations accidentelles (*iurae stolae*) au titre de différents services religieux. (Lorsqu'en 1768 la Constitution de la Diète a levé l'obligation de verser des prestations au profit de l'église par les dissidents, les *oleder* ont usé de ce droit).

Les obligations des *oleder* envers l'état avaient la forme d'impôts: cadastral et personnel; les autres genres de redevances publiques existaient mai étaient très rares. Les impôts et taxes au profit de l'état et de l'église étaient payées soit par unité de terrain soit sous forme de rétribution collective versée par l'ensemble de la communauté. Les *oleder* étaient tenus de respecter les modifications intervenant dans le montant de ces impôts (21).

La colonisation *oleder*, du fait de la fonction économique qui lui fut assignée, fut un puissant facteur de dynamisation du développement de la superficie cultivable. Même là où l'établissement de *oleder* avait pour but d'éliminer les effets d'une dévastation ayant duré cent ans, les résultats obtenus par les colons ne se limitaient pas uniquement à la reconstruction de la superficie cultivable, mais aboutissaient en plus à l'agrandissement des terrains exploités. En outre l'économie *oleder* était nettement supérieure par son organisation et sa technique à l'économie des paysans asservis et se distinguait par sa grande rentabilité. La vente, par les *oleder*, du surplus de production agricole et d'élevage a contribué au développement des contacts entre les villages et la ville, au développement du marché local. Les revenus importants leur permettaient d'augmenter les investissements consacrés à l'extension des exploitations, à l'achat de nouveaux outils et à l'agrandissement du parc de bétail. Les *oleder*

avaient de bonnes raisons de veiller à la terre, aux outils, aux animaux de trait et à l'extension des exploitations. Le sentiment de propriété et de liberté individuelle qu'ils avaient, la modification diamétrale de leur situation matérielle ainsi que les nombreux privilèges dont ils jouissaient, tout cela rendait leur situation incomparablement meilleure que celle de la population asservie. D'où le fait que la colonisation oleder en tant que phénomène social fut, à son époque, un mouvement de grande portée.

La colonisation oleder a contribué au déclin de la féodalité et ouvert la voie à de nouveaux rapports économiques et sociaux, elle a de ce fait joué un rôle capital dans l'ensemble de la vie économique de la Pologne du XVIII^e siècle.

ZBIGNIEW CHODYLA
Université de Poznan

NOTES

(1) S. INGLOT, *Problem kolonizacji flamandzko-holenderskiej w Niemczech i w Polsce* (Le problème de la colonisation flamando-hollandaise en Allemagne et en Pologne), Lwów, 1929; *Historia chłopów polskich* (Histoire des paysans polonais), red. S. INGLOT, t. 1, Varsovie, 1970, pp. 59-63, 125-128 et 288-289.

(2) B. SCHUMACHER, *Niederländische Ansiedlungen im Herzogtum Preussen zur Zeit Herzog Albrechts (1523-1568)*, Leipzig, 1903, pp. 11-15. L'auteur voit les causes de l'émigration hollandaise, avant tout, dans la réforme en pleine évolution aux Pays-Bas. W. RUSINSKI, *Osady tzw. « Oledrów » w dawnym woj. poznańskim* (Les villages « Oleder » dans l'ancienne voïvodie de Poznan), Poznan-Kraków, 1947, p. 4; met lui aussi au premier plan les causes religieuses de l'émigration. K. CIESIELSKA, *Osadnictwo « olederskie » w Prusach Królewskich i na Kujawach w świetle kontraktów osadniczych* (La colonisation « oleder » en Prusse Royale et en Kujavie à la lumière des contrats de colonisation), « Studia i materiały do dziejów Wielkopolski i Pomorza », 1958, t. 4, liv. 2, pp. 219-220, voit deux genres de causes de l'émigration hollandaise, religieuse et économique. L'existence des causes économiques dues à la ruine de l'économie rurale en Hollande, du fait des guerres et des sinistres naturels est appuyée par des données fournies par E. BAASCH, *Istoria ekonomitsheskogo razvitiia Gollandii w XVI-XVIII wiekach* (Histoire du développement économique des Pays-Bas aux XVI-XVIII siècles), Moscou, 1949, p. 52, l'auteur ne remarque toutefois pas le phénomène d'émigration des Hollandais.

(3) S. INGLOT, *Kolonizacja wewnętrzna a napływ Niemców do Polski od XVI do XVIII w.* (La colonisation intérieure et l'afflux d'Allemands en Pologne aux XVI-XVIII siècles), Kraków, 1945, p. 19; B. SCHUMACHER, *op. cit.*, p. 25; K. CIESIELSKA, *op. cit.*, pp. 219-220; W. RUSINSKI, *op. cit.*, p. 4.

(4) Cf. note 3.

(5) I. T. BARANOWSKI, *Wsie holenderskie na ziemiach polskich* (Les villages hollandais sur les terres polonaises), «Przegląd Historyczny», 1915, t. 19, p. 73; W. RUSINSKI, *op. cit.*, pp. 5-7.

(6) F. SZPER, *Nederlandsche Nederzettingen in West Preussen Gedurende de Polchen Tijd*, Erkhuisen-P. Bais, 1913, p. 95, cit. d'après I. T. BARANOWSKI, *op. cit.*, pp. 56-70; Z. LUDKIEWICZ, *Osady holenderskie na nizinie Sartwicko-Nowskiej* (Les villages oleder dans la plaine de Sartwice et Nowe), Toruń, 1934, pp. 16, 32-33; K. CIESIELSKA, *op. cit.*, pp. 220-225; *Historia chłopów polskich*, *op. cit.*, p. 64.

(7) J. GOLDBERG, *Osadnictwo olederskie w dawnym województwie leczyckim i sieradzkim* (La colonisation oleder dans les anciennes voivodies de Leczyca et de Sieradz), «Zeszyty Naukowe Uniwersytetu Łódzkiego», ser. I, 1957, liv. 5, pp. 71-72; l'historiographie allemande n'a pas voulu prendre ces facteurs en considération (on peut trouver une étude considérable de ses travaux chez W. RUSINSKI, *op. cit.*, pp. VII-X) et en particulier des chercheurs tels que W. Maas, K. Lück, E. O. Kossmann qui prennent comme critère de colonisation oleder le deuxième membre des appellations des villages «Holländer» ou «Hauländer». Ils étaient d'avis que le terme «Hauländer» n'a pas de lien avec la véritable colonisation hollandaise et désignait les colons allemands cultivant les terrains qu'ils avaient défriché (Hauland du mot «hauen»-défricher). Cette conception a été considérée comme non fondée car le terme «Hauländer» apparaît pour la première fois dans les actes officiels prusses après le premier partage de la Pologne (1772). Le fait que ces deux termes étaient employés alternativement, sans égard au mode de création des villages, est confirmé par les sources de façon formelle. Actuellement domine la conception selon laquelle le mot «Hauländer» provient de déformation ultérieure du terme «Holländer» (tout comme en polonais «holender» est devenu «oleder») et cette déformation est due au fait qu'on a confondu l'appellation des colons et le nom des terrains forestiers défrichés.

(8) *Dzieje Wielkopolski* (Histoire de la Grande-Pologne), t. I, red. J. TOPOLSKI, Poznań, 1969, pp. 714-715 et 798-802; J. TOPOLSKI, *Rozwój latyfundium arcybiskupstwa gnieźnieńskiego od XVI do XVIII w.* (L'évolution des biens de l'archevêché de Gniezno du XVI au XVIII siècle), Poznań, 1955, pp. 67 et 70. J. Topolski a, en tant que premier dans l'historiographie polonaise, affirmé que cette colonisation fut l'une des formes d'introduction de l'économie censitaire. Cette affirmation a été par la suite développée par J. Goldberg qui, sur la base des processus de création des villages oleder considérés comme le résultat de l'action générale d'introduction du cens, a conclu que la colonisation oleder constituait une forme incomplète de l'introduction de la rente monétaire car les réserves à corvées continuaient d'exister.

(9) W. RUSINSKI, *op. cit.*, pp. 22-36; B. SZCZEPANSKI, *Osadnictwo olederskie w dobrach szlacheckich powiatu konińskiego w XVIII w.* (La colonisation oleder dans les biens nobiliaires du district de Konin au XVIII siècle), «Rocznik Wielkopolski Wschodniej», t. 1, Poznań, 1973, p. 45. Les résultats des études personnelles de l'auteur, effectuées sous la direction du prof. J. Topolski auprès de la Section d'Histoire Moderne de la Pologne jusqu'au XVIII siècle, de l'Université de Poznań, se rapportant à la colonisation oleder dans la voïvodie de Kalisz.

(10) J. GOLDBERG, *op. cit.*, pp. 73-96.

(11) W. RUSINSKI, *op. cit.*, pp. 37-54; I. T. BARANOWSKI, *op. cit.*, p. 70.

(12-21) I. T. BARANOWSKI, *op. cit.*, pp. 71-82; W. RUSINSKI, *op. cit.*, pp. 55-120; K. CIESIELSKA, *op. cit.*, pp. 228-243; J. GOLDBERG, *op. cit.*, pp. 94-96; B. SZCZEPANSKI, *op. cit.*, pp. 47-54; ainsi que les études personnelles de l'auteur.

Prezzi e salari agricoli a Bisceglie nella seconda metà del Settecento

1) *Notizie introduttive* — Nel corso dei lavori di riordino dell'archivio della curia vescovile di Bisceglie, in provincia di Bari, fra i superstiti documenti risparmiati dall'umidità dei locali, in pieno stato di abbandono, e soprattutto dall'incuria di chi, molti anni addietro, ne tollerò la dispersione in mano di privati, sono stati recuperati taluni registri di contabilità del convento di S. Croce e del convento dei padri Agostiniani (1): i dati che se ne possono ricavare rientrano indubbiamente nell'ambito di quelle ricerche di storia locale fondate su documenti contabili, fiscali, notarili, la cui scarsità, allo stato attuale delle conoscenze, costituisce di fatto, com'è stato recentemente rilevato (2), un limite del quadro economico-sociale del Regno di Napoli, sia per l'età cosiddetta muratiana, sia per il periodo precedente.

A meglio collocare nel loro tessuto socio-economico i dati che abbiamo potuto raccogliere e utilizzare dai documenti testè segnalati, saranno sufficienti alcuni cenni sulle caratteristiche della cittadina adriatica (3), che nel corso del secolo XVIII ebbe un porto assai attivo. I dati recentemente prodotti dal Di Vittorio, relativi alle esportazioni pugliesi nella prima metà del Settecento, consentono di misurare per Bisceglie il volume delle esportazioni delle saccarie che, nel primo quarantennio del secolo, risultano in media il 16,40 per cento rispetto al totale delle esportazioni di Terra di Bari (4). Meno informati siamo sulle esportazioni di olio dal porto di Bisceglie: i dati prodotti dal Di Vittorio, sulla scorta dell'imposizione, nel 1713, di carlini 10 per salma di olio esportato, sono comprensivi di tutta la provincia di Bari e della Capitanata (5), ma d'altro canto non mancano indizi di notevoli esportazioni di olio anche dal porto di Bisceglie; così, per esempio, nel novembre del 1714 sul mercato della capitale risultano collocate 600 salme di olio di Bisceglie, alla misura di Bari, a ducati 26 e mezzo la salma; altre 300 salme di olio, prove-

nienti dalla stessa città, erano già state poste in vendita, mentre dal porto di Bisceglie risultano in partenza, alla volta di Napoli, altre 1000 salme di olio (6). L'olio di Bisceglie raggiungeva anche i porti dell'alto Adriatico: nel maggio del 1724 nel porto di Ferrara giungono dieci bastimenti, con carico di olio, da Monopoli, Bari, Giovinazzo, Molfetta e Bisceglie; il mercato è però saturo e il corrispondente ferrarese di padron Leonardo Pansini di Molfetta sconsiglia quest'ultimo di effettuare il progettato viaggio alla volta di quel porto (7). Siamo agli inizi — com'è noto — di un'ulteriore fase depressiva nel settore commerciale del Regno di Napoli: per Bisceglie, cui si riferisce la nostra indagine, una relazione del 1727 ci informa che annui censi e fitti « non si esigono con puntualità per li tempi esauriti correnti presentemente, et precise gli fitti, che non solo non ponno esigersi per la scarsezza del fruttato, ma anco alla giornata si vanno deteriorando per la baschezza de' prezzi delle robbe » (8).

Su codesta fase di depressione, che caratterizzò gli ultimi anni della dominazione austriaca e i primi anni di regno di Carlo di Borbone, non mancano per la Terra di Bari significative testimonianze: per esempio a Bitonto, come altrove, tra il terzo e la fine del quinto decennio del secolo, i profitti delle colture specializzate furono eccessivamente bassi rispetto ai valori fondiari; in non pochi luoghi della provincia di Bari circolava solo moneta di rame, quando addirittura non si ricorreva al baratto (9); ad aggravare la depressione concorsero, inoltre, circostanze sfavorevoli: solo nel terzo decennio si contarono ben cinque anni di prolungata siccità e dal 1736 al 1738 imperversò un morbo epidemico degli animali vaccini (10).

La ripresa dell'economia pugliese si colloca — com'è noto — all'inizio del secondo cinquantennio e a mano a mano che ci si addentra nella seconda metà del secolo si nota, in tutta la provincia, una maggiore cura per gli impianti portuali, mentre qualche comune dell'entroterra affronta il problema del riassetto delle strade di comunicazione con le città costiere. Ma già dagli anni quaranta l'università di Bisceglie aveva dato inizio a lavori di ampliamento e di ristrutturazione del porto: nel 1771 già si erano spesi complessivamente 60.000 ducati per i lavori di costruzione del molo e due anni dopo, nel 1773, la somma effettivamente spesa toccava i 100.000 ducati (11). Minore sollecitudine dimostrò il governo cittadino per la viabilità: nel 1770 « le strade alla marina in molte parti si trovano guaste e rotte, in maniera che non si puote passare a cavallo, senza

qualche pericolo » (12) e bisognerà giungere al 1789 perché venga riattato il tratto di strada costiera compreso tra Bisceglie e Giovinazzo. I lavori potettero aver luogo in seguito alla concessione di un mutuo di 40.000 ducati contratto dalla Regia Giunta dei siti reali con i pubblici banchi della capitale (13). Non mancarono, insomma, interventi dello stato, sia pure sporadici, nei confronti della viabilità, anche se con risultati molto modesti, se si deve tener conto delle sfavorevoli impressioni dei viaggiatori del Settecento (14).

Ma il problema più grave, di fronte al quale anche il governo centrale si trovò completamente impreparato, fu quello dell'insicurezza delle strade e delle campagne. Quanto segnalava il Tupputi agli inizi dell'Ottocento, in merito ai furti di raccolti e al brigantaggio, praticato talvolta con la connivenza degli stessi sbirri (15), trova puntuale riconferma nelle testimonianze d'archivio: all'università di Bisceglie, per esempio, con lettera datata 7 novembre 1774, il preside di Trani impartisce disposizioni perché si prendano misure contro « la nota comitiva di malviventi, che infestano diverse campagne della provincia coll'assaltare, ferire, e rubare per le medesime qualunque individuo » (16); egualmente nel novembre 1793 il governatore di Bisceglie rappresenta al parlamento cittadino l'urgenza di efficaci misure in quanto « per ogni dove ne' territori si sentono di continuo, e si vedono de' malviventi, che girono per la campagna, e commettono furti, incendi, omicidi, ed altri gravi eccessi » (17). Neanche gli stessi centri abitati, del resto, offrivano migliore sicurezza; proprio a Bisceglie, tra il 1772 e il 1773, si registra un'autentica esplosione di delinquenza « sentendosi ogni notte commettere furti da figli d'iniquità nelle case de' cittadini con scaliazione da sopra li solari » (18).

È assai nota l'ampiezza sociale del fenomeno, che sta a rappresentare l'irrompere aggressivo delle classi subalterne nella storia del Mezzogiorno (19), con maggiore virulenza dove più incisivo era stato il deterioramento delle condizioni dei gruppi economicamente più deboli, ingrossati, oltre che dal processo di proletarizzazione in atto in larghe frange dei ceti contadini, anche da un intenso sviluppo demografico (20). Per quel che si riferisce a Bisceglie, in mancanza di dati più accurati relativi all'intero arco del Settecento, sarà ora sufficiente, a puro titolo orientativo, ricordare come già nel 1767 gli amministratori cittadini prendevano atto dell'incremento demografico e della connessa espansione del suburbio dove, nel 1793, risiedeva

quasi il terzo della popolazione che, per la maggior parte risulta costituita da « bracciali, operarij, mercenari e minori possidenti » (21). Dobbiamo però alle indagini del Demarco se possiamo avere la misura precisa dell'avvenuto processo di proletarizzazione nell'ambito della cittadina adriatica (22). Sulla scorta dei dati assunti dal catasto muratiano, Bisceglie agli inizi del secolo XIX si presenta con una popolazione di 12075 abitanti, quasi il doppio di quella indicata agli inizi del secolo precedente, addensata in un territorio limitato a 6730 ettari e quindi con una densità di 179 abitanti per Km², di gran lunga superiore alla densità media accertata per Terra di Bari. Le ditte proprietarie risultano 2.188 con una estensione media calcolata in ettari 3,88, inferiore all'estensione media calcolata per le proprietà di Terra di Bari, che risulta di ettari 3,94. Il Demarco chiarisce inoltre che più di un terzo delle ditte di Bisceglie (ma anche di Molfetta e di Terlizzi) erano comprese tra i 3 ettari e un ettaro e 32 are. A parte qualsivoglia considerazione sulla polverizzazione della proprietà contadina, indubbiamente insufficiente ad assicurare un minimo di autonomia ai « minori possidenti », va sottolineato che il rapporto percentuale tra popolazione e ditte proprietarie risulta di appena il 18,12 per cento ed è uno dei più bassi di Terra di Bari. Anche a voler calcolare, sia pure in linea del tutto provvisoria, in attesa di approfondite indagini demografiche, al 50 per cento la popolazione attiva di Bisceglie, si può presumere che la categoria dei bracciali, operai e « mercenari » dovesse aggirarsi, tra la fine del Sette e l'inizio dell'Ottocento, attorno alle 5000 unità. Il nostro calcolo presenta, indubbiamente, un largo margine di arbitrarietà, ma d'altro canto la presenza di una larga massa pauperizzata non sfuggì ai contemporanei, dal Giovene, che scrisse una pagina commossa sullo sfruttamento dei braccianti, i quali all'epoca della mietitura affluivano nel Tavoliere e quindi si spostavano nelle zone granifere dell'Irpinia, al Galanti, che notava nella sua relazione su Terra di Bari « paesi di gran popolazione con ristretto territorio », al Tapputi, che segnalava « les nombreux habitants de la province de Bari, qui souvent ne pouvant trouver du travail sur un territoire de peu d'étendue, sont obligés d'en aller chercher ailleurs », al Bisceglia che, nella ben nota relazione su Terra di Bari, preparata per la statistica muratiana, non mancò di sottolineare lo stato di estrema indigenza dei contadini, i quali avevano imparato anche a cambiare « cielo per andare a luoghi dove potevano trovare fatiche » (23).

2) *Cenni sul mondo rurale* — A metà Settecento nell'agro biscegliese risultano investiti a uliveto e mandorleto 6456 vignali (24), pari ad ettari 3210, poco meno della metà dell'intero territorio che, sulla base del catasto muratiano, risulta di 6730 ettari. Assai spesso, come ci apprende il Tupputi, proprietario di vaste tenute, il quale nella stesura delle sue *Réflexions* dovette guardare soprattutto ai sistemi di coltivazione praticati nella natia Bisceglie, l'olivo era consociato col mandorlo (25), una consociazione quanto mai opportuna perché — com'è noto — all'anno di carica del mandorlo corrisponde la scarica dell'olivo e viceversa. All'oliveto si dedicavano da tre a quattro zappature all'anno, ma la tecnica della potatura, tanto per gli ulivi, quanto per i mandorli, viene aspramente criticata dal Tupputi, il quale sottolinea altresì i gravi danni arrecati agli alberi fruttiferi per ricavarne legna da ardere. Bisogna peraltro aggiungere che, assai spesso, all'oliveto-mandorleto furono consociate anche le graminacee, con tutti i danni diretti e indiretti che ne derivano. Siffatta consociazione, per esempio, è praticata in talune terre gestite direttamente dal Monistero di S. Croce di Bisceglie e le rese del frumento risultano assai basse: nel 1759-60 per il grano risulta una resa di 5,75; nel 1762-63 la resa fu di 3,45 e nel 1770-71 la resa fu di 4,60; per l'orzo la resa fu di 5 nel 1771-72, di 3,70 nel 1777-78 e di 3,60 nell'anno successivo (26).

Rese così basse, provocate da un'irrazionale combinazione produttiva, costituiscono la norma per i minifondi contadini (27), la cui produzione era prevalentemente destinata al fabbisogno domestico; ma anche per le più consistenti aziende agricole, quelle gestite per esempio da taluni enti ecclesiastici, come nel caso delle terre del Monistero di S. Croce in Bisceglie, le scarse rese dipendono dal perpetuarsi di un'agricoltura irrazionale, povera di capitali, preoccupata in sostanza di assicurare alla comunità religiosa una certa disponibilità di derrate agricole. Bastava quindi una gelata perché larghe fasce di oliveti venissero convertite in seminatorio, senza rimpiazzare gli ulivi irrimediabilmente rovinati dal gelo. Così, per esempio, in un oliveto di 44 vignali, di proprietà del Monistero di S. Croce (28), colpito dalla gelata del 1747, risulta praticata tra il 1760 e il 1780 la consociazione, caratterizzata da una rotazione triennale, aperta da una coltura miglioratrice (fave o fieno) e seguita da una coltura sfruttante per un biennio (grano e orzo), ma con le rese meschine dianzi segnalate. Ovviamente le rese di S. Croce sono meramente indicative: allo

stato attuale delle conoscenze possiamo dire solo che l'agro biscegliese fu scarsamente granifero (29), ma l'affermazione che nell'agro di quella cittadina si erano avuti mutamenti di tale portata, che nel 1775 nell'intero territorio non più esistevano fasce di terra investite a biade (30) non risulta suffragata da indizi di sorta. Al contrario è del 17 settembre 1779 un'ordinanza dell'università perché « ogni coltivatore di terre a grano, orzo, fave ed avena non ardisca di estrarre tali generi, senza la saputa dell'università » e il 16 ottobre 1792 lo stesso organo cittadino ordinava a tutti i produttori di grano, di qualunque stato, grado o condizione, di presentare entro il termine perentorio di quattro giorni la dichiarazione del quantitativo di frumento in loro possesso (31).

Anche per la cerealicoltura ci soccorre il Tupputi con le sue osservazioni fortemente limitative: il sistema di aratura risultava assai superficiale; pregiudizievole la pratica di estirpare le erbacce dai campi seminati; scarsa la cura riposta nella scelta dei semi, i quali, per giunta, attaccati assai spesso da parassiti, non erano più adatti alla semina. « Il ne faut donc pas s'étonner si la récolte trompe ordinairement l'espoir du cultivateur » (32).

Non possiamo fornire indicazioni neanche orientative sull'estensione complessiva delle terre investite a vigneto: presumiamo dovessero essere molto diffusi e soprattutto concentrati in due località, Lama dell'aglio e Matine di Monsignore: per i vini prodotti in queste due località si formulavano « voci » distinte da quella per i vini prodotti nel rimanente dell'agro biscegliese. Quest'ultima « voce » risulta leggermente più alta (33).

Alla vigilia della formulazione della « voce » assai spesso si verificavano manovre speculative da parte dei commercianti e nel 1757 si ha, in merito, una circostanziata denuncia al parlamento cittadino: « quando si dà l'assisa del vino nuovo, subito i tavernari calano il prezzo del vino di lor mercanzia, e con questo inganno comprano il vino da' particolari bisognosi, e poi lo vendono più alterato con discapito della povera gente » (34). È noto che i piccoli produttori, necessitati a vendere nel periodo del raccolto, si trovano assai spesso a dover subire siffatte manovre speculative (35), ma il sistema provoca la rovina dei piccoli produttori biscegliesi, che finiscono addirittura con lo spiantare le vigne e convertire le loro terre in seminatoi (36). Il parlamento cittadino tenta di porre riparo alla situazione adottando nel settembre del 1769 la decisione di offrire ai produttori la possibilità

di vendere a turno, direttamente, il loro prodotto (37); anzi, a meglio tutelare la produzione locale, nella tornata del 15 agosto 1780, vieta l'immissione di vini forestieri prima che si sia completamente smaltita la produzione locale, rispolverando una disposizione degli antichi statuti biscegliesi, che peraltro si ritrova negli statuti di altre città (38).

Anche per la viticoltura il giudizio del Tupputi è fortemente limitativo: oltre a criticare la consociazione di graminacee o leguminose, in quanto provocava un deterioramento della qualità del vino, l'agronomo biscegliese fa notare che, per l'ignoranza di una razionale tecnica di vinificazione, i vini generalmente si alteravano dopo un anno (39), quando non accadeva che inacidissero anche entro l'anno, come avvenne, per esempio, nel corso del 1792, quando una sovrimposta di 2 cavalli a caraffa, ai fini di reperire i fondi per contribuire ai pesi forzosi, provocò una brusca contrazione nella vendita del vino « ed alcuni l'anno perduto per essere inacidito » (40).

3) *Analisi dei prezzi* — La contabilità delle monache di S. Croce e dei frati Agostiniani (41) offre anzitutto la possibilità di individuare l'andamento dei prezzi di talune derrate agricole per il cinquantennio compreso tra il 1761 e il 1810, vale a dire su di un periodo per il quale le informazioni relative al mercato di Terra di Bari sono ancora limitate (42). L'esame comparativo dei nuovi elementi con i dati già acclarati, oltre a conferire maggiori dettagli alla conoscenza del mercato di Terra di Bari nella seconda metà del Settecento, potrà anche valere ai fini di appurare entro quali limiti si realizzino concordanze fra i diversi mercati locali.

Sui dati raccolti, e riassunti nelle tabelle in appendice, si impone un chiarimento preliminare: i prezzi dell'olio rappresentano sempre il prezzo di vendita, nel corso dell'anno, di quantitativi eccedenti il fabbisogno delle due comunità; anche i prezzi delle mandorle, delle fave e dei cereali minori riguardano profitti realizzati dalle due comunità, con l'avvertenza che le operazioni di vendita ebbero luogo nello stesso periodo del raccolto. I prezzi del vino, invece, riguardano acquisti eseguiti generalmente nel corso della vendemmia, ma anche nei mesi di maggio e di giugno; egualmente prezzi di acquisto (per il convento di S. Croce) sono quelli relativi ai prodotti caseari. I prezzi del grano, infine, di solito rappresentano acquisti eseguiti dall'amministratore del convento di S. Croce, per integrare le scorte di quella

comunità; rappresentano sempre operazioni di vendita per i padri Agostiniani. Il confronto fra prezzi di acquisto e prezzi di vendita per il grano non ha evidenziato sensibili differenze fra i primi e i secondi, talché non ci è sembrato arbitrario unificare i dati in una sola tabella. Gli arrotondamenti sono stati effettuati sull'ultima cifra e le medie relative ai prezzi sono medie aritmetiche semplici. Nelle pagine che seguono si forniscono tutti gli indizi diretti e indiretti, atti a una migliore valutazione dei dati raccolti.

A una prima valutazione sintetica dei dati relativi al grano contrattato sulla piazza di Bisceglie, oltre alla non indispensabile riconferma del movimento ascensionale dei relativi prezzi, si possono individuare tre distinte e successive fasi (che vengono sottolineate dalle medie mobili novennali raffigurate graficamente con la curva tratteggiata): una prima fase, che si protrae (\pm) sino al 1775, con prezzi che si collocano al di sotto di 15 carlini a tomolo (43); una successiva fase, fino al 1786, con prezzi che si collocano poco più in alto di 15 carlini; infine una decisa ascesa che si accentua nell'ultimo decennio del secolo.

L'andamento dei prezzi effettivi, però, non si presenta così lineare. Nell'ottobre del 1755 « per la scarsezza della passata raccolta » di grano, i deputati all'annona di Bisceglie acquistano una partita di 1000 tomoli di grano a carlini 16 e grana 2 e mezzo, moneta d'argento, che con l'aggio corrente equivalgono a dc. 1,66 e mezzo per tomolo, un prezzo, peraltro, ritenuto « competente », ossia equo (44).

Non conosciamo dettagli sui prezzi del 1750 e del 1758, quando le campagne pugliesi furono attaccate dal terribile flagello dei bruchi e furono distrutte le messi e rovinata la campagna olearia: a Molfetta gli amministratori del locale capitolo cattedrale, nel 1758, per evitare « l'infame taccia d'aver esercitato la tirannia co' poveri », decisero di non promuovere alcuna azione giudiziaria contro i fittavoli inadempienti (45). Anche i coloni del Monistero di S. Croce, come risulta dai registri di contabilità, si trascinarono per lunghi anni i debiti determinati da quelle annate avverse.

Scarse risultano, inoltre, sulla scorta della documentazione reperita, le testimonianze relative alla carestia del 1763-64: i prezzi medi pagati dal Monistero di S. Croce nel secondo semestre del 1763 si aggirano attorno a 19 carlini per tomolo, ma va pur detto che all'epoca del raccolto sulla piazza di Canosa e nei comuni dell'interno il

grano fu venduto dapprima a 9 carlini e che fino a metà agosto su quelle piazze il grano fu contrattato a 15 carlini. Gli aumenti cominciarono a verificarsi tra settembre e ottobre, quando il grano salì da 16 carlini fino a 2 ducati e mezzo; nel 1764 si ebbero ulteriori aumenti: 3 ducati nel febbraio, 3 ducati e mezzo nel mese di marzo e anche quattro ducati e mezzo nel periodo aprile-maggio. Col nuovo raccolto i prezzi scesero fino a 12 carlini e all'incirca a tale prezzo l'amministratore di S. Croce vendette, nel mese di giugno del 1764, le scorte eccedenti il fabbisogno della comunità (46).

La punta del 1767-68, invece, non è il riflesso di una sfavorevole annata, che anzi i raccolti, in Puglia, risultano abbondanti; i prezzi tuttavia vengono sollecitati verso l'alto da operazioni speculative che sono da mettere indubbiamente in relazione con la situazione di altri mercati italiani: nel 1766 sia il granducato di Toscana che lo stato pontificio continuano ad essere travagliati da una carestia prolungata e così pure soffrono per mancanza di grano Parma, Modena, Genova, il Piemonte e Malta (47); nel 1768, nonostante i raccolti abbondanti in Italia e in Ispagna, i prezzi si mantengono sostenuti, evidentemente per le ripercussioni dei raccolti di Francia e del Levante, che erano stati scarsi (48).

Sono peraltro, in genere, le cattive annate a sollecitare le spinte ascensionali dei prezzi, così le cattive stagioni del 1774-75 si riflettono nella cuspide che si colloca in quegli anni: i raccolti dell'olio e del grano risultano assai scarsi e i coloni di S. Croce, ancora una volta, si ritrovano nell'impotenza più assoluta e poiché « si han fatto scrupolo le Signore Monache di esiggere li frutti » il monastero è costretto a contrarre un debito di 1200 ducati (49); molto più grave la penuria del 1778-81: alla fine del '78 il grano non solo « da giorno in giorno si vede alterare di prezzo, ma sibbene a stento se ne suole avere, e di qualità assai inferiore » (50); eguali notizie si hanno per gli ultimi mesi del 1780: « vedesi ocularmente da giorno in giorno alterare i prezzi de' grani non solo in questa Piazza di Bisceglie ma nelle città convicine » (51). Annata di pessimo raccolto fu anche quella del 1788: a giugno di quell'anno il monastero di S. Croce acquistò grano a 19 carlini a tomolo, ma a settembre il prezzo del genere aveva già largamente superato i 2 ducati (52); nell'ultimo decennio del secolo si registrano prezzi assai sostenuti tra il 1792 e il 1797; in particolare nell'agosto del '93 il parlamento cittadino si fa interprete del disagio generale, in quanto « di giorno in giorno si vede

alterare il prezzo de' grani, per non esserci chi li venga a vendere, tutto che ancora si è terminata la scogna, per cui i prezzi corrono a carlini venti il tomolo » (53); egualmente nella tornata del 3 agosto 1794 il parlamento biscegliese prende atto che « da giorno in giorno si vede alterare il prezzo de' grani per causa della scarsa ricolta, per cui li prezzi corrono a carlini venticinque il tomolo » (54). In quell'anno critico, com'è noto, fu revocato il permesso di libera circolazione dei grani nell'interno del regno, accordato nel 1788, in concomitanza con analoghe misure prese in Toscana e a Milano (55). La spinta ascensionale dell'ultimo decennio, interrotta dalla breve flessione del 1798-99, continua alle soglie del nuovo secolo e culmina nella brusca impennata del 1802, riflesso della ben nota carestia i cui effetti furono, ma solo parzialmente, attenuati da massicce importazioni di grano dalla Crimea (56).

A queste brevi note di commento, nel corso delle quali abbiamo sempre preferito, quando ci è stato possibile, il riferimento testuale alle fonti coeve, è forse superfluo aggiungere che l'andamento del mercato granario biscegliese, quale è stato ricostruito sulla base dei dati reperiti, si presenta identico a quello acclarato per il mercato di Molfetta, ed il fenomeno non presenta invero alcunché di eccezionale, ove si tenga conto della vicinanza dei due mercati costieri. Quel che invece va sottolineato è che le medie dei due mercati pugliesi si accordano non solo con i prezzi dei grani sulla piazza di Foggia (57), ma anche con il movimento generale dei prezzi di Napoli, Catania e Palermo (58).

I prezzi del vino reperiti per la piazza di Bisceglie costituiscono una riprova delle concordanze fra i mercati locali ed il fatto è particolarmente interessante ove si tengano presenti le disposizioni statutarie che proteggevano i vari mercati dalla concorrenza dei vini forestieri. A prescindere dal differente livello cui si collocano i prezzi di questa derrata sui mercati di cui si hanno notizie, in relazione evidentemente alla qualità del prodotto, è assai significativo che il raffronto tra i prezzi del quinquennio 1775-79 e quelli del decennio 1790-99 è di 1 a 1,50 tanto per la piazza di Bari (59), quanto per la piazza di Bisceglie. Va peraltro chiarito che la tendenza al rialzo risulta più marcata quando si valuti la situazione di mercato non sulla base dei soli prezzi « alla voce » o dei prezzi del mosto, ma sulla base dei prezzi fatti nel corso dell'interno anno; così sulla piazza di Molfetta (60), per la quale disponiamo di un maggior numero di dati, re-

lativi a medie mensili, i prezzi medi dell'ultimo decennio si presentano raddoppiati rispetto a quelli del quinquennio 1775-79.

I dati raccolti, inoltre, ci suggeriscono che gli aumenti del vino, nel corso dell'anno, trascurando le punte più alte e quelle più basse, sono mediamente contenuti fra un minimo calcolabile intorno al 30 per cento, rispetto al prezzo del mosto, e un massimo che si colloca intorno al 60 per cento; ovviamente di codesti aumenti, che si verificano nel corso dell'anno, potettero trarre beneficio solo quei produttori — e non erano molti — che avevano non solo la possibilità di conservare il prodotto nei loro magazzini, ma che non si trovavano, soprattutto, nella necessità di dover smaltire il prodotto all'epoca della vendemmia e di subire, pertanto, quelle manovre speculative, cui si è precedentemente accennato, volte a mantenere artificiosamente basso il prezzo del genere nel corso della vendemmia. Non eguali dovettero essere, per gli incettatori, le possibilità di speculare sulle brusche variazioni intervenute di anno in anno (è appena il caso di far notare che l'andamento dei prezzi del vino sulla piazza di Bisceglie si presenta di gran lunga più accidentato che non per gli altri generi) e la ragione è soprattutto nella circostanza già segnalata dal Tuppusti, cioè che di solito non si riusciva a conservare il vino per più di un anno, fatto peraltro ribadito dalle testimonianze coeve dell'arciprete Giovene e di Vitangelo Bisceglia (61). Le brusche impennate, che caratterizzano il mercato vinicolo di Bisceglie, in ogni modo valgono a suggerirci il ripetersi di cattive annate, quelle precisamente del 1768, del 1773, del 1776, del 1783 e del 1787, e riconfermano altresì le notizie del Giovene, che segnala le deludenti vendemmie del 1789, del 1795 e del 1796, compromesse da bruchi detti « cipollari », che attaccavano le viti in primavera (62).

Un discorso a parte meritano i prezzi dell'olio poiché com'è noto, la relativa prosperità di cui godette parte della Puglia barese nella seconda metà del Settecento fu dovuta soprattutto al commercio di esportazione di questa derrata (63). È oramai superfluo ricordare che l'andamento del mercato biscegliese si presenta con le stesse caratteristiche già rilevate per il vicino mercato di Molfetta, almeno per il periodo per il quale si rende possibile il confronto, vale a dire per l'ultimo ventennio del Settecento e per i primi anni dell'Ottocento (64). Basterà solo far notare che i dati relativi al mercato di Bisceglie sono più numerosi rispetto ai dati acquisiti per il mercato di Molfetta e consentono pertanto di individuare con maggiore accuratezza le oscil-

lazioni annuali. Inoltre, con i dati relativi a Bisceglie, si viene a coprire un periodo per il quale non si avevano sufficienti informazioni, iniziando solo dal 1773 i dati prodotti dal Masi per il mercato di Bari (65).

La curva dei prezzi dell'olio, relativa al mercato biscegliese, riflette anzitutto le avversità meteorologiche: scarsi raccolti e, soprattutto, gelate (66); al contrario le annate buone determinano, naturalmente, flessioni nei prezzi. Così, per esempio, il raccolto abbondante del 1766 determina un calo nei prezzi dell'anno successivo: anche a Molfetta, nel 1767, si registrano prezzi assai bassi (67); così pure il raccolto abbondante del 1789 fa calare i prezzi del 1790.

Nel dicembre del 1762 neve e vento danneggiano sensibilmente gli oliveti, rovinando un raccolto che si presentava ubertoso (68), onde l'aumento dei prezzi nei due anni successivi; gli effetti cumulati delle gelate e delle grandinate estive del 1768 e del 1770 provocano la cuspide dei prezzi del 1771; i cattivi raccolti tra 1774 e il 1776 provocano la punta del 1775; la gelata del 1782 e lo scarso raccolto del 1784 provocano la spinta ascensionale che culmina nel 1786; infine gli effetti dello scarso raccolto del 1791, cumulati con quelli della gelata dell'anno successivo, determinano l'impennata dei prezzi del 1794.

Ma, al di là di queste perturbazioni, determinate dall'andamento dei raccolti, la curva dei prezzi dell'olio presenta un lento, ma costante, movimento ascensionale: i prezzi si stabilizzano a quota 20 ducati sul finire degli anni sessanta; con gli anni ottanta hanno già superato la quota di 25 ducati e alla fine del Settecento il livello raggiunto è di 30 ducati per soma. Anche per questo genere, dunque, il rapporto tra l'inizio e la fine del periodo considerato risulta come da 1 a 1,50.

I profitti della favorevole congiuntura — com'è noto — finirono col concentrarsi nelle mani di pochi produttori-esportatori (69) che, nel corso di quella che enfaticamente fu chiamata l'età di Saturno, videro i loro redditi accrescersi non solo in ragione del volume degli affari (70), ma anche per gli scarti, talora notevoli, tra prezzi fatti e prezzi « alla voce », con i quali erano solitamente liquidati gli olii acquistati durante la campagna olearia o incettati anche prima. L'età di Saturno fu interrotta dall'occupazione francese, dal blocco continentale e dalla recrudescenza della pirateria, con gravi ripercussioni su tutta l'economia di Terra di Bari.

Scarsi invece furono i vantaggi, tratti nel corso del secondo Set-

tecento, dalla categoria dei fittavoli: i dati accertati — sui quali ritorneremo nelle pagine successive — documentano una ben modesta capacità di risparmio, quando, addirittura, non ribadiscono l'impossibilità di corrispondere puntualmente gli estagii pattuiti.

Pochi cenni basteranno per gli altri prodotti dei quali si riportano i relativi prezzi: si tratta però di serie lacunose che non consentono pertanto un discorso dettagliato, anche e soprattutto perché riguardano prezzi contrattati al momento del raccolto. Entro questi limiti sarà sufficiente constatare che a fine secolo i prezzi dell'avena si presentano più che raddoppiati rispetto a quelli degli anni sessanta; per i prezzi dell'orzo basterà notare come essi risentano in particolare i contraccolpi delle avverse circostanze meteorologiche, onde i prezzi elevati del 1763, del 1788-89 e del 1802; qualcosa in più suggeriscono i prezzi delle mandorle: anche questi sono prezzi di derrate esitate al momento stesso del raccolto e pertanto si collocano a un livello notevolmente inferiore rispetto a quello raggiunto dai prezzi alla voce (71), ma l'interesse dei dati scaturisce dalla presenza di notevoli oscillazioni annuali, molto più accentuate che non quelle degli stessi prezzi alla voce. Da codesta circostanza potettero trarre ogni sorta di vantaggi gli incettatori di mandorle, interessati al commercio di esportazione e le variazioni percentuali di anno in anno ribadiscono quanto è stato già osservato, vale a dire che le frequenti e brusche oscillazioni nei prezzi « se rappresentavano per i produttori un permanente rischio di mercato, acquistavano per gli accaparratori il valore di funzione integrativa del reddito agrario » (72).

Formaggio e ricotta dura affluiscono sul mercato di Bisceglie dai vicini centri di produzione, Andria e Corato, e le spese di trasporti incidono in maniera assai modesta, provocando un aumento che oscilla di solito fra il 3 e il 5 per cento rispetto ai prezzi fatti sulle piazze di acquisto. L'interesse dei dati reperiti, che peraltro si fermano al 1788, consiste nella possibilità di una meno generica valutazione delle condizioni di mercato relative a prodotti che, pur destinati prevalentemente al consumo locale (73), ebbero un peso non trascurabile nell'economia di Terra di Bari. Va pertanto rilevata la spinta ascensionale, compresa tra il 1760 e il 1775, nel corso della quale il prezzo del formaggio da 15 ducati a cantaio sale progressivamente sino a collocarsi poco al di sotto di 20 ducati; la cuspide del 1768 è provocata da una grave moria di pecore e vacche (74); molto più grave fu la strage del bestiame provocata dalla memorabile gelata del 1782: nel

solo Tavoliere perì almeno la quarta parte degli animali (75) e gli effetti dovettero indubbiamente farsi sentire sul mercato caseario, tanto che proprio nel 1782 il convento di S. Croce non poté effettuare i normali acquisti di formaggio.

Prima di chiudere queste brevi note dedicate all'analisi dei prezzi, è bene ricordare anche che alla lievitazione di essi, nell'ultimo decennio del Settecento, concorsero oltre alle avversità meteorologiche, di cui si è detto, anche i pesi della « finanza di guerra » inaugurata dal ministro Zurlo nel 1794, nonché i disordini monetari, i torbidi dell'intero decennio culminati nelle violente *jacqueries* del 1799, fatti assai ben noti perché qui si torni ad insistervi (76). Sarà pertanto sufficiente limitarci ad elencare le misure prese dall'amministrazione cittadina biscegliese nel corso di quel decennio travagliato. Anzitutto si fece ricorso a inasprimenti delle imposte indirette, come quelle sul vino, genere di largo consumo, nella misura di 2 cavalli a caraffa nel 1792, o quelle adottate nel 1801: per il vino 2 cavalli a caraffa, per la carne 1 grano a rotolo e per il macinato 3 grana a tomolo; nel 1798 i pesi fiscali dell'università di Bisceglie alla Regia Corte furono aumentati da dc. 7300 a dc. 11000 e di conseguenza il testatico fu portato a 30 carlini, ma questa volta si dovette ricorrere, con un'imposizione di grana 24 per oncia, anche all'onciario che non era mai entrato in funzione, avendo quel reggimento cittadino optato per il sistema delle gabelle (77), onde anche il grave malcontento dei ceti possidenti per l'imposizione della decima (78).

Alla pressione fiscale si aggiunse il disordine monetario provocato dalle fedì di credito svalutate (79); in Terra di Bari la svalutazione toccò il 40 per cento negli ultimi mesi del '97 e superò il 50 per cento nell'anno successivo e anche a Bisceglie, come altrove (80), non mancarono speculazioni; così, per esempio, il 3 settembre 1799 il signor don Gerolamo Berarducci Vives saldava, con fedì di credito, una partita debitoria col Marchese Domenico Tupputi, il letterato e agronomo largamente da noi citato nelle pagine precedenti; l'anno successivo, il 20 aprile 1800, il signor don Orazio Vives estingueva con fedì di credito, sino alla concorrenza di dc. 586, un debito contratto col medesimo Marchese Tupputi nel 1787, per l'ammontare di dc. 850, da estinguere in 16 rate annuali, delle quali se ne erano corrisposte soltanto due. Quel che va notato è che i piccoli debitori di casa Tupputi, di solito fittavoli e verzurieri, pagarono sempre i loro debiti solo in moneta effettiva (81), come del resto accadde anche

a Molfetta, dove i fittavoli furono costretti, anche per vie legali, a pagare in contante o in natura.

Né minori furono i danni provocati dal rinvilimento delle « cedole » (82): chi volle realizzare siffatti titoli ottenne talora poco più del 15 per cento, come avvenne ai padri Agostiniani di Bisceglie nel 1809: una partita d'olio, venduta all'annona di Napoli, fu liquidata con una « cedola » del valore nominale di dc. 168, prezzo effettivo della merce, e fu cambiata con ducati 27,88, alla ragione del 16,60 per cento (83).

Ovviamente sulla base di così scarsi indizi — che pure non ci è sembrato superfluo registrare — non è consentito un discorso più articolato, ma è chiaro che indagini puntuali, condotte anche su questa direzione, potranno indubbiamente contribuire a una migliore conoscenza della crisi economica a cavallo fra i due secoli, anche dalla particolare prospettiva delle vicende della circolazione monetaria.

4) *I salari. Osservazioni conclusive* — Il convento di S. Croce — come si è già detto — conduceva direttamente taluni poderi e pertanto i registri di contabilità forniscono anche dati relativi a salari corrisposti a contadini ingaggiati per i necessari lavori: I dati che abbiamo potuto utilizzare coprono il ventennio 1760-1780 e il quadriennio 1785-88; essi sono stati raggruppati, secondo la loro frequenza, in un prospetto generale (Tavola 6) ai fini di individuare la moda, che abbiamo assunto come valore medio annuale. Dal prospetto sono stati esclusi i salari corrisposti al « massaro », che troviamo presente, in qualità di soprastante, a tutti i lavori agricoli effettuati nel corso dell'anno. Il suo salario — a differenza degli altri — si presenta rigido: gli furono corrisposte 15 grana giornaliera fino al 1768; dall'anno successivo gli furono pagate 16 grana; alla fine della campagna olearia, però, aveva diritto a tre stari d'olio e durante i lavori di mietitura e di trebbiatura aveva diritto al supplemento in natura (pane, vino e companatico), ma — soprattutto — era retribuito ogni giorno. In un prospetto a parte (Tavola 7), sono stati raggruppati, secondo la loro frequenza, i salari corrisposti alla manodopera minorile: i ragazzi venivano di solito reclutati per raccogliere le olive « di sotto », cioè quelle già cadute ai piedi degli alberi, per ardere la ramaglia, durante i lavori di sporga, per bruciare la restoppia e, più raramente, per zappare attorno agli alberi; figurano quasi sempre, infine, nei lavori di mietitura.

Parte dei dati, in tal modo presentati, è stata successivamente distribuita nelle tavole relative ai salari corrisposti per i lavori di sporga e di zappatura, eseguiti nelle porzioni olivetate, e nelle tavole relative ai salari corrisposti per i lavori di semina, di mietitura e per bruciare restoppia, eseguiti nelle fasce adibite a seminatorio.

I lavori di sporga avevano inizio tra novembre e gennaio, immediatamente dopo la raccolta delle olive, e si protraevano sino a tutto aprile e talvolta fino a maggio e venivano eseguiti da quattro o cinque sporgatori, compreso il « massaro »: i relativi salari si presentano con sensibili oscillazioni mensili, delle quali si è dovuto tener conto, rendendosi così necessaria la distribuzione dei dati in tre colonne, relative ai salari minimi, medi e massimi. Egualmente in tre colonne, relative a minimi, medi e massimi, sono stati distribuiti i salari corrisposti ai mietitori: le differenze, tra le varie mercedi, sono in relazione alla maggiore o minore importanza dei lavori affidati. Per i salari distribuiti nelle altre tavole si è indicato il minimo e il massimo: tali differenze, trattandosi di lavori eseguiti in pochi giorni, sono evidentemente in relazione alla maggiore o minore capacità. Per tutti i salari si è sempre indicato il numero delle giornate lavorative regolarmente retribuite. Sono stati quindi esclusi i salari dimezzati, o ridotti a un terzo o anche a un quarto, perché pioggia o vento avevano impedito il proseguimento dei lavori.

Dobbiamo inoltre chiarire che tutti i salari, dei quali diamo notizia, non comportano supplementi in natura, ad esclusione di quelli corrisposti ai mietitori: per questi ultimi salari, quando ci è stato possibile, poche volte in realtà, abbiamo anche valutato il supplemento pro-capite. Per i mietitori, inoltre, abbiamo assai spesso rilevato salari di gran lunga più elevati rispetto a quelli normalmente corrisposti; presumiamo debba trattarsi di retribuzioni per lavori a cottimo: tali, per esempio, i salari di 45 e 47 grana e mezzo, corrisposti nell'estate del 1767, e i salari di 46-50-55 grana corrisposti l'anno successivo; nell'estate del 1785 furono corrisposte 40 grana a quei braccianti che si erano trattenuti anche di notte, mentre i rimanenti furono retribuiti con 20-25 grana giornaliera, più un supplemento in natura valutabile sulle 5 grana.

Nei lavori normali per la raccolta delle olive le retribuzioni erano a cottimo, sulla base del numero dei sacchi riempiti. I dati della contabilità del convento di S. Croce, però, non consentono, in questo caso, una qualsivoglia classificazione.

Il calendario dei lavori principali nell'oliveto comporta quattro arature; non sempre però la terza aratura, eseguita al principio della primavera, poteva aver luogo in seguito alle piogge abbondanti, all'aratura si accompagnava di solito la zappatura attorno agli alberi, per « aprire i piatti », e lungo le pareti; la sporga veniva praticata un anno a fondo e l'anno successivo limitata alla rimonda; saltuaria risulta la concimazione.

Quattro arature, egualmente, caratterizzano i lavori di preparazione per le fasce adibite a seminatorio; qualche saltuario lavoro viene eseguito per sverdere le erbacce dai seminati, con gli inconvenienti però sottolineati dal Tupputi; dopo la mietitura di solito si brucia la ristoppia. Più frequente, che non nell'oliveto, risulta la concimazione a base di stallatico.

Lavori saltuari, eseguiti generalmente dal « massaro », con l'aiuto di uno o due ragazzi, riguardano l'innesto di oleastri, di mandorli o di alberi da frutta; troviamo impiegato il « massaro » anche in saltuari lavori di manutenzione dei muricciuoli di cinta o come sorvegliante per i lavori di spetrare il terreno, eseguiti da ragazzi: le pietre in tal modo ricavate venivano accumulate sulle pareti. Per la costruzione di pareti terminali però si ricorreva ai mastri paretai, coadiuvati da due o tre aiutanti e da altrettanti ragazzi.

Due o tre volte, infine, nel corso del periodo documentato, viene ingaggiato il « soriciaro » per disinfectare i seminati dai topi di campagna: il suo salario è relativamente alto e comunque molto più elevato che non quelli corrisposti agli altri contadini.

I lavori meglio retribuiti (escludendo la mietitura) sono quelli di sporga; a un livello sensibilmente inferiore si collocano i salari per la zappatura o per ardere la ristoppia; più bassi salari, ovviamente, vengono corrisposti ai ragazzi. Per questi ultimi salari va peraltro osservato come, in termini percentuali rispetto al totale dei salari pagati agli adulti, essi rappresentino una trascurabile entità, per cui non è difficile ipotizzare uno scarso reclutamento di manodopera minorile.

A una prima lettura dei dati raccolti nelle rispettive tavole risulta assai chiara, nel ventennio considerato, al di sopra delle oscillazioni annuali, la tendenza dei salari nominali a salire, sia pure con ritmo molto modesto. L'unico salario che si presenti rigido risulta essere quello del « massaro », retribuito però ogni giorno, quale che fosse l'impegno, o la qualità del lavoro. Si tratta, comunque, di un

rapporto di lavoro ininterrotto; eguale rigidità presentano i compensi attribuiti al barbiere del convento di S. Croce, le cui presentazioni, ovviamente, riguardavano l'applicazione di sanguisughe o la pratica di salassi; eguale rigidità presentano i salari corrisposti nell'ultimo ventennio del Settecento dall'amministratore del seminario vescovile di Molfetta (84): il cuoco continuò a percepire 24 carlini al mese; il servitore 90 grana al mese fino al 1795 e, successivamente, 12 carlini; un ducato la lavandaia fino al 1791 e, successivamente, 12 carlini; 75 grana, infine, il barbiere. Durante le vacanze estive, peraltro, quando i convittori di quell'istituto tornavano a casa, al cuoco e al servitore venivano corrisposti supplementi in moneta per il vitto, senza poi dire che essi godevano dell'alloggio gratuito.

Gli altri salari agricoli pagati a Bisceglie, che si presentano con variazioni stagionali e annuali abbastanza rilevanti, mostrano, dunque, la tendenza a salire: alla fine del ventennio 1760-1780 la rivalutazione di essi tocca il 15 per cento, con punte in aumento o in diminuzione, a secondo i tipi di lavoro. Ma è bene chiarire che si tratta di un aumento illusorio, almeno nei confronti dei prezzi del grano, dell'olio e del vino e che solo raramente la rivalutazione nominale del salario riuscì a tener dietro all'effettivo aumento dei prezzi dei generi di prima necessità. In particolare le più gravi decurtazioni del potere d'acquisto dei salari si verificarono nel corso della carestia del 1763-64, nel 1767-68, nel 1775, anno di carestia, negli anni penuriosi compresi tra il 1778 e il 1781 e ancora tra il 1784 e il 1786. A parte la riconferma del progressivo deterioramento delle condizioni di vita dei ceti proletarizzati o in via di proletarizzazione, anche se l'indigenza di questi ultimi si sottrae a una precisa misurazione, non è forse superfluo ribadire almeno che al piccolo proprietario (85) costretto, per le stesse dimensioni delle terre in suo possesso, a ricorrere all'affittanza o a lavori presso terzi, mancò nel secondo Settecento la possibilità di accumulare risparmi che gli consentissero di allargare i limiti della sua azienda. Significativi, a riguardo, sono i dati offerti dalla contabilità di S. Croce. Su di un totale preventivato di dc. 290 annui, a titolo di fitto di fondi rustici, i crediti vantati dall'amministrazione di S. Croce, nei confronti dei fittavoli, nelle gestioni 1760-61 e 1761-62 oscillarono annualmente intorno a 260 ducati; dopo la carestia del 1763 gli estagii non pagati furono dc. 138,07 per la gestione del 1764-65 e dc. 208,26 per la gestione dell'anno successivo; nel corso degli anni settanta il credito vantato dall'am-

ministrazione di S. Croce fu di dc. 191,97 alla fine del biennio 1772-74, ma salì a dc. 247,59 alla fine della gestione del biennio 1778-80. Egualmente, a chiusura della gestione 6 ottobre 1776-5 ottobre 1778 i coloni presentavano una insolvenza per complessivi dc. 259,23. Insomma le avverse vicende meteorologiche del 1758, del 1763, del 1774, del 1778 e del 1788 ebbero gravissime ripercussioni per la categoria dei coloni, diminuendone la capacità di risparmio e di spesa. Del resto è abbastanza noto come, nel corso del decennio francese, alla spartizione dei beni della manomorta ecclesiastica concorsero i sostenitori del nuovo regime, vale a dire i galantuomini, detentori del potere municipale, i superstiti « giacobini », oltre che funzionari e militari dell'esercito francese. Accogliendo il suggerimento del Colapietra di approfondire da un punto di vista locale i dati relativi alla vendita dei beni dello Stato nel Regno di Napoli, attraverso un indovinatissimo accostamento fra i dati elaborati dal Villani (86) e le notizie raccolte dal Lucarelli sui giacobini e sui patrioti di Terra di Bari implicati nella cospirazione del 1793-94, nella difesa della Repubblica partenopea, nelle municipalità del '99 e nella lotta contro il sanfedismo, il Masi ha compilato un elenco (87) dal quale risulta che i beni dello Stato alienati in Terra di Bari nell'età muratiana furono assegnati per circa tre quinti ai « rivoluzionari » del 1793-94 e del '99, agli intellettuali che avevano dato la loro adesione al nuovo regime, nonché ai sindaci e ai decurioni dell'intera provincia. Insomma, lungi dall'abilitare al possesso della terra i ceti contadini, peraltro privi di capitali perché duramente colpiti dalla crisi di fine secolo, la vendita dei beni dello Stato si ridusse a una serie di operazioni legate alla presa di potere da parte dei gruppi che costituirono localmente la nuova classe dirigente.

Per il piccolo proprietario, invece, l'allargamento delle dimensioni dell'azienda agricola fu possibile soltanto o attraverso l'enfiteusi, che si era però imbastardita « al punto che i censi delle terre appoderate tendevano a livellarsi ai comuni canoni di affitto » (88), oppure concorrendo all'acquisto di piccoli lotti, senza peraltro corrispondere in contante il prezzo della terra. Codeste lottizzazioni, assai frequenti nel corso del secondo Settecento, caratterizzano anche le vicende agrarie di Bisceglie, così, per esempio, nel 1792, il già mentovato Marchese Tupputi lottizzò due tenute; un oliveto di poco più di 10 vignali fu suddiviso in 6 lotti; un oliveto di 31 vignali e mezzo fu suddiviso in 13 lotti: il pagamento delle singole quote doveva

aver luogo in due rate, la prima nel dicembre del 1800 e la seconda nel dicembre del 1808, col patto che gli acquirenti avrebbero nel frattempo pagato un interesse a scalare del 4 e mezzo per cento (89), ma gli acquirenti estinsero i debiti contratti solo tra il 1815 e il 1818: nessun pagamento risulta effettuato in fedeli di credito, neanche quando era possibile approfittare della svalutazione di quei titoli.

I meno attivi, invece, fra i piccoli proprietari, sia a causa di debiti non soddisfatti, sia perché rovinati dai contratti alla voce e dall'anticresi, furono irrimediabilmente travolti dalla crisi dell'antico regime.

LORENZO PALUMBO

(1) Si coglie l'occasione per ringraziare il dott. Giuseppe Di Molfetta, al quale dobbiamo la segnalazione dei documenti oggetto del nostro studio.

(2) D. DEMARCO, *L'economia e la società nel Regno meridionale dei Napoleoni*, in *Napoleone e l'Italia*, Tomo II, Roma, Accademia Nazionale dei Lincei, 1973, p. 172.

(3) Agli inizi del Settecento Bisceglie ha una popolazione che non supera i 6500 abitanti. Cfr. M. COSMAI, *Bisceglie nella storia e nell'arte*, Bisceglie, 1968, p. 124. Per il 1700 l'A. registra percisamente 6468 abitanti; per il 1720 ne registra 7950; alla fine del secolo gli abitanti risultano 10593. I dati sono stati « desunti da fonti storiche », per peraltro sarebbe stato assai opportuno indicare con molta precisione.

(4) A. DI VITTORIO, *Esportazioni pugliesi nella prima metà del XVIII secolo: le saccarie*, in « Quaderni Storici », V (1970), I, pp. 184-185.

(5) *Ibidem*, p. 186. È opportuno precisare che l'olio prodotto nel territorio di Molfetta e caricato in quel porto era gravato di soli cinque carlini a salma. Tanto risulta, per esempio, dal *Carteggio Espertis* (ARCHIVIO CAPITOLARE MOLFETTA, senza segnatura): per 500 salme di olio spedite da Molfetta a Napoli nel 1714, quando era già in vigore la tariffa di 10 carlini a salma, si pagarono ducati 250. Siffatto privilegio fu mantenuto sino alla fine del secolo ed in merito il Tupputi non mancava di osservare che « cette difference dans l'assiette de l'impôt, excite à la contrebande ». Cfr. D. TUZZI, *Réflexions succinctes sur l'état de l'agriculture et de quelques autres parties de l'administration, dans le Royaume de Naples, sous Ferdinand IV*, Paris, 1807, pp. 169-170.

(6) ARCHIVIO CAPITOLARE MOLFETTA, *Carteggio Espertis* cit., Lettere 17 e 24 novembre 1714, Napoli.

(7) ARCHIVIO CAPITOLARE MOLFETTA, *Carteggio Pansini*, senza segnatura, Lettera 10 maggio, Ferrara.

(8) ARCHIVIO CURIA VESCOVILE BISCEGLIE, *Monastero S. Luigi, Acta absolutiois 1727*, senza segnatura, f. 16. Per analoghe testimonianze relative a Molfetta, cfr. ARCHIVIO CURIA VESCOVILE MOLFETTA, *Acta sanctae visitationis localis, 1717-30*, *passim*.

(9) G. MASI, *Strutture e società nella Puglia barese del secondo Settecento*, Matera, 1966, pp. 31-32.

(10) ARCHIVIO CURIA VESCOVILE MOLFETTA, *Editti e disposizioni di Monsignore Fabrizio Antonio Salerni; Registro delle Pastoralì, Decreti, Editti emanati in Molfetta per il buon governo di essa da Fabritio Antonio Salerni Vescovo di Molfetta dal primo anno del suo presulato*.

(11) BIBLIOTECA COMUNALE BISCEGLIE (d'ora in poi B.C.B.), *Conclusioni parlamentari*, Verbale tornata 21 aprile 1771, f. 12t, e verbale tornata 22 agosto 1773, ff. 13t-14. Dal verbale di quest'ultima tornata si apprende di « bastimenti tanto regnicoli che esteri, oltre delli reali sciabecchi, e galeotte, quali bastimenti vengono qui a prendere sicurezza tanto ne' tempi borascosi, quanto in ogn'altro tempo a fine di attendere in questo sicuro porto i loro destini per altri luoghi, e tratanto non lasciano di risarcirsi, e spalmarsi onde siano poi più adatti a resistere alla navigazione, ed alle ingiurie del mare ». Il porto richiese lavori straordinari di dragaggio nel 1798. Cfr. B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, 11 maggio, f. 5.

(12) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, 15 agosto, f. 39.

(13) E. DE SIMONE, *Il Banco della Pietà di Napoli (1734-1806)*, Napoli, 1974, p. 148.

(14) G. MASI, *L'azienda pubblica del Regno di Napoli dal 1771 al 1782*, Bari, 1948, p. 127.

(15) D. TUPPUTI, *Réflexions succinctes ecc.*, cit., pp. 39-40.

(16) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, ad annum, f. 6.

(17) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Verbale 15 novembre, ff. 10-11.

(18) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Tornata 4 novembre 1772, f. 1; tornata 22 agosto 1773, f. 12.

(19) A. CORMIO, *Le classi subalterne in Terra di Bari nella crisi dell'antico regime*, in « Quaderni Storici », 21, settembre-dicembre 1972, pp. 1004 segg.

(20) P. VILLANI, *Mezzogiorno tra riforme e rivoluzione*, Bari, 1973, pp. 27 segg.

(21) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Tornata 7 settembre 1767, f. 6t; tornata 21 luglio 1793, f. 32t; tornata 1° febbraio 1795, f. 45t.

(22) D. DEMARCO, *La proprietà fondiaria in provincia di Bari al tramonto del secolo XVIII*, in *Terra di Bari all'aurora del Risorgimento*, Bari, 1970, pp. 205-294.

(23) Cfr. G. M. GIOVENE, *Raccolta di tutte le opere*, Bari, 1839-41, Parte II, pp. 213-14; G. M. GALANTI, *Relazioni sull'Italia meridionale*, Milano, 1952, p. 63; D. TUPPUTI, *Réflexions ecc.*, cit., p. 145; V. RICCHIONI, *La « Statistica » del Reame di Napoli del 1811. Relazioni sulla Puglia*, Trani, 1942, p. 128.

(24) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Tornata 24 novembre 1767, f. 12t. Si tenga presente che la vigna di Bisceglie equivale ad ettari 0,4977. Cfr. F. DE CAMELIS, *Le antiche misure agrarie di tutti i comuni dell'Italia meridionale*, Giovinazzo, 1901.

(25) D. TUPPUTI, *Réflexions ecc.*, cit., pp. 53 segg.

(26) ARCHIVIO CURIA VESCOVILE BISCEGLIE, *Contabilità S. Croce*, ad annum.

(27) A. CORMIO, *Le classi subalterne ecc.*, cit., pp. 974-75.

(28) B.C.B., *Catasto onciario 1753*, f. 1268t.

(29) La produzione locale risulta generalmente inferiore al fabbisogno dell'annona, che nell'ultimo ventennio del Settecento si aggira sui 5-6000 tomoli annui. Di solito non è specificata la piazza d'acquisto, probabilmente la stessa città di Bisceglie perché il suo porto, come avverte il GALANTI (*op. cit.*, p. 69), esercitava il traffico del grano. Eccezionalmente l'annona si rivolse a mercati lontani, come nel 1780 — anno di scarso raccolto — quando furono acquistati 2000 tomoli di grano sulla piazza di Termoli, e nel 1781, quando furono acquistati 1400 tomoli di grano sulla piazza di Ortona. Cfr. B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Tornata 3 aprile 1780, f. 17; tornata 23 gennaio 1781, f. 19.

(30) G. MASI, *Strutture e società ecc.*, cit., p. 87. È pur vero che nel secondo Settecento gli incentivi dell'aumentata domanda di olio sui mercati dell'alto Adriatico avevano determinato notevoli sollecitazioni al regime agrario di Terra di Bari, ma si ebbero, in genere, non tanto radicali conversioni colturali, quanto maggiori precauzioni ai fini di evitare o limitare un'agricoltura di rapina, onde le esplicite clausole che in taluni patti agrari vietano ai conduttori di seminare negli oliveti grano, orzo e finanche legumi. Non bisogna dimenticare, insomma, che nel corso del Settecento non si può parlare di coltura specializzata, se non in termini molto approssimativi. Cfr. in merito, per quel che riguarda l'olivocoltura salentina, le precisazioni di G. TOCCI nel saggio *Per un nuovo studio dell'economia agricola salentina nella seconda metà del Settecento*, in « Critica Storica », VI (1967), 1, p. 66.

(31) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, ad annum, f. 1t e 16.

(32) D. TUPPUTI, *Réflexions ecc.*, cit., pp. 32-33.

(33) Cfr. le « voci » del vino per gli anni 1778, 1779, 1780, 1784, 1788 e 1789 in B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, ad annum.

(34) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, 11 aprile, f. 45.

(35) Eguali manovre speculative, per la voce del grano, risultano a Taranto. Cfr. A. TACCARINO, *Contributo per una storia del prezzo del grano sulla piazza di Taranto dal 1750 al 1780*, in « Annali della Facoltà di Magistero di Bari », 1965, Vol. IV, p. 290.

(36) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, 11 aprile 1757, f. 46.

(37) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, 4 settembre 1769, f. 4t.

(38) Cfr. A. GADALETA, *Antichi statuti, consuetudini e grazie dell'università di Bisceglie*, in « Rassegna Pugliese », Vol. XIX (1902), p. 69; M. PASTORE, *Fonti per la storia di Puglia: Regesti dei Libri Rossi e delle pergamene di Gallipoli, Taranto, Lecce, Castellaneta e Laterza*, in *Studi di storia pugliese in onore di Giuseppe Chiarelli*, Vol. II, Galatina, 1973, pp. 232 e 236.

(39) D. TUPPUTI, *Réflexions ecc.*, cit., pp. 64 segg. Per la consociazione di graminacee con la vite, cfr. — relativamente all'agro di Castellaneta — A. CORMIO, *Le classi subalterne*, cit., p. 975.

(40) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Tornata 2 settembre 1792, ff. 4t-5.

(41) Il Monastero delle Clarisse presso la chiesa di S. Croce, fondato nel 1576, possedeva all'atto della ricognizione catastale del 1753, terreni per complessive 177 vigne investite a oliveto, mandorleto, seminatorio semplice e seminatorio con ulivi e vigneto; possedeva altresì un orto, 18 case, 3 botteghe, un magazzino, un frantoio e un pozzo ed in più 120 partite censuali con l'annua rendita di dc. 432,37 (per un capitale di d. 6407,20), un capitale di dc. 800 investito a censo bollare al 7% e crediti instrumentari contro l'Università di Bisceglie che rendevano annui dc. 406,69. Inoltre rendite per complessivi annui dc. 261,41, su capitale di dc. 3147 (con un interesse medio superiore all'8%) risultano inesigibili, unitamente a tre censi per complessivi dc. 6,62.

Il Convento dei Padri Agostiniani, fondato nel 1546, possedeva, sempre sulla base del catasto onciario del 1753, poco più di 58 vigne, investite prevalentemente a oliveto e mandorleto, 11 case, un pozzo ed in più 46 partite censuali relative a 1410 ducati investiti a censo bollare a vari tassi d'interesse (parecchi al 10%) con un reddito annuo di dc. 112,20. Dieci censi, per complessivi annui dc. 31,25, risultano inesigibili. Successivamente i debitori dei due conventi ottennero provvisori per il calo dei censi, per cui il tasso fu ribassato al 6%.

Non è forse superfluo aggiungere che nell'organizzazione comunitaria codesti conventi tennero un ruolo — sia pure limitato — di pubblica utilità: « le case dei regolari — si legge nei verbali delle riunioni parlamentari — fanno limosine fisse e pubbliche in qualche giorno della settimana col pane, o col denaro, oltre alle vivande

giornaliere, che danno a poveri» e, in particolare, «ne' bisogni dell'Università come per l'Annona li religiosi possidenti sogliono somministrare somme o di denari o di generi, ed in deficienza dell'uno e dell'altro danno anche in pegno le argenterie per occorrere a bisogni pubblici». Cfr. B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Tornata 15 agosto 1793, f. 45.

La contabilità delle monache di S. Croce abbraccia gli anni 1760-1788, con una lacuna che comprende il triennio 1781-1783; la contabilità degli Agostiniani va dal 1781 al 1809. Nelle tabelle abbiamo unificato i dati provenienti dalle due distinte contabilità non avendo rilevato, nel confronto tra i dati dal 1784 al 1788, diversità di sorta fra i prezzi registrati nelle contabilità dei due conventi.

(42) Per i prezzi di Terra di Bari cfr. G. MASI, *Strutture e società ecc.*, cit., in particolare l'intero cap. V: *Prezzi e Mercati*; cfr. anche L. PALUMBO, *Il prezzo delle derrate agricole sulla piazza di Molfetta dal 1778 al 1805*, in «Annali di Storia Economica e Sociale», n. 6, Napoli, 1965.

(43) Giova ricordare che a Bisceglie «da moltissimi particolari si tengono le due misure di tomola, seu mezzetti Barlettano e Salernitano, che qualora devono ricevere i generi, e specie di vettovaglie, si misurano a quella Barlettana come più grassa e quando devono vendere si siervano di quella Salernitana come più scarsa». Cfr. B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Tornata 3 luglio 1767, f. 9. In effetti, in seguito a prove eseguite, risultò esserci una differenza fra le due misure, ma in realtà assai trascurabile, trattandosi di 7 once per mezzetto, vale a dire di kg. 0,375 per tomolo (1 tomolo = kg. 45). Nondimeno, per quanto riguarda il problema in generale, si possono vedere le utili considerazioni espresse sull'argomento da U. TUCCI, *Pesi e misure nella storia della società*, in *Storia d'Italia*, Torino, 1974, Vol. V, Tomo I, pp. 581-612.

(44) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, ad annum, ff. 23t e 26. Si tenga presente che nel periodo immediatamente precedente il raccolto del 1755 il grano a Molfetta fu pagato a dc. 1,35-1,45 a tomolo. Cfr. ARCHIVIO CAPITOLARE MOLFETTA, *Carte del Capitolo*, ad annum.

(45) ARCHIVIO CAPITOLARE MOLFETTA, *Conclusioni capitolari 1755-58*, Tornata 29 agosto 1758, f. 177.

(46) *Cronaca di Giovinazzo dal 1741 al 1770 scritta da ignoto autore con prefazione e note di GIUSEPPE DI NINNO*, Giovinazzo, 1881, pp. 61-69.

(47) *Lettere di Bernardo Tanucci a Carlo III di Borbone (1759-1776)*. Regesti a cura di ROSA MINCUZZI, Roma, 1969, pp. 326 e 336. In particolare per i prezzi della Toscana cfr. *Il movimento dei prezzi in Toscana dal 1748 al 1805*, a c. di A. MONTESANO, in «Giornale degli Economisti e Annali di Economia», luglio-agosto 1970; per Milano cfr. A. DE MADDALENA, *Prezzi e mercedi a Milano dal 1701 al 1860*, Milano, 1974, Graf. I e II.

(48) *Lettere di Bernardo Tanucci ecc.*, cit., p. 486.

(49) ARCHIVIO CURIA VESCOVILE BISCEGLIE, *Contabilità S. Croce*, ad annum.

(50) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Tornata 4 dicembre, f. 15.

(51) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Tornata 24 novembre, f. 3.

(52) ARCHIVIO CURIA VESCOVILE BISCEGLIE, *Contabilità S. Croce*, ad annum. Annota il Giovane che «nel 1788 sono mancati il grano, i legumi, i frutti, l'olio e il vino, e per accrescere l'orrore di una universale carestia, è mancata anche l'acqua». Cfr. *Raccolta di tutte le opere*, cit., Parte II, p. 5.

(53) B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Tornata 4 agosto, ff. 36-36t.

(54) *Ibidem*, f. 30.

(55) G. MASI, *L'azienda pubblica del Regno di Napoli*, cit., p. 25; A. DE MADDALENA, *Prezzi e mercedi a Milano*, cit., p. 192.

(56) L. BIANCHINI, *Della storia delle finanze del Regno di Napoli*, Napoli, 1859, p. 369.

(57) D. DEMARCO, *L'economia e la società nel Regno meridionale dei Napoleonidi*, cit., p. 198.

(58) *L'economia italiana nell'età napoleonica*, Parte prima, *La dinamica dei prezzi e dei redditi in Italia e nei maggiori paesi del mondo durante il quarantennio 1780-1820* (a cura di G. DEMARIA); Parte quarta, *Determinazione econometrica del movimento dei prezzi nei maggiori stati italiani dal 1780 al 1820* (a cura di A. MONTESANO), in *Napoleone e l'Italia*, Tomo II, Roma, Accademia Nazionale dei Lincei, 1973, p. 16 e p. 115.

(59) G. MASI, *Strutture e società nella Puglia barese ecc.*, cit., pp. 113-114.

(60) L. PALUMBO, *Il prezzo delle derrate agricole sulla piazza di Molfetta ecc.*, cit., Tavola 3.

(61) G. M. GIOVENE, *Raccolta di tutte le opere*, cit., Parte II, p. 50; V. RICCHIONI, *La « Statistica » del Reame di Napoli del 1811 ecc.*, cit., pp. 103 e 203-205.

(62) G. M. GIOVENE, *Raccolta di tutte le opere*, cit., Parte II, p. 184.

(63) G. MASI, *Strutture e società nella Puglia barese ecc.*, cit., p. 115. Per quel che si riferisce a Bisceglie va ricordato che l'olio era misurato a salma (suddivisa in 18 staja). Nel 1789, con lettera datata 30 maggio, il Supremo Consiglio delle Reali Finanze ingiungeva di adottare come unica misura in tutto il regno lo stajo napoletano « e sedici staja formino la salma ». (Cfr. B.C.B., Copia in *Conclusioni parlamentari, ad annum*, ff. 27-27t). L'ordine, però, non ebbe efficacia in quanto a Bisceglie si continuò ad usare la salma a misura di Bari (190 rotoli = kg. 169,2895 ÷ litri 185,3613). Anche nel comune di Terlizzi si finì con l'adottare, nel 1775, la salma a misura di Bari: « essendosi adottato in questa Città il costume di prendere denaro da negozianti per comprarne oglio alla voce, a misura di Bari, si stima per indennità di questi cittadini farsi a spese di questa università il metro, o sia misura di detto oglio corrispondente a quella di Bari ». Cfr. ARCHIVIO COMUNALE TERLIZZI, *Deliberazioni decurionali 1775-1780*, Delibera 22 ottobre 1775, f. 46t.

(64) L. PALUMBO, *Il prezzo delle derrate agricole sulla piazza di Molfetta ecc.*, cit., Tav. 2.

(65) G. MASI, *Strutture e società nella Puglia barese ecc.*, cit., p. 116.

(66) Nel corso del secolo XVIII si ebbero rovinose gelate tra la fine del 1708 e l'inizio del 1709, nel 1747 — assai grave in quanto parecchi oliveti per più anni non diedero frutti — nel 1754, nel 1768, nel 1770, nel 1782, nel 1792 e nel 1798. Le segnalazioni delle gelate provengono da ARCHIVIO CAPITOLARE MOLFETTA, *Conclusioni capitolari, ad annum*. Siffatte date, che coincidono con quelle segnalate dalle fonti archivistiche biscegliesi, discordano leggermente con quelle segnalate dal Giovene, che ricorda le gelate del 1748, del 1755 e del 1769. Cfr. *Discorso meteorologico-campestre 1778*, in *Raccolta di tutte le opere*, cit., Parte II, p. 13. Sugli effetti delle gelate il Tupperi afferma: « On voit souvent les oliviers, les orangers, les carrubiers, les lentisques fortement endommagés et même détruits par les gelées ». Cfr. *Réflexions*, cit., p. 95.

(67) ARCHIVIO CURIA VESCOVILE MOLFETTA, *Conclusioni capitolari S. Francesco*, 10/14, Tornata 12 giugno 1767.

(68) *Ibidem*, ad annum.

(69) G. MASI, *Strutture e società nella Puglia barese ecc.*, cit., p. 117.

(70) Per il decennio 1781-90 il Masi calcola a 2.450.000 ducati per cifra tonda i ricavi lordi provenienti dalla sola esportazione dell'olio. Cfr. *Strutture e società ecc.*, cit., p. 116. Sulle esportazioni pugliesi si veda altresì A. LEPRE, *Contadini, borghesi ed operai nel tramonto del feudalesimo napoletano*, Milano, 1963, pp. 243 segg.

(71) G. MASI, *Strutture e società nella Puglia barese ecc.*, cit., p. 118.

(72) *Ibidem*, p. 114.

(73) Il formaggio, almeno nel primo cinquantennio, figura poche volte, e in

quantità non notevoli, fra i prodotti esportati. Cfr. A. DI VITTORIO, *Esportazioni pugliesi ecc.*, cit., p. 180.

(74) *Lettere di Bernardo Tanucci ecc.*, cit., 29 marzo, p. 438.

(75) G. M. GIOVENE, *Raccolta di tutte le opere*, cit., Parte II, p. 21.

(76) Sulle vicende di fine secolo si veda *Terra di Bari all'aurora del Risorgimento (1794-1799)*, Bari, 1970.

(77) Sulla possibilità di scelta fra catasto e gabella, accordata alle università dal Tribunale Misto e dalla Camera della Sommaria, cfr. le osservazioni di P. VILLANI, in *Mezzogiorno tra riforme e rivoluzione*, Bari, 1962, pp. 92-93. Per quel che si riferisce a Bisceglie, cfr. B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Tornata 13 febbraio 1780, ff. 15-15t. Dal verbale di quella riunione risulta che « questo pubblico non ha vissuto mai, né vive a catasto, ma a gabelle che si affittano nel Tribunale della Camera della Sommaria e del Catasto fatto nel 1753 non se ne ha avuto conto ».

(78) Sul problema della decima il parlamento cittadino, dopo il vuoto di potere protrattosi dal 1° gennaio 1799 a tutto il 4 novembre 1800, ritornerà a discutere nel 1801: « a questo Pubblico fu caricata la Decima con tanta eccedenza e così sproporzionata al numero delle once di questa Città, che viene a corrispondere alla vigesima quasi ». Cfr. B.C.B., *Conclusioni parlamentari*, Tornata 5 ottobre 1801, f. 2t.

(79) Sull'argomento cfr. E. DE SIMONE, *Il Banco della Pietà di Napoli ecc.*, cit., in particolare le pp. 178-212.

(80) G. MASI, *La crisi dell'antico regime in Terra di Bari (1791-1814)*, Matera, 1968, pp. 30-31; cfr. altresì L. PALUMBO, *La circolazione delle fedi di credito a Molfetta dal 1798 al 1800*, in « Archivio Storico Pugliese », XX (1967), pp. 235-245.

(81) CENTRO STUDI BISCEGLIESI, *Contabilità Tupputi*, ms. (mutilo dei ff. 1-12 e degli ultimi quinterni).

(82) D. DEMARCO, *L'economia e la società ecc.*, cit., pp. 194-196.

(83) ARCHIVIO CURIA VESCOVILE BISCEGLIE, *Introito, ad annum*, f. 255t.

(84) ARCHIVIO SEMINARIO VESCOVILE MOLFETTA, *Significatorie 1778 segg.*

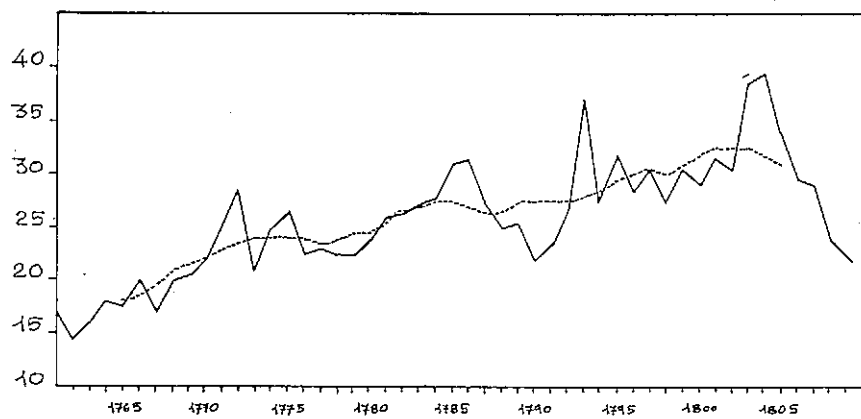
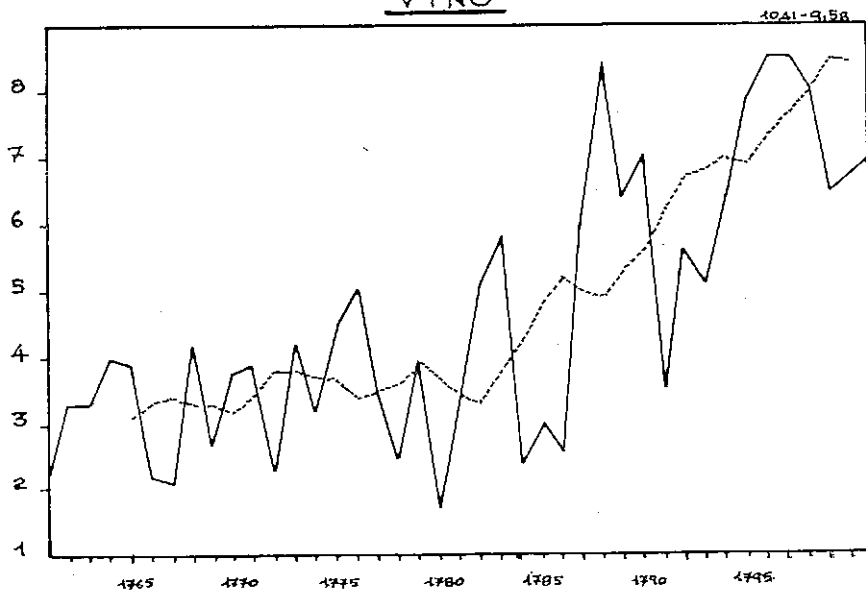
(85) I contadini di Terra di Bari presentano notevoli affinità con i contadini della Francia meridionale. Scrive a riguardo J. GEORGELIN: « Nulla autorizza a ritenere che la maggior parte dei contadini si componesse di semplici salariati. Proprio il contrario. Ma la maggior parte di questi, per l'inefficienza dei loro pezzetti di terra, doveva lavorare per i grandi affittuari o possidenti ». Cfr. *Capitalismo e agricoltura nell'età dell'industrializzazione francese*, in « Quaderni Storici », 14, maggio-agosto 1970, p. 366.

(86) P. VILLANI, *La vendita dei beni dello Stato nel Regno di Napoli*, Milano, 1964.

(87) G. MASI, *La crisi dell'antico regime ecc.*, cit., pp. 181-188.

(88) G. MASI, *Strutture e società ecc.*, cit., p. 40.

(89) CENTRO STUDI BISCEGLIESI, *Contabilità Tupputi*, cit.

OLIOVINO

GRANO

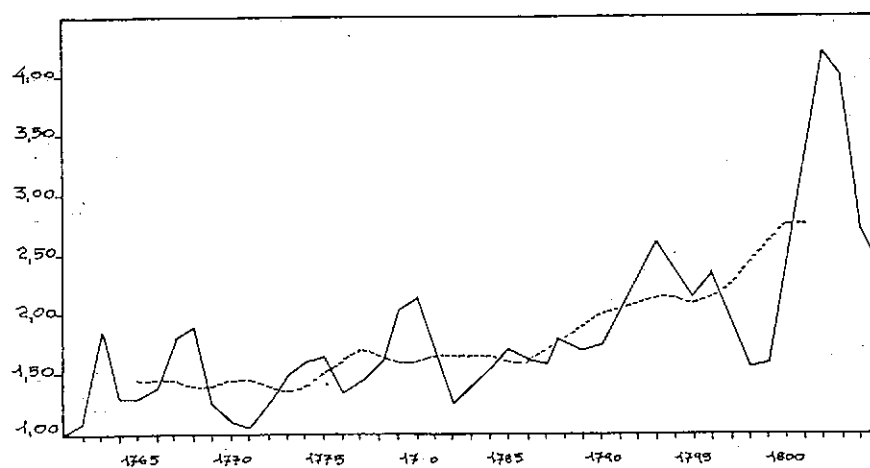


TABELLA 1 - Prezzi del grano

Anno	Genn.	Febb.	Mar.	Apr.	Magg.	Giu.	Lug.	Ago.	Sett.	Ott.	Nov.	Dic.
1761							1,00	1,00				
1762		1,00				1,00			1,15	1,15		
1763						1,50	1,55		1,60		2,25	2,50
1764		3,20				1,29						
1765							1,30		1,30	1,30	1,35	1,35
1766	1,40	1,40							1,36	1,40	1,43	1,61
1767									1,70	1,70	1,86	1,86
1768											1,93	
1769		1,58			1,40	1,40	1,10		1,13	1,10	1,15	1,15
1770		1,10	1,10	1,10	1,10	1,05	1,05					
1771					0,88						1,23	
1772	1,20	1,19	1,18			1,25					1,40	1,40
1773		1,40	1,50	1,60	1,60	1,60		1,50				
1774	1,60	1,60	1,64								1,65	1,68
1775	1,70		1,70	1,70	1,80	2,10	1,38			1,50	1,50	1,45
1776	1,45	1,45	1,40	1,30						1,25	1,25	
1777					1,50	1,40						
1778	1,45	1,45		1,50	1,65		1,50	1,50	1,65	1,70	1,70	1,83
1779		1,90	1,95	1,90	1,95					2,35	2,15	2,15
1780	2,15	2,25	2,25	2,70	2,36	1,90	1,89	1,88			2,10	
1781							1,55					
1782			1,23				1,25					
1783							1,25					
1784		1,46				1,23				1,60	1,78	1,62
1785		1,75		1,68	1,80					1,60		
1786			1,50				1,70	1,70	1,70	1,68	1,65	1,63
1787	1,59	1,65	1,63		1,58	1,52		1,41	1,55			1,60
1788		1,68	1,67	1,65		1,90			2,05		2,38	
1789									1,70			
1790	1,70						1,75	1,85	1,75			
1791							1,50					
1792												
1793						3,08	1,75	2,00		3,00		
1794	2,26							2,50			2,50	
1795								2,05		2,25	2,25	
1796	2,40			2,25				2,00		2,00		2,10
1797	2,09		2,17					1,81				1,98
1798							1,50				1,60	
1799										1,55	1,45	1,70
1800						2,00						
1801								2,24				
1802				3,50			3,58				4,80	4,80
1803	4,80		4,60				3,10				3,35	
1804								2,35		3,00		
1805						2,05					2,40	

Prezzi in ducati e grana per tomolo (kg 45)

TABELLA 2 - *Prezzi dell'olio*

Anno	Genn.	Febb.	Mar.	Apr.	Magg.	Giu.	Lug.	Ago.	Sett.	Ott.	Nov.	Dic.
1761	17,00	18,00	19,00									13,60
1762	14,00	14,75										
1763											15,08	17,50
1764	17,80	18,00										
1765	18,00	18,00								16,50	17,00	19,00
1766		18,00	20,00	20,00	19,41				21,60	21,60	21,60	17,60
1767	17,60	16,85	16,60	16,30	16,90		16,90			18,00		
1768	15,80	18,13	18,30				21,00			21,60	22,50	20,00
1769	20,00	20,30										20,60
1770	20,60	20,22	20,86	20,60			21,50	21,50				30,00
1771	30,00		23,40	23,00		23,00		28,80				
1772								32,40				24,30
1773	24,30			22,00								16,58
1774	19,15					24,50						30,60
1775	30,60	30,60									26,00	18,50
1776	20,30	22,50	20,00							23,95	23,60	25,00
1777								24,60				21,50
1778	21,00			22,00								24,50
1779										23,40		21,50
1780			22,00				24,25			26,25		
1781								27,30		27,50	24,00	
1782												
1783												27,60
1784	27,60		26,96						27,90	30,00	28,44	28,35
1785				30,60		30,50	31,50	31,00	31,50	31,00	30,90	29,40
1786	31,30											
1787		28,45	28,00	28,00		27,40			26,00			
1788	23,10	25,80	25,00					26,20				
1789			24,92		26,00					25,20	25,00	
1790				20,20	20,40	21,00				24,00	23,40	
1791			23,60				23,08	23,00				
1792		22,00					27,50					30,40
1793						41,62		41,40	41,40	35,00		28,00
1794	28,25		28,82	23,00						28,00	30,00	
1795	30,60				32,25		35,00		32,21	33,19	29,40	
1796			24,95	25,40		27,75	28,50				32,40	
1797										36,00	29,27	26,05
1798	26,15	26,07	25,50	25,00						29,40		31,00
1799			33,40							27,30		
1800	25,80			27,60			29,25				28,92	34,50
1801		35,00		34,50	34,00					29,00	25,80	
1802	27,40	28,00	28,00	29,00						35,25	37,50	
1803	40,35	43,20	37,25		37,80	42,23	36,00				35,50	37,10
1804											39,67	
1805								39,00		37,50	31,76	27,40
1806		30,00	29,40									
1807					28,00							
1808	25,00	25,40										21,50
1809	21,50	22,00										
1810												

Prezzi in ducati e grana per salma (kg 169)

TABELLA 3 - *Prezzi del vino*

Anno	Min.	Max.	Mosto	Note
1761			2,30	
1762			3,25	
1763			3,25	
1764	5,88	5,95	3,94	
1765			3,90	
1766		5,55	2,20	
1767			2,10	
1768			4,20	
1769		5,12	2,70	
1770	3,84	3,84	3,84	Prezzo di partito
1771		4,16	3,90	
1772		3,76	2,35	
1773		3,20	4,20	
1774		4,95	3,25	
1775		3,66	4,50	
1776	6,22	6,84	4,95	
1777		6,23	3,50	
1778		3,98	2,50	Voce = dc 2,10; 2,20; 2,40
1779			3,84	» = dc 3,20; 3,40; 3,60
1780			1,70	» = dc 1,30; 1,40; 1,50
1781				
1782			5,12	
1783			5,78	
1784			2,40	Voce = dc 2,20; 2,30; 2,40
1785	3,84	4,80	3,00	
1786		3,84	2,60	
1787	5,65	6,41	6,00	
1788	9,38	10,24		Voce = dc 8,20; 8,30; 8,40
1789			6,40	» = dc 4,00; 4,10; 4,30
1790	6,40	7,68		
1791	2,99	3,84		
1792	5,12	5,60		
1793		5,12		
1794			6,40	
1795		7,90		
1796		10,41		
1797		9,58		
1798				
1799		6,55		
1800			4,03	
1801				
1802			8,06	
1803		11,75		
1804		6,45		
1805		8,30	6,40	
1806		6,50		
1807		4,30		
1808		8,00		
1809		—		
1810		—		

Prezzi in ducati e grana per soma (bi. 1,86)

TABELLA 4 - Prezzi di alcuni generi

Anno	Orzo	Avena	Fave	Mandorle	Anno	Orzo	Avena	Fave	Mandorle
1761		0,34	1,00		1786	0,75	0,70		1,01
1762		0,35	0,50		1787	0,98			1,50
1763	1,07	0,68	0,90		1788	1,01			0,70
1764	0,81	0,50	0,98	1,06	1789	1,05		1,00	
1765	0,64		0,94	0,85	1790				1,00
1766	0,65		1,00	1,28	1791				1,13
1767	0,87				1792	0,85	0,74		1,30
1768	0,80		1,60		1793				1,19
1769	0,50		0,70	0,90	1794	0,80	0,68		1,20
1770	0,60			0,90	1795	1,10	0,87		1,01
1771	0,66		0,70	1,37	1796				1,06
1772	0,68			1,10	1797		0,85		1,45
1773	0,65			1,30	1798				1,15
1774	0,70		1,15	0,85	1799				
1775	0,65			1,10	1800				1,20
1776	0,70			0,90	1801				1,20
1777	0,74			0,76	1802	1,99			1,65
1778	0,72			0,75	1803				1,83
1779	0,87			0,63	1804				2,00
1780	0,78			0,74	1805				2,17
1781	0,70				1806		0,90		2,40
1782			0,67	0,78	1807				
1783	1,00	0,79	1,04	1,22	1808				
1784	0,80	0,72	0,80	0,70	1809				
1785	0,61	0,45	0,98	1,63	1810				

Prezzi in ducati e grana per tomolo (kg 45); mandorle con guscio

TABELLA 5 - Prodotti caseari

Anno	Formaggio	Zona di provenienza	Ricotta dura	Zona di provenienza
1761	17,97	Corato	14,74	Corato
1762	12,72	Corato	12,40	
1763	14,10	Corato	10,00	
1764	18,41	Corato, Andria, Matera	14,00	
1765	12,87	Bisceglie	10,00	
1766	15,90	Bisceglie	12,50	
1767	16,12	Bisceglie	8,00	
1768	20,45	Bisceglie	16,00	
1769	17,91	Andria	15,18	Andria
1770	18,17	Andria e Corato	14,00	Ruvo
1771	16,25	Andria e Corato	15,51	Terlizzi
1772	17,01	Andria	12,00	
1773	18,63	Andria	12,00	
1774	18,14	Andria	12,00	Andria
1775	19,65	Andria	16,17	Corato
1776	21,20	Andria	16,20	
1777	20,87	Andria	16,22	Corato
1778	17,40	Andria	10,00	
1779	18,60	Andria	14,03	Andria
1780	17,61	Andria	12,00	
1781	18,10	—	12,05	
1782		—		
1783		—		
1784	20,85	Terlizzi	12,50	
1785	20,89	Andria, Terlizzi	13,00	Montepeloso (franco di porto)
1786	19,00	Andria	14,33	Andria
1787	22,21	Andria	15,50	
1788	23,11	Andria	14,05	Andria

Prezzi in ducati e grana per cantalo (kg 82,099)

TABELLA 6 - *Salari agricoli (dal 1760 al 1788)*

Anno	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	40	41	45	46	50	
1760*					8	3	18		1																												
1761			59	7	7		157	2	4				5	10	10	31										33											
1762		3		3	15	5	30	10	27	251		6				27				8	23																
1763	4	31		37	86	143	61	114	279	58	1				10																						
1764		18	183	158	119	81	16	27	133	161	25	2	4	22					11	53															1		
1765			96	19	76	63	125	48	13	90	10		7	22					5	2	10			5													
1766		3	22	54	39	95	81	52	130	169	24	3	10																								
1767				12	19	93	106	132	129	88	16	52	64	65	56	18							5											5	3		
1768		7	57	27	487	61	27	45	65	121	86	1			8			10	10						9								1	25			
1769					77	68	14	7	11	96	176				4				5		5				5												
1770					22	16	126	70	41	115	234	3	3		6					1					14				43								
1771			2		39	53	157	6	30	13	4	7			17	5																					
1772					33	47	92	15	185	15	30				8			10							1							9	7				
1773					4	37	68	27	234	25	4	41	6		15										5												
1774					7	54	57	84	10	63	17	117	47		51										25												
1775			3			38	138	140	1	12			6		1			16	17																		
1776						15	90	60	2	66	88	21	105		131		10	18				4															
1777					2	16	64	81	68	202	11											10			39												
1778				3	44	28	33	31	24	296	5		3									6			9												
1779					69	59	14	9	249	15			2		10		12	31	10	5																	
1780				19	64	33	18	15	16	43	2		177	5	33			5							12												
1784**				2		35	55	83	8		4																										
1785	6		11		98	30	7	370	20	171	26	17			10		15		6	6														31			
1786					62	113	302	38	154	151	210	100	5		14	5									4									15			
1787					128	105	30	126	182	411	30	15	30		4		10		9	7		11			22												
1788	2				69		31	37	15	8	4	34	143	138	42										30		7										

Valori in grana (1 ducato = 10 carlini = 100 grana)

* Limitatamente a ottobre-dicembre.

** Limitatamente a ottobre-dicembre.

TABELLA 7 - Salari agricoli (dal 1760 al 1788)
Manodopera minorile

Anno	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
1760	2		23										
1761			16		22*								
1762	1	1	4	5	7*		12*					4*	
1763		6	45	16	5	1*	10*						
1764	3	12	22	34	10	2	2*	1*	11*	2*			
1765		15	6	13									
1766		30	3			9	2						
1767					5	31	18	4	1			1*	
1768	2	4	35	30	18	11*	3*	28*		14*	2*	12*	4*
1769	1		6	28	17		1*		1*	1*	7*	2*	
1770					1	4		20*	27*	8*	1*	5*	
1771			3	12			4*						
1772				4	1				2*		3*		
1773		1		1	3	6							
1774				7	4		1*	4*	3*	3*	1*		
1775					8								
1776					1		1						
1777					1								
1778				1		1		2*		1*			
1779				2					4*				
1780							1*		1*				
1784							7						
1785		2		23	14	2	16*	1*	1*	9*			
1786				5	1	10	61	1	4*				
1787	1		1	2	4	4	6*	4*	3*	4*			
1788			15	1	10	6	1*		2*		2*		

* Salari corrisposti durante i lavori di mietitura.

TABELLA 8 - Sporga
(1760-1788)

Anni	Da	a	N.	Min.	Med.	Max.	Note
1760-61	dicembre	aprile	147	12	—	13	
1761-62	gennaio	»	253	13	14	15	
1762-63	dicembre	»	280	13	14	15	
1763-64	novembre	»	166	14	15	16	
1764-65	dicembre	»	96	10	12	13	
1765-66	novembre	»	169	13	14	15	
1766-67	dicembre	»	191	18	19	20	Giornate 17 a grana 21
1767-68	novembre	»	223	14	15	17	
1768-69	dicembre	»	265	15	—	16	
1769-70	»	»	301	13	15	16	
1770-71	»	»	168	—	12	—	2 gior. a gr. 14 e 3 gior. a gr. 15
1771-72	»	»	223	12	14	16	
1772-73	»	maggio	230	—	14	—	
1773-74	»	aprile	231	17	18	20	
1774-75	ottobre	»	216	12	13	15	
1775-76	dicembre	maggio	221	18	—	20	
1776-77	»	aprile	250	14	15	16	Giornate 12 a grana 18
1777-78	gennaio	»	283	—	15	—	
1778-79	dicembre	»	272	—	14	—	
1779-80	gennaio	»	244	14	15	18	
1784-85	novembre	marzo	474	—	13	—	Giornate 42 a grana 12
1785-86	dicembre	aprile	415	15	16	17	
1786-87	novembre	»	465	14	—	15	
1787-88	dicembre	marzo	318	18	19	20	

TABELLA 9 - *Mietitura*
(1761-1788)

Anno	Inizio	N.	Min.	Med.	Max.	Note
1761	11 giugno	56	19	20	21	Supplemento in natura grana 4½
1762	6 »	60	20	—	30	
1763	15 »	35	20	23	25	Supplemento in natura grana 4
1764	3 »	86	19	23	25	Supplemento in natura grana 4½
1765	10 »	20	23	25	28	Supplemento in natura grana 5½
1766	5 »	6	—	18	—	
1767	10 »	12	28	45	48	Probabilmente cottimo
1768	8 »	37	20	25	30	Giornate 26 retribuite gr. 45-50-55
1769	5 »	19	20	25	30	
1770	19 »	68	20	30	35	
1771	3 »	29	17	—	20	
1772	2 »	17	20	23	30	Giornate 16 a grana 40
1773	5 »	19	20	—	30	
1774	4 »	42	20	—	30	
1775	10 maggio	33	23	—	25	
1776	13 giugno	33	23	—	26	
1777	3 »	49	27	—	30	
1778	25 maggio	15	27	—	30	
1779	21 »	68	20	22	25	
1780	31 »	50	23	23	30	
1785	6 giugno	50	20	22	25	Supplemento in natura grana 5
1786	5 »	19	30	—	35	
1787	8 »	58	24	27	30	
1788	28 maggio	37	30	—	33	

TABELLA 10 - Zappatura
(1760-1788)

Anni	Invernale			Primaverile			Estiva			Autunnale		
	N.	Min.	Max.	N.	Min.	Max.	N.	Min.	Max.	N.	Min.	Max.
1760-61	8	—	10	48	8	9	1	—	10	1	—	10
1761-62	7	—	12	32	10	14	21	8	10	6	—	10
1762-63	13	9	12	133	9	11	48	10	12	20	10	11
1763-64	128	9	13	282	8	10	77	8	11	—	—	—
1764-65	93	7	10	30	10	11	86	9	12	81	8	12
1765-66	13	10	14	110	8	14	98	8	13	54	9	14
1766-67	184	10	16	149	11	14	81	10	13	52	10	14
1767-68	5	—	12	191	9	14	44	8	14	88	9	15
1768-69	17	—	8	16	13	15	91	10	12	68	11	12
1769-70	1	—	15	77	12	14	70	10	12	22	11	13
1770-71	—	—	—	32	11	12	48	10	12	12	10	13
1771-72	16	11	13	77	11	12	57	10	14	37	11	14
1772-73	5	13	14	13	—	14	74	10	12	37	12	13
1773-74	4	—	13	9	13	16	63	10	12	25	11	14
1774-75	33	—	11	143	11	13	29	11	12	26	11	12
1775-76	—	—	—	31	11	18	35	12	13	85	11	13
1776-77	9	—	15	25	13	15	62	10	13	32	11	13
1777-78	49	13	15	2	—	12	66	10	13	51	9	14
1778-79	—	—	—	63	10	12	18	—	10	58	10	13
1779-80	—	—	—	14	—	12	55	9	11	57	9	15
1784-85	59	11	16	57	8	10	27	—	10	32	10	11
1785-86	4	14	15	113	11	12	12	12	13	9	10	11
1786-87	185	12	14	219	10	15	41	10	11	1	—	15
1787-88	11	—	13	100	10	13	8	—	12	—	—	—

TABELLA 11 - *Altri salari*
(1760-1787)

Anno	Ardere la ristoppia			Semina			Note
	Min.	Max.	N.	Min.	Max.	N.	
1760				11	14	4	
1761		12	24				
1762				12	14	7	
1763		12	5	12	13	26	
1764	10	13	24		14	4	
1765				12	14	14	
1766	11	14	11	14	18	12	
1767	11	17	54	12	18	34	
1768		10	69		16	3	
1769		14	7	14	15	13	
1770				12	14	18	
1771		12	4	14	16	5	
1772		14	4	15	16	11	
1773		14	2	12	20	30	Il salario massimo per lavori a cottimo
1774		15	22	11	18	10	Idem
1775				12	13	9	
1776		15	7	14	18	30	
1777		13	13		15	3	
1778		12	3	15	18	19	
1779					15	12	
1784				12	14	41	
1785	15	16	12	14	15	23	
1786				14	20	45	
1787	14	15	26	13	15	13	

Alcuni aspetti della bonifica nel *Faust* di Goethe (*)

SOMMARIO: I. Introduzione — II. Diritto e civiltà — III. Le particolarità della bonifica faustiana — IV. Ancora sulle caratteristiche della bonifica faustiana — V. Perché Faust si salva — VI. Conclusione.

I. È noto come lo Spengler nella sua opera assai criticabile (1) ma, pur sempre suggestiva *Il declino dell'Occidente*, definisce la nostra civiltà al tramonto come « faustiana ». Ma questa definizione richiede, a mio avviso, una interpretazione da cui possono conseguire alcune distinzioni e alcune rettifiche del suo pensiero.

Diciamo subito che l'episodio più saliente della seconda parte dell'opera goethiana è quello della bonifica in cui si inquadra la morte di Faust. Se ne dovrebbe forse dedurre che la bonifica è l'aspetto più saliente della civiltà occidentale. Ma Spengler, a quanto mi consta, non ha trattato a fondo questo aspetto dell'opera di Goethe, nè gli posso dar gran torto poiché la bonificazione caratterizza soltanto in parte il mondo in cui viviamo che è piuttosto, tipicamente industriale (2), anche in Russia dove la popolazione è composta di una forte percentuale di contadini.

È importante inoltre rilevare che la bonifica non è tipica soltanto della nostra, ma anche, in parte, di antichissime civiltà come quella egiziana, quella assiro-babilonese e quella cinese.

Anche queste nascono e fioriscono mediante opere che se non possono essere qualificate propriamente come tipica bonifica, nel senso moderno della parola, ad essa però si avvicinano sotto molti aspetti. Drenaggi, prosciugamenti dalle alluvioni causati dai grandi fiumi, dighe, canalizzazioni e irrigazioni si riscontrano già da millenni prima di Cristo negli antichi stati egiziano, caldeo e cinese (3). Non vi è

(*) Ringrazio vivamente i Proff. L. Bagolini e A. Turazza per i loro suggerimenti.

dubbio quindi che, senza esagerare, si possa attribuire alla bonifica nonché all'agricoltura in generale uno stretto legame col sorgere ed il fiorire di quasi tutte le civiltà e quindi, in parte, anche della nostra.

II. Prima di esaminare un po' più a fondo la tragedia di Faust anche, fin dove si può, da un punto di vista giuridico, mi siano permesse alcune osservazioni sui rapporti fra diritto e civiltà in generale. Il problema è stato anche recentemente posto a fuoco dal Bagolini (4) secondo il quale coscienza è cultura e il tempo coscenziale è tempo culturale. Convengo, in linea di massima con questo A. e credo che non si possa fare altrimenti, poiché diritto e civiltà non coincidono perfettamente. È infatti ovvia l'osservazione che non sempre la civiltà si identifica con un unico ordinamento giuridico: tipici sono gli esempi della Grecia classica formata da varie città-Stato e dall'Europa, anche contemporanea, fondata sugli Stati nazionali (5). Ma non va dimenticato che ciascuno Stato, molto spesso, rappresenta una sua idea spirituale la quale può venire integrata dalle idee rappresentate da altri Stati: si forma così un'unica complessa civiltà come avvenne nella Grecia classica e come avviene ancora oggi in Europa. È lecito forse aggiungere, per avvicinarci maggiormente all'argomento di cui qui si tratta, che anche i fiumi possono unire in un'unica civiltà Stati diversi: ciò si può affermare del Nilo che fece sorgere problemi in parte connessi fra l'alto Egitto e quello del Delta presto unificati e del Tigri e dell'Eufrate che collegarono con varie vicende storiche nel tempo, lo Stato babilonese con quello assiro. Ma, come abbiamo detto, la civiltà è principalmente — e, in fondo, anche in senso spengleriano — un fatto di coscienza ed implica una particolare visione e valutazione del mondo e della vita.

Si deve, tuttavia, osservare che il diritto resta pur sempre l'ossatura della società e in particolare non è una sovrastruttura dell'economia in senso marxiano ma, piuttosto, una condizione imprescindibile perché il fenomeno economico sorga e si sviluppi.

E se ciò è vero è altrettanto vero che la società è condizione perché vi sia civiltà giacché la coscienza dell'uomo non può essere del tutto avulsa dall'ambiente in cui vive e dal commercio con gli altri uomini (6). Ne consegue che una distinzione fra diritto e morale si deve pur sempre porre, il che si può osservare anche e forse principalmente alle origini della società la quale, da un punto di vista storico, si forma non volontariamente per contratto ma per una

necessità che trascende l'interesse individuale e direi non si identifica soltanto con un interesse comune bensì con un interesse superiore sia di fronte a un pericolo che incomba su tutti sia per il bisogno di alimentarsi, di ripararsi dalle intemperie e in una parola di vivere (7).

Il diritto nasce dunque come necessità imprescindibile, cioè, a me pare, come diritto pubblico. Lo scambio sul quale ha portato la sua penetrante indagine l'Osti (8) considerandolo forse quasi germe di tutti i contratti, viene forse dopo e presuppone all'origine secondo la concezione bettiana dell'autonomia privata gruppi primitivi, probabilmente di famiglie, esistenti antecedentemente al sorgere dello Stato ma già organizzati giuridicamente.

Il diritto nasce spesso — come si può dimostrare storicamente — dalla comune difesa contro un pericolo e mi pare che questo, ancor prima della guerra propriamente detta, che presuppone un'organizzazione, possa essere rappresentato dal mancato assestamento del territorio con conseguenti inondazioni, frane, ecc. o anche viceversa possa derivare, sia pure indirettamente, dalla siccità dovuta, ad es. al vento del deserto che toglie la possibilità di alimenti agricoli e rende precario e inutile l'insediamento nei campi della popolazione, insediamento con cui comincia, secondo la concezione romagnosiana, la civiltà.

Il diritto inoltre, per sua natura si rivela alle origini diverso dalla forza e si identifica piuttosto con lo sforzo comune della società per porre un riparo ai pericoli del mondo esterno. Il diritto ancor prima che conflitto di interessi è dominio e umanizzazione della natura che trasforma le cose anche pericolose e dannose (9) in beni. Il convenire graduale degli uomini che finisce per formare lo Stato presuppone che essi convengano fra loro anche sugli oggetti esteriori resi certi e facenti parte costituente della stessa società umana.

La natura non è, specie nei primi tempi, conosciuta dall'uomo e quindi il diritto oltre che essere volontà superiore costituisce una conoscenza superiore che spiega la patria potestà del padre sui figli minori nella famiglia e l'autorità civile che, disponendo generalmente di maggiori informazioni, organizza sempre più la società rispetto ad un ambiente esteriore sconosciuto.

Da quanto si è detto deriva anche l'importanza della natura delle cose e dei fatti nel diritto agrario il che è dato vedere specialmente alle origini. È naturale che la cosa, il fatto bruto per sé non generi il diritto perché occorre anche una valutazione (10) per cui

l'appello al fatto significa anche appello al significato del fatto. Vogliamo però aggiungere che per lo meno nel campo del diritto dell'agricoltura la valutazione della cosa o riflette gli usi che se ne possono fare o le trasformazioni che essa può subire (11): la valutazione quindi riguarda anche il mondo esterno differentemente da quel che accade, di norma, nella morale.

Concludendo, il diritto come fonte di civiltà non può prescindere dalla natura dal ch  si pu  dedurre che la bonifica o, pi  in genere l'assestamento del territorio con la netta separazione delle acque dalla terra   presupposto della civilt  stessa.

III. Ci  premesso, diciamo brevemente delle particolarit  della bonifica faustiana. Non tanto l'imitazione della natura quanto la difesa delle forze distruttrici dell'ambiente   uno dei significati pi  profondi dell'arte di Goethe (12).

Avendo presente anche questo si pu  comprendere la differenza tra lo spirito della nostra civilt  faustiana e quello ad es. della civilt  attica: nel greco prevale la contemplazione apollinea ed equilibrata del presente, nell'uomo occidentale, invece, il senso del tempo diventa pi  vivo, l'intelligenza tende a tradursi in previsioni dell'avvenire e scoperte che rendono accessibile all'uomo l'ambiente esteriore in cui   destinato a vivere (13). La necessit  di fare congetture e di rendere prevedibile le azioni dell'uomo per mezzo del diritto   proprio soprattutto del mondo moderno la cui crisi dipende appunto, non soltanto da un venir meno dei valori morali, ma da un inestricabile complicarsi degli eventi esteriori che, a differenza di ci  che avveniva nell'antichit , si estendono a tutto il globo e quindi rendono quasi impossibili le previsioni. Tutto nella civilt  faustiana   attivismo e in tal senso anche il rovesciamento dell'ordine attuale borghese ipotizzato e realizzato dal marxismo   figlio del capitalismo,   un comunismo d'azione, per ora, a differenza ad es. dall'utopia platonica o da quella di Tommaso Moro.

IV. In questo quadro mi paiono possibili alcune osservazioni sulla bonifica descritta sia pure indirettamente, nelle ultime pagine della seconda parte del Faust. Anzitutto non mi pare fuori luogo osservare che la bonifica non   tipica del mondo medioevale (in cui prevale, quasi sopraffacendo l'individuo, la statica e consuetudinaria natura delle cose (14), bench  non si possa dimenticare che anche

nell'alto medioevo non mancano esempi di bonificazione effettuate dai frati benedettini e cistercensi. Ma la bonifica descritta nell'opera di Goethe, con la conseguente colonizzazione probabilmente prelude al mondo rinascimentale e a quello contemporaneo. Va rilevato, tuttavia, che nell'opera del poeta la bonificazione presenta, dal punto di vista oggettivo, alcune particolarità per cui differisce almeno in piccola parte dalla bonifica come la concepiamo oggi in Italia. Anzitutto essa è effettuata da un concessionario feudale *sui generis* e benché si parli più propriamente nell'opera di « alto possesso » (trad. Manacorda) può avere qualche somiglianza con la bonifica del proprietario della maggior parte dei terreni qual è prevista in via eccezionale dalla Legge 18-2-933 n. 215 dell'ordinamento italiano che è molto avanzato in materia.

Oltre a ciò questa antica bonifica consiste bensì nel prosciugamento delle « pestifere paludi » e nella canalizzazione ma sembra avere un presupposto di grandissima importanza e cioè la costruzione di dighe atte a difendere le terre ridotte a cultura, dalle inondazioni delle acque marine (15). La nostra principale legge sulla bonifica non sembra diffondersi espressamente su tale tipo di opere [si legga tuttavia l'art. 2 sub *c*) e sub *d*)] nel quale si prevedono rispettivamente il consolidamento delle dune e le opere di difesa dalle acque in genere. Ma il problema comunque può essere risolto ugualmente ove si accetti la mia opinione che l'elenco delle opere atte a trasformare il regime fondiario contenuto in tale legge è esemplificativo e non tassativo.

La bonificazione descritta da Goethe sembra prevedere, come avviene normalmente nell'epoca contemporanea, una colonizzazione e forse anche una specie di appoderamento.

Quest'ultimo aspetto che riguarda, in termini tecnici moderni, la trasformazione dell'ordinamento produttivo, può forse essere dedotto da una frase pronunciata da Faust stesso che, ribellandosi all'eccidio di Filemone e Bauci effettuato dai bravacci di Mefistofele contro i suoi ordini, protesta che egli voleva « cambio e non rapina ». Ciò potrebbe far pensare che, nelle sue intenzioni, i due vecchietti, invece di finire i loro giorni sulla duna nella casetta accanto alla Chiesa infracidita, avrebbero avuto in cambio della loro proprietà un poderetto da coltivare.

V. Descritte le caratteristiche della bonifica concepita da Goethe resta a vedersi perché Faust secondo la concezione del poeta si salvi.

E qui sia lecito premettere che l'olimpico Goethe non era, a mio sommo avviso, certamente anticristiano. Lo dimostra non tanto la scena finale della seconda parte dell'opera *Burroni montani* dove è mostrato, forse in un modo che rasenta un tantino il grottesco, lo stato di Faust dopo la sua morte che Croce definisce come salito ad un Paradiso addirittura cattolico, quanto il significato della tragedia di Margherita devota alla Vergine e l'episodio di Filemone e Bauci, gente buona e onesta che sul finire del giorno ringrazia Iddio e lo prega suonando la campana: magnifico episodio che ha un senso di serenità e di pace il quale contrasta con la tragica fine che grava sui due personaggi.

Non si può tuttavia negare che Faust si salvi in un modo particolare poiché il bene che egli vuol fare indubbiamente all'umanità (cfr. *Prologo in cielo*) dovrebbe attuarsi mediante una trasformazione del mondo esteriore, una forma di attivismo cioè che secondo la concezione spengleriana caratterizzerebbe il Cristianesimo nel mondo occidentale (16).

Non credo che ci si possa salvare per ragioni giuridiche; tuttavia non sarà inutile accennare ai termini quasi di diritto in cui si pone la questione.

Nel patto iniziale con Mefistofele, Faust aveva affermato che quando egli avesse potuto dire all'attimo fuggente « arrestati tu sei tanto bello » allora avrebbe accettato volentieri la morte divenendo preda di Mefistofele stesso il quale è negazione di vita essendo il suo regno « l'eterno vuoto ». Ma come si dimostrerà tra breve lo spirito di Faust e quello di Mefistofele, che a mio avviso per primo rompe il patto, sono, a ben vedere, agli opposti.

Nelle ultime scene dell'opera mentre i Lemuri sotto la direzione dello spirito del male gli scavano la fossa Faust, cieco e centenario, crede di sentire un rumore di vanghe, un fervore di lavori, che dovrà portare, secondo la sua immaginazione, all'ultimazione della bonifica. Egli prevede morente un piccolo mondo da lui in parte creato e soprattutto ideato in cui gli uomini vivranno quasi felici del proprio lavoro esenti per quanto è possibile dalla « penuria » e in libertà: crede forse morendo di vivere « l'attimo supremo » e lo crede anche Mefistofele.

Eppure Faust si salva. Dobbiamo, in una breve sintesi, tentare una spiegazione di ciò. Faust si salva per una ragione, per così dire di carattere obbiettivo ma anche e principalmente per una ragione

di carattere soggettivo. Quanto alla prima ricordiamo che la bonifica, come è stato autorevolmente osservato, non ha propriamente mai fine, e ciò per due motivi. Anzitutto perché le opere di bonifica sono soggetti per loro natura a deterioramenti e quindi richiedono una continua manutenzione.

In secondo luogo perché con i progressi della tecnica le campagne possono sempre essere messe a una forma di cultura superiore il che richiede nuove trasformazioni dell'ordinamento produttivo. Molto più si può affermare che non ha termine una bonifica quale quella ipotizzata dal Goethe: il godimento del bene fondo non rappresenta qui che un appagamento molto parziale perché quello che noi, modernamente, chiamiamo il comprensorio è formato di terre strapagate alla furia del mare mediante la costruzione di dighe, le quali richiedono una continua, assillante, affannosa vigilanza e pronta riparazione da parte degli abitanti futuri del territorio costiero. Questi, secondo l'affermazione del Poeta, saranno degni della libertà soltanto a patto di sapersela ogni giorno conquistare, anzitutto nei confronti delle forze avverse della natura: libertà quindi che non è dono spontaneo o gratuito, ma importa anche ascrizione giuridica di obblighi.

Ma abbiamo detto che Faust si salva principalmente per ragioni di carattere soggettivo: egli attualmente *non sente* ma soltanto *presenta* la gioia che gli potrebbero arrecare simili avvenimenti sociali; e va osservato che questo presentimento è un fatto morale della coscienza interiore. Il desiderio di dominio che antecedentemente sembrava animarlo e spingerlo all'azione, si sublima quasi per incanto — avvicinandosi egli alla morte — direi, non soltanto in benevolenza ma in un senso di amore verso gli uomini. Cessa la volontà di vivere proprio quando egli avrebbe dovuto ancora vivere per vedere realizzato il suo piano e il suo sogno. Ecco gli accenti tipici della cultura faustiana che tende fino all'ultimo verso il futuro.

Usciamo in tal modo dal campo ristretto del diritto poiché al mondo interiore di Faust non corrisponde affatto l'*oggetto esteriore*. Ed è qui che si manifesta l'antitesi assoluta fra la concezione di Faust e quella di Mefistofele. Per quest'ultimo esiste soltanto il tempo fisico ed oggettivato nello spazio, il tempo dell'orologio (« l'orologio si ferma l'ago cade ») (17), esiste soltanto il presente ove spesso il diritto si riduce a forza e non ad autorità e « il passato è una parola sciocca » e la vita non ha senso perché « si muove in cerchio » senza un fine. Mefistofele si manifesta così come lo spirito che nega la vita

stessa e il diritto ed arresta ogni suo progresso. Per Faust invece esiste soltanto il tempo interiore in cui secondo la concezione bergsoniana si interpenetrano presente, passato e futuro e che secondo la concezione del Bagolini può dare un senso anche al diritto perché l'uomo non deve essere concepito quale pura interiorità e avulso totalmente dal mondo sociale. Concludendo, non solo manca l'interesse individuale poiché la visione di Faust si riferisce ad un momento in cui egli non sarà più su questa terra ma non corrisponde all'intenzione l'oggetto esteriore poiché, contrariamente a quello che dice il patto tra Faust e Mefistofele se tutto finisse nel presente non avrebbero più luogo la bonifica e la colonizzazione oggetto di « contanta felicità » da parte di Faust. Questi è insieme cieco e veggente. Cieco fisicamente perché non si accorge che il rumore delle vanghe è del tutto ingannevole e non significa affatto che la bonifica debba continuare cosicché si può affermare che l'aiuto prestato a lui da Mefistofele si manifesta qui soltanto come un inganno. Ma egli è anche veggente in quanto pre-sente l'importanza che la bonifica potrà avere nel tempo futuro.

VI. Questa importanza non va tuttavia sopravvalutata. Dire della natura economica e giuridica della bonifica sarebbe troppo lungo discorso. Noto soltanto che quello che sembra nel Medioevo uno sconvolgimento inspiegabile dell'ordine delle cose una « diavoleria » (tale dovette apparire forse a Filemone e Bauci) è diventato nella nostra epoca un istituto giuridico del tutto normale, un fenomeno economico sociale di equilibrio. La bonifica non dissimilmente dalla tipica impresa agraria rappresenta una difesa contro il dilagare eccessivo dell'industrializzazione che può anche rappresentare un grave pericolo per la nostra civiltà. Essa non importa una invasione di nuove merci sul mercato ma è costituita di opere che permettono la messa a cultura di fondi. Con la creazione di grossi villaggi si potrebbe impedire l'urbanesimo e quell'addensarsi della popolazione nelle grandi città che già fu aspetto saliente della decadenza del mondo greco-romano.

Anche se la bonificazione non è fatto esclusivo della nostra epoca certo in essa è stata meglio compresa in tutti i suoi aspetti fra cui principalmente la trasformazione del terreno e la colonizzazione.

La bonifica non è necessariamente un aspetto esclusivo del cesarismo politico, come potrebbe essere pensata secondo la concezione spengleriana, poiché può provenire dal concorso dello Stato con i pri-

vati « insieme confederati » per ricordare i versi della Ginestra del Leopardi; e può essere effettuata — sebbene in limitate proporzioni — anche esclusivamente da questi ultimi. Essa rappresenta un fine originario non soltanto economico ma anche sociale e, in lato senso, morale, che potrà forse insieme all'attuazione di altri fini contribuire a salvare la « civilizzazione » moderna che ha avuto i suoi albori come « cultura » nel mondo occidentale europeo.

FRANCESCO MILANI
Prof. Di Diritto agrario
nella Università di Bologna
(Facoltà di agraria)

(1) Ho espresso già alcuni miei motivi di dissenso dallo Spengler nel mio scritto *Le civiltà e il diritto agrario in particolare*, in *Il dialogo tra le colture*, Atti del II Convegno di Studi sulla civiltà contemporanea, Recoaro Terme, 1968, pp. 474 segg., avendo anche presente e tentando di sviluppare il sistema storico-filosofico del TOYMBEE, *Le civiltà della Storia*, Einaudi, 1950.

(2) Gli albori della vera civiltà industriale sono, semmai, rappresentati nella tragedia, da Wagner, creatore di *Homunculus*.

(3) Sull'argomento dal punto di vista principalmente tecnico cfr. FORBES, *Studies in ancient technology*, vol. II, 2^a Leiden, 1965, in cui sono fra l'altro contenuti alcuni accenni, su questo argomento, anche alla civiltà indiana.

(4) BAGOLINI, *Visioni della Giustizia e senso comune*, II, 1972, ad es. p. 245. Si veda anche il mio scritto *Le civiltà ecc.*, cit.

(5) Si dice appunto che l'Europa come già la romanità si distingue dalle altre civiltà per l'idea di Stato che qui diventa un'organizzazione permanente e di particolare perfezione. Sull'argomento cfr. CHABOT, *Storia dell'Idea di Europa*, Laterza, 1967, p. 50 e MACCHIAVELLI, *iv. cit.*

(6) Su questo argomento si consideri tutta l'opera classica del BAGOLINI, *Esperienza giuridica e politica nel pensiero di David Hume*, II, Torino, 1966.

(7) In questo senso non posso del tutto convenire con molti Autori secondo cui ciò che, in fondo, distingue il diritto dalla morale, è l'esistenza di un conflitto di interessi che viene composto o dalle parti stesse o da autorità superiore. Questo aspetto del diritto senza dubbio esiste ma non è l'unico. Superfluo che io esponga le ragioni per cui il concetto d'interesse, che pure è fondamentale, ha un diverso significato nel pensiero del Carnelutti e in quello del Cicu esposto nei suoi vari lavori sul diritto di famiglia. Se poi si passa al concetto di bene che, a mio parere, può precedere quello di interesse ed esserne il presupposto bisognerebbe aver presente la distinzione fra beni materiali e beni immateriali ambedue regolati, ma in modo diverso, dall'ordinamento giuridico.

Inoltre non va trascurato il concetto di alimenti che secondo la teoria economica di Francesco Ferrara stanno alle basi dell'economia e che il Cicu ha studiato dal punto di vista giuridico principalmente nell'ambito della famiglia, mostrando la differenza fondamentale fra l'obbligo di carattere alimentare e la comune obbligazione. Ma probabilmente anche al di fuori dell'ambito della famiglia questo obbligo ha par-

ticalarità speciali come ha dimostrato il Bo. Sono evidenti poi i rapporti fra gli alimenti e il diritto dell'agricoltura. Per una particolare figura di obbligo alimentare del concedente nei confronti della famiglia mezzadrile cfr. BASSANELLI, *Corso di Diritto Agrario*, Milano, 1946, pp. 162 segg.

(8) OSTI, voce *Contratto*, in *Nuovo e Nuovissimo Digesto Italiano*.

(9) Sull'argomento è utile vedere GOETHE, *Frammento sulla Natura*, in *Opere*, trad., Firenze, pp. 20 segg.

(10) Sull'argomento cfr. BAGOLINI, *Visioni*, cit., ad es. p. 249.

(11) « Alle sue leggi (della Natura) si ubbidisce anche quando ci si oppone, si collabora con lei anche quando si pretende di lavorarle contro ». Così GOETHE, *Frammento*, cit., p. 122.

(12) Cfr. GRUNANGER, *Scritti minori di letteratura tedesca*, Brescia, 1962, p. 223.

(13) Su questo punto CATTANEO, *Del pensiero come principio dell'economia*, in *Nuova collana di economisti*, vol. II, Torino, 1933, pp. 137 segg.

(14) In tal senso si può consultare il suggestivo libro del GROSSI, *Le situazioni reali nell'esperienza giuridica medioevale*, Padova, 1968.

(15) Mi sia permesso di ricordare DANTE, Canto XV dell'*Inferno*: « Quale i fiamminghi fra Guizzante e Bruggia temendo il fiotto che ver lor s'avventa fanno lo schermo, perché il mar si fuggia », ecc.

(16) Per il CROCE, *Nuovi Saggi su Goethe*, Bari, 1934, p. 35, Faust si salverebbe anche per la sua incessante operosità. L'A. però accenna appena alla bonifica, *Goethe*, III, Bari, 1939, p. 126.

(17) Su tale argomento cfr. in genere BAGOLINI e più particolarmente *Significati della parola tempo in alcuni discorsi giuridici*, estr., Milano, 1969.

Carlo Siemoni (Karl Simon, 1805-1878)

Una figura da ricordare nella riorganizzazione della foresta dell'Opera di S. Maria del Fiore, durante il dominio dei Lorena

È stato con un certo imbarazzo che ho accettato di inviare alla « Rivista di Storia dell'Agricoltura » una nota sul mio bisavolo, nel timore di indulgere in motivi sentimentali, per cui ho cercato di corredare tutte le notizie — che purtroppo non sono riuscita a completare per una certa ristrettezza di tempo —, con la precisa fonte di provenienza, sia essa laudativa che critica.

« Son ventotto anni che abito il Casentino... » Con questa frase scritta dal Siemoni stesso in una lettera del 15 aprile 1863 al Giornale Agrario Toscano, ho inteso fare un punto sulle discrepanze che ho riscontrate tra le varie fonti di informazioni circa la data dell'arrivo del Simon in Italia. È quindi nel 1835 che egli giunge in Casentino chiamato appositamente dalla Boemia dal Granduca Leopoldo II di Lorena, per effettuare delle ispezioni e quindi assumere la riorganizzazione quale Ispettore, della foresta tosco-romagnola dell'Opera di S. Maria del Fiore. La foresta « fu acquistata dal Granduca nel 1835 e si trovava in uno stato di quasi totale abbandono, dovuto in grandissima parte alla mancanza assoluta di strade che la collegassero all'abitato e che collegassero i vari appezzamenti boschivi l'uno all'altro » (5), in parte forse dovuto ai tagli arbitrari compiuti dai precedenti amministratori.

La foresta, o macchia come viene comunemente chiamata dagli abitanti locali, copre il crinale appenninico della Grogana che corre tra il Monte Falterona e il Passo di Mandrioli, tra il Casentino e la Romagna, che « ... per un tratto di 20 km., è coperto da un vasto ed antico bosco... dando — il color del verde — ad una superficie di 10.000 ha circa: sono le tre foreste di Camaldoli, Badia Prataglia e Campigna... » (12). La foresta degradante tra valli e vallette dal lato romagnolo, declina dolcemente dalla parte del Casentino fin

quasi a sfiorare l'alta valle dell'Arno. Un tempo proprietà dei Conti Guidi e a questi confiscata nel 1380 a opera della Repubblica Fiorentina, il 10 ottobre 1442 fu assegnata all'Opera di S. Maria del Fiore di Firenze che ne affidò l'amministrazione ai Consoli dell'Arte della Lana, e tale rimase fino al 1818 (12).

Il suo mantenimento fu curato per ben 4 secoli e mezzo dall'Opera stessa che fissò severe sanzioni contro qualsiasi trasgressione ai patti: tagli, pascoli abusivi e, nel 1559, si includeva perfino la pena di morte per coloro che effettuassero tagli entro un certo limite. Durante tutti questi lunghi anni la foresta prosperò o, a un sommario controllo, parve che prosperasse. Ai primi del 1800 chiari segni di decadimento e di devastazione si mostrarono invece evidenti e nonostante il contrastato parere dei canonici dell'Opera del Duomo, contrari alla cessione, e varie incertezze, la gestione passò agli Eremiti Camaldolesi i quali, per contratto (rogito Notaro Dott. Giorgio Viscontini del 28 aprile 1818), ne dovevano usufruire per 100 anni (12).

Se è vero che i monaci godevano fama di esperti selvicoltori tuttavia la nuova gestione non portò i frutti sperati — forse anche, in parte, per i grandiosi progressi raggiunti con i nuovi mezzi di locomozione che facilitavano l'importazione straniera e anche per l'incremento del lavoro artigianale che aveva ormai raggiunto un notevole sviluppo. Il Governo Granducale — già nel 1832 Leopoldo II aveva intimato ai monaci di cessare i tagli —, dopo l'ispezione del 1837 compiuta da una commissione di inchiesta formata dal Soprintendente delle Regie Possessioni (Amministratore dei beni della Corona Granducale), e dagli Ispettori Antonio Seeland e Carl Simon (10), nel 1840 dichiarò risoluto il contratto di affitto con i monaci, adducendo il pretesto e forse la verità che durante gli anni di affittanza erano stati tagliati 56.630 abeti invece dei 13.200 fissati per contratto (12).

Nel passare quindi definitivamente alle Reali possessioni « il sapientissimo Sovrano, chiamò dalla Boemia l'abile ispettore Carlo Siemoni, uomo di costante ed operoso volere » per assumerne il riordinamento (1). « Quest'opera resterà *memorabile*, poiché demarca la linea tra la decadenza, ed il risorgimento di questo vasto possesso. La prima amministrazione andava per cupidità *ignorantemente* annientando le boscaglie; la seconda nel ritrarne *abilmente* tutto l'annuo possibile prodotto... » (2).

L'ingegnere forestale Karl Simon, o Carl Simon come si legge in altri scritti — in alcuni documenti il nome è scritto Siemon —, nome



che poi si cambierà il Carl Simoni o Simonji, quindi in Carlo Siemoni, era nato a Sandau in Boemia il 24 agosto del 1805 (nel 1800 secondo altri documenti) e venne chiamato Karl secondo il nome del padre o padrino (10 e 17) e prima di assumere il nuovo incarico in Toscana, era stato Ispettore delle foreste Granducali nella Signoria di Politz. Al suo arrivo in Italia prese dimora nella Villa della Badia di S. Maria a Poppiena in Pratovecchio (Arezzo), attigua agli Uffici dell'Amministrazione che era proprietà granducale e dove tuttora ci sono gli Uffici dell'Amministrazione Forestale.

Egli si trovò subito in grandissime difficoltà, sia per la lingua, sia per il carattere degli italiani così differente dal suo, rigido e austero, ma soprattutto per lo stato disastroso in cui era ridotta la foresta, devastazione che, anche a un controllo sommario, richiedeva molti anni di lavoro e moltissimo denaro per riportarla all'auspicato splendore. Il suo temperamento autorevole e fortemente volitivo, lo guidò nel sormontare i gravi ostacoli nella difficile opera di riordnamento e rimboschimento della foresta della quale per unanime consenso di scritti e documentazioni, ne fu l'animatore e lo fu non solo per questo angolo montano di così suggestiva bellezza, opera questa che « resterà certo come insuperabile modello nelle cronache forestali toscane » (9), ma dando un nuovo impulso di vita a buona parte dell'alta valle dell'Arno. Infatti « egli non si accontentò dei grandi lavori che la avveduta gestione consentita dai proprietari gli permetteva di svolgere nell'ambito delle foreste. Si dedicò anche ad una fortunata opera di risollevarmento dell'economia locale promuovendo, oltre all'industrializzazione dell'azienda da lui diretta, il sorgere di altre industrie fra le quali un lanificio a Stia e una vetreria alla Lama. Tra le tante iniziative prese a tal fine rientra certamente quella di cui il fascicolo resta a darci testimonianza. (Vedi « Schema di Statuto per la costituzione di una Società Anonima » pel rimboschimento dei monti casentinesi) » (9). Quest'ultima impresa non ebbe fortuna e non fu nemmeno iniziata, nonostante che l'Accademia Casentinese ne scorresse la grande utilità ed eleggesse una Commissione tra i suoi Soci per compilare lo Statuto e per porne le basi. Nel 1858 (20 aprile) la moglie Therese Walter, compra una cartiera a Papiano peraltro in uno stato affatto inservibile, che egli riporta a una produzione attiva, facendovi pervenire l'acqua, nuovi macchinari, ecc. (dalle carte di famiglia), e per conto dell'Amministrazione cura l'installazione di una segheria nella foresta, alla Lama: « Lo stabilimento della sega ad ac-

qua imponente e soddisfacentissimo sotto il rapporto del suo meccanismo... » (12).

Appena preso possesso del suo ufficio, il Siemoni si interessa subito alla riedificazione della sede dell'Amministrazione Forestale della Badia di Pratovecchio, apportandovi una nuova dignità e quelle razionali comodità richieste dal tempo. Precursore di uno spirito di modernissima socialità e un democratico senso di responsabilità nella comprensione dei bisogni dei lavoratori che prestavano la loro opera nell'Amministrazione Granducale, egli creò subito case e ricoveri per il personale, magazzini per i prodotti e, per alleviare la fatica del lavoro e l'arduo problema della viabilità di esbosco, creò una vasta rete di strade che presto si dimostrarono di una grande utilità nel facilitare il trasporto del legname: « I 30 km di strade costruiti dal Siemoni... » (12).

Per comodità dei fedeli, in Campigna riedificò la chiesa; organizzò perfino una piccola osteria perché i lavoratori potessero andare a rifugiarsi nelle ore libere dal lavoro di manutenzione ed esbosco della foresta, e una macelleria dove essi potessero trovare carne fresca durante la loro permanenza nella foresta. Egli prese pure grandiosi provvedimenti per imbrigliare il burrascoso fiume Arno, facendo costruire solidi ripari contro le piene, lungo il percorso nella valle e al piccolo porto di Pratovecchio dove arrivavano, via acqua, i tagli dei tronchi della foresta.

Dalla sua Boemia e dal Tirolo fece venire cavalli, carri, selle e finimenti specialmente adatti per la montagna e dalla Svizzera importò vacche da latte per la Burraria Granducale (da cui il nome del luogo) (10). « Introdusse nel branco delle pecore nostrali lasciate nel 1819 dai Padri Camaldolesi, alcuni montoni del gregge merino Spagnuolo-Sassone, fatto venire come dicemmo, di Boemia da S.A.I. e R. il Granduca. Il Siemoni ottenne successivamente altri montoni ed alcune pecore dello stesso gregge, e da questi merini provengono quelli che ora possiede. Il gregge merino dei reali possessi del Casentino ascende a circa 1.500 capi. Da questo gregge merino meticcio il Siemoni ha fatto una varietà di meticce tutte nere che conserva con molta cura: questo gregge è ora numeroso di 450 capi, e la lana di queste pecore naturalmente scura è molto ricercata dai fabbricanti di panni del Casentino, per farne dei panni di color naturale molto pregiati » (4) Cervi e daini vennero dalle foreste boeme a popolare la macchia casentinese.

Tra le carte conservate nell'attuale Amministrazione Forestale di Pratovecchio si trova ancora una mappa geometrica del 1874, in otto fogli di carta montati su tela, sorretti da un bastone ornato da borchie di metallo; ogni foglio porta i nomi dei proprietari di quel tempo: Arciduchi d'Asburgo Lorena, Ferdinando, Carlo, Luigi, Giovanni Nepumoceno. La carta porta l'annotazione « copie autentiche delle piante originali del Siemoni, nel 1837 », e si riferisce al territorio detto « Foresta dell'Opera di S. Maria del Fiore di Firenze » (11). Questa data, cioè il passaggio di proprietà della macchia casentinese dall'Opera del Duomo di Firenze alle Reali possessioni dei Lorena (1840), può essere considerata il traguardo tra una forma di gestione tecnicamente primitiva a una forma di sfruttamento della foresta, modernamente aggiornata (11).

A questo proposito può essere interessante riportare quello che il figlio di Giuseppe Pasolini, ci narra circa una visita compiuta dal proprio padre alla foresta casentinese: « Nel settembre del 1856 invitato dal Gonfaloniere di Firenze a seguirlo in certa gita che doveva fare all'Elvernia per esercitare non so più quale diritto del suo Comune, era andato a Camaldoli, e di là sulla Falterona e nelle foreste d'abeti del Granduca dirette dal Siemoni peritissimo selvicoltore tedesco.

« Amante dei boschi, volle mio padre percorrerne gran parte, e narrava di avere veduto alcuni abeti a cui si attribuivano oltre otto secoli di vita, ed i ceppi di quelli che erano stati abbattuti per la costruzione della basilica di S. Paolo a Roma. Ed a conferma di quanto era suo costume di ripetere, cioè che la coltura della mente dell'uomo è fondamento necessario a qualunque altra, riferiva come il Siemoni gli dicesse, che i frati di Camaldoli, gelosi dell'antica fama di ottimi coltivatori di abeti, avevano dapprima sdegnato di imparare da lui le nuove regole dell'arte, ma che poi vedendo le sue foreste tanto rigogliose, invece di venire a lui per consiglio, si erano valse di certi suoi operatori sperando così di carpirgli il segreto; ma quelli non avevano capito i principi scientifici della sua nuova teoria, ed i boschi dei frati erano rimasti sempre meno vegeti al confronto dei suoi » (7).

Inoltre « Successi straordinari aveva ottenuto il Siemoni nella *montagna appenninica*. Nella Parte più elevata del Casentino, là dove veniva fatta qualche sementa di segale, grano marzulo, orzo, e il resto era pascolo e castagneto, il Siemoni aveva dissodati terreni coperti di roghi e felci e li aveva trasformati in prati naturali e artificiali, seminandovi trifoglio e bolognino » (19).

Si dedicò con passione anche all'agricoltura e ne fanno fede le tante lettere da lui scritte quale Socio corrispondente, al Giornale Agrario Toscano, sull'andamento stagionale e delle varie semine. A lui fu affidata l'amministrazione dei possedimenti privati granducali nell'Appennino Casentino e riportiamo il rapporto che l'ingegnere Pietro Rossini, appositamente incaricato dal Presidente dei Georgofili nell'anno 1854, ne fa dopo aver compiuto una visita nei possedimenti da lui amministrati: « Il Sig. Siemoni, allorché assunse l'amministrazione di questi beni situati sulla più elevata parte degli Appennini, vi trovò in uso i sistemi agrari che tuttora continuano in molta parte di quella provincia... Egli conobbe che questo sistema di agricoltura era erroneo e poco produttivo, e che il difetto principale stava nella scarsità, anzi nell'assoluta mancanza dei foraggi per il mantenimento dei bestiami durante l'inverno... Il Siemoni saviamente attese a migliorare questo sistema, introducendo la cultura di piante adatte alle condizioni locali ». La visita fu compiuta ai primi di aprile, poiché: « A buon diritto il Siemoni desiderava che l'utilità dei sistemi fosse verificata sul finire dell'inverno ».

« Oltre a siffatti miglioramenti agrari il Siemoni ha pure estesa con molto accorgimento la cultura delle piante arboree da frutto adattate a quelle condizioni, voglio dire il castagno... Ora il Siemoni da vari anni ordinò che coloro i quali volevano lavorare nella R. Amministrazione delle foreste dovevano esibire annualmente un attestato del Parroco di aver convenientemente piantato nei loro pezzi di terra dieci castagni; e quanto ai caporali di ogni compagnia si estese il numero a cinquanta.

« E noi che altra volta riconoscemmo solennemente quali benefici abbia arrecato il Siemoni alla Toscana col rivestire di piante boscherecce le vette degli Appennini, dobbiamo esser lieti di rendere anche a questo egregio agricoltore un pubblico attestato di meritata lode per aver con tanta efficacia cooperato al miglioramento e perfezionamento dell'agricoltura degli alti monti della Toscana, in prima quasi del tutto negletta ed abbandonata » (3).

« Tutti questi *notabili* miglioramenti sono dovuti alla perizia forestale, alle infaticabili cure, ed all'avveduta amministrazione del Sig. Siemoni ispettore di questa R. Foresta, ed a cui sono per ciò dovuti ben meritati encomj. Nella sua quinquennale gestione ha potuto giungere a seminare od a ripiantare circa *un terzo* della sua superficie di questa macchia. Resta *un altro terzo* a sottoporsi ad una simile con-



FUORI DA
DELL'OPERA S. M. DEL FIORE. FIRENZE
OGGI
D'ASBURGO LORENA ARCIDUCHI
FERDINANDO CARLO LUDVIG E GIOVANNI NEPUCCINO

CONVITTO DI PIAZZA DELLA
S. M. DEL FIORE
Tav. I. Firenze. S. M. DEL FIORE



« De Origine Ordinis Camaldvlensis »
Cum APOLOGIA in Auētozem Historiae Romualdinae,
Augustini Fortunij à Fesulis Monachi Angelorum Florentiae
FLORENTIAE, ex typographia Sermartelliana 1592

servatrice operazione, mentre l'ultima terza parte è la sola ancora vestita di piante antiche » (2). Quando l'opera del Siemoni cominciò a mostrare i primi chiari segni del miglioramento con la riorganizzazione delle abetine, le ricordate nuove strade, la formazione di un corpo di guardie forestali specialmente addestrate ed efficienti, nel 1857, il Granduca volle trasferire la proprietà di Stato a proprietà privata; l'amministrazione rimase a Carlo Siemoni coadiuvato dai figli Giovan Carlo (*) e Odoardo il quale però morì prestissimo di perniciosissima tetanica, contratta sul lavoro ispezionando le tenute granducali nella Maremma Toscana (6). La proprietà rimase dei Lorena fino al 1900, anno in cui fu acquistata dal Cav. Ubaldo Tonietti, industriale, che ne fece una riserva di caccia. Nel 1906 passò alla Società Anonima per le Industrie Forestali di Roma che ben presto però portò la foresta a una nuova devastazione e svalutazione per inconsiderati e numerosi tagli che dovevano servire alla fornitura di traverse per le linee ferroviarie allora sempre in aumento. Gli abitanti locali si appellarono al Ministero Agricoltura e Foreste e, dopo molte trattative, l'area boschiva, il 2 marzo 1914, passò definitivamente proprietà statale per il prezzo di lire 2.250.000.

Molti appunti sono stati fatti al Siemoni circa la sua gestione amministrativa e vogliamo citare specialmente due lettere del già nominato Cav. Municchi, al Granduca: una del 31 agosto 1851: « Se non avessimo altro sarebbe abbastanza per occuparci la corrispondenza di Pratovecchio, con la giunta di finire per perderci la quiete e la testa ». L'altra del 2 agosto 1855: « Quando dopo aver somministrato all'Amministrazione Forestale di Pratovecchio negli ultimi 14 mesi più di L. 203 mila per pagare i suoi debiti e mettersi in pari con gli incorsi bilanci, senza pensare al tanto più antecedentemente somministrategli io mi aspettava che giunto fosse il tempo di vedere arrivare alla nostra cassa un qualche versamento di cui rimase vergine da che l'Amministrazione fu istituita, dovè recarmi sorpresa e dolore l'apprendere che venivano fatte richieste di altre sovvenzioni » (12).

Al che rispose il Siemoni: « Ma esiste 'un rapporto' che ben giustificata tale situazione, ... quel che fosse la foresta del Casentino e Romagna avanti il 1 Novembre 1838 ed in quale stato sia ridotta.

(*) Il Comm. Giovanni Carlo Siemoni, per pochi anni Vice Ispettore della Foresta Granducale, si trasferì poi a Roma dove raggiunse la carica di Direttore Generale del Ministero dell'Agricoltura. Autore di vari scritti, il suo « Manuale teorico-pratico d'Arte Forestale » (Andrea Bettini Ed., 1864) fu assai favorevolmente accolto.

mercé le ragionate cure e assistenze e mediante i lavori di nuove strade ». Il Siemoni finisce con le sue giustificazioni facendo notare che il valore di detta foresta al tempo del passaggio dal Monastero di Camaldoli allo Stato poteva ascendere al valore fondiario di 4.600.680 lire, mentre al momento attuale (1855) non poteva valutarsi meno di 18.594.000 lire (12).

Altra lagnanza circa la sua amministrazione l'abbiamo da parte del Ministro Baldasseroni, che nel 1848 dichiara: « La forma di Governo in cui stiamo entrando non può escludere (qualunque sia la fiducia personale che io ripongo nel Siemoni) di seguire in un modo di amministrazione affatto anormale ed unicamente di aggravio per le finanze dello Stato. Si dovrà spendere in lavori utili (1) e qualcosa dovrà sopravvanzare per la pubblica finanza ». Furono fatte numerose inchieste che finirono per provare la perfetta buona fede del Siemoni, il quale nel 1876, vecchio e malato si ritira definitivamente con la pensione della Casa di Lorena (10).

Non possiamo tralasciare di far notare le date delle ossequiose lodi del Cav. Municchi prodigate nel 1845 e le insinuazioni del medesimo redatte nel 1851 e 1855, quando nuove tendenze serpeggiavano in Toscana e, ovviamente, si cominciava a non vedere di buon occhio i vecchi impiegati rimasti invece attaccatissimi al governo Granducale. In quanto al Baldasseroni, a sua discolpa, oltre la data della sua lagnanza (1848), possiamo rilevare come in seguito, più illuminati ministri hanno dato grandissima importanza ai rimboschimenti oculati, sia per l'apporto di vene d'acqua nelle valli, sia per l'allontanamento di temporali distruttivi a mezzo delle foreste, sia per la bellezza del paesaggio, sempre fonte di guadagno. Egli non vedeva arrivare alle casse dello Stato il piccolo introito giustificativo, come era stato fatto durante le altre passate amministrazioni, e non guardava più lontano, cioè ai futuri vantaggi di una foresta prosperosa.

Tutto questo però non aveva impedito di ricorrere all'Ispettore Siemoni, dato il rispetto e attaccamento che raccoglieva intorno a sé da parte dei suoi lavoranti, per chiedergli il suo aiuto durante l'operazione di rimozione dello stemma lorenese nel 1849. Lo si consigliò di farlo di notte per non urtare eventuali dissidenti sempre attaccati alla Casa dei Lorena, al che egli, figlio adottivo di una patria che in fondo gli aveva procurato molte difficoltà, fieramente si rifiutò di ricorrere al buio della notte per compiere un doveroso atto di cittadino, scrivendo nel suo italiano ancora stentato in una brutta copia da

noi conservata tra le carte di famiglia: « Ispezione Forestale di Prato-vecchio, lì 27 febbrajo 1849... Interrogato dai sopranominati Sig. i riguardo alla mia Disposizione risposi che nei passati 30 anni di mio Servizio avea imparato ad ubbidire agli Ordini Superiori, ed solo facea osservazione come per diversi Riguardi conservatomi ed per impedire Tumulti e Disordini non ci conveniva in nissuna Maniera di levare lo Stemma di notte Tempo, ma più tosto il chiaro Giorno in presenza di tutti nostri Lavoranti ecc. dopo che saranno stati informati degli Ordini Superiori, ed dopo che gli avra potuto far parolla di contenersi pacifico ed contento tanto nel Momento della sopra accennata Operazione ed nel futuro generalmente, e proposi quindi la Mattina del 28 alle Ore 9 antimeridiane di riunire tutta la gente di questa Amministrazione dipendenti, ed di seguire in quanto sopra... ».

Copia della seguente esortazione, datata lì 16 marzo 1949, è della Prefettura di Arezzo e firmata Viviani: « Cittadino Ispettore / Sono giunti a mia notizia alcuni fatti che mi pongono in qualche apprensione pel mantenimento dell'ordine pubblico in codesto luogo. / Si teme che vogliano tentarsi segnatamente nella prossima Domenica, dei moti reazionari atterrando l'Albero costi innalzato qual segno di libertà, e si teme inoltre che possano essere fatti insulti ad alcuni Cittadini che vengono designati come più attaccati all'attuale ordinamento pubblico. / Questa Prefettura conosce, Cittadino Siemoni, i vostri leali e nobili sentimenti, e conosce altresì la molta influenza che la vostra posizione di Impiego e le ottime vostre qualità vi hanno meritatamente procurato presso codeste popolazioni. / Conto quindi con sicurezza che voi concorrerete in ogni più efficace modo ecc. ». Lo si prega quindi di cercare di sedare gli animi e di adoprarsi con la sua autorità per evitare ogni tumulto e rappresaglia. È del 1862 una sua lettera al Granduca dove dice di sentirsi vecchio e malato e presenta un resocanto delle piantate da lui effettuate (5 milioni di piante per un valore di 9 milioni) (10). Come abbiamo visto egli tuttavia rimane in carica ancora per vari anni; morì alla Badia di Pratovecchio il 15 marzo 1878.

Abbiamo presentato il selvicoltore Karl Simon, ma prima di chiudere vogliamo presentarlo pure come padre preoccupato dell'avvenire dei figli quale si rivela nei consigli impartiti al figlio Giovan Carlo, in una lettera del 22 luglio 1852 incitandolo a perseverare sempre nella via del dovere: « Con sommo piacere abbiamo veduto io, la Mamma... i tuoi buoni portamenti di studi, e la distinzione ottenuta, e

sono persuaso che questo buon effetto dei tuoi sforzi ti incoraggerà sempre maggiormente a perseverare la via onorevole onde divenire un'utile oggetto per la Società, e procurare nello stesso tempo piaceri di soddisfazione ai tuoi Genitori ed amici »; e in un'altra del 30 giugno 1856: « ... procura di non perdere occasione d'imparare quanto tu puoi, e rammentati che fra poche settimane tu dovrai lasciare Firenze, ed entrare in pratica ».

Nel 1849 Leopoldo II, così ricorda il Siemoni nel suo diario: 28 ott. Pratovecchio bella festa amorosa. L'antica Toscana si riconosceva... La famiglia Siemoni veniente, le bambine col mazzo (di fiori)... Gioia semplice e vera. Era la mia Toscana, ci si riconosceva a vicenda. (Presenti) tutti i Gonfalonieri, i notabili. Il Casentin tutto rappresentato. Io apposta venuto per star con loro. Toscana mia avevano ammaliata... Influenza di Simeoni, l'uomo... » (18).

Ovviamente i miei ricordi personali non possono raggiungere un'epoca tanto lontana e anche quelli di mio padre, l'avv. Osvaldo Siemoni, si perdevano molto confusi nel tempo, ma desidero solo riportare un episodio occorsomi pochi anni dopo la seconda guerra mondiale e che può darci un'idea del profondo rispetto e amore che molta gente casentinese ancora in quel tempo, dopo tante vicende, serbava per Carl Simoni: una sera, sostando in una stanzioncina lungo la ferrovia Arezzo-Stia, tra le distruzioni belliche, un vecchissimo boscaiuolo attaccò discorso con noi e sentendo che io ero una Siemoni disse di aver lavorato con « i' Simoni » e ci parlò del suo profondo attaccamento a lui.

Oggi la « sua foresta », dopo le ultime distruzioni della guerra, langue di nuovo, ma vogliamo augurarci che con l'assiduo e solerte impegno dei moderni dirigenti, tornerà ancora a quella ricchezza di pregio e di bellezza ai quali l'aveva portata Karl Simon.

MARIA CARMELA SIEMONI

BIBLIOGRAFIA

- (1) PIETRO MUNICCHI, *Cenni sulla necessità della conservazione dei Boschi, sull'opportunità di coltivarne dei nuovi, e sui mezzi per giungere a questo duplice scopo*, Letture Accademiche, Adunanza ordinaria dei Georgofili, del dì 6 luglio 1845, « Giornale Agrario Toscano », Tomo XIX, Disp. 4^a, pp. 100-116, 1845.
- (2) L. SERRISTORI, *Regia Foresta Casentinese e Romagnola*, 29 luglio 1845, « Giornale Agrario Toscano », Tomo XIX, Disp. 4^a, pp. 377-380, 1845.

- (3) PIETRO ROSSINI, *Rapporto dell'ingegnere P. Rossini deputato a verificare i miglioramenti agrari introdotti dal sig. ispettore Carlo Siemoni nell'Agricoltura dell'Appennino Casentino*, letto nell'adunanza del dì 7 maggio 1854, «Atti della R. Accademia Economica-Agraria dei Georgofili di Firenze», Nuova Serie, Vol. I, Disp. 5^a, pp. 430-438, 1854.
- (4) ANTONIO SALVAGNOLI-MARCHETTI, *Notizie intorno alle pecore merine in Toscana*, «Giornale Agrario Toscano», Nuova Serie, n. 15, terza dispensa del 1857, Tomo IV, pp. 304-323, 1857.
- (5) *Aperçu sur la Forêt I. & R. du Casentino (Toscane) et sur son Exploitation*, Florence, 1878, pp. 1-21.
- (6) POMPEO LURINI, *Relazione storica sopra un caso interessantissimo di pernicioso tetanico che condusse a morte il sig. O. S. di Pratovecchio*, «Monitore Medico», Serie IV, Vol. XXI, pp. 1-25, 1884.
- (7) *Giuseppe Pasolini, 1815-1878 (Memorie raccolte da suo figlio)*, 3^a ed., Torino, Firenze, Roma, Napoli, F.lli Bocca, Librai di S.M. il Re d'Italia, p. 475, 1887.
- (8) C. BENI, *La foresta casentinese*, «Bollettino della Sezione Fiorentina della C.A.I.», Anno V, n. 3, maggio 1914, pp. 1-7.
- (9) FABIO CLAUSER, *Una società anonima per il rimboscimento dei monti del Casentino*, «Monti e Boschi», n. 6, giugno 1959, pp. 265-270.
- (10) GIAN PIERO NATI POLTRI, *Carlo Siemoni e la Foresta Casentinese*, Conferenza tenuta al Rotary Club di Arezzo il 25 gennaio 1961.
- (11) FABIO CLAUSER, *Vie e mezzi di esbosco nelle foreste casentinesi*, «Monti e Boschi», n. 6, giugno 1962 (estratto con pagg. non numerate).
- (12) FABIO CLAUSER, *Storia della macchia dell'Opera di S.M. del Fiore di Firenze*, «Arti e Mercature», Anno II (Nuova Serie), n. 2, febbraio 1965 (estratto, pp. 1-9).
- (13) GIORGIO BATINI, *Museo dell'Appennino. Italia da esplorare: Un'isola della fauna*, «La Nazione», 12 ottobre 1968.
- (14) LUCIO SUSMEL, *Un parco naturale in Romagna. Campigna come Yellowstone*, «Corriere della Sera», 1^o dicembre 1971.
- (15) M. C. SIEMONI, *Appendice all'articolo di Lucio Susmel: Campigna come Yellowstone. Un parco naturale in Romagna* (non pubblicato).
- (16) M. C. SIEMONI, *La foresta tosco-romagnola sotto il dominio degli Arburgo Lorena*, «La Strada», maggio-giugno 1973.
- (17) MANLIO CANCOGNI, *Niente petrolio? Assalto alle foreste. Rapporto sul patrimonio boschivo: il legno e la crisi energetica*, «Corriere della Sera», 8 gennaio 1974.
- (18) GIORGIO CUCENTRENTOLI, *Gli ultimi Granduchi di Toscana*, Ed. «La Perseveranza», Bologna, 1975, p. 549.
- (19) ILDEBRANDO IMBERCIADORI, *Economia toscana nel primo ottocento*, pp. 94-95.
- (20) G. REPETTI, *Dizionario storico, geografico, fisico della Toscana*, v. voce. *Pratovecchio*.

Interessante anche la pagina del Repetti che chiaramente allude all'opera forestale del Siemoni (20 n.d.d.): «Fra le nuove strade aperte in cotesto Appennino per il traino degli abeti, e che entrano nel territorio di Pratovecchio, due sono le principali, cioè, quella che dall'abetina di Campigna, rimontando la valle del *Bidente di Ridraccoli*, passa il giogo dell'Appennino al *Sodo de' Conti*, luogo dove entra a confine con questa di Pratovecchio la Comunità di Premilcore, nel di cui territorio

d'allora in poi attraversano le *vie de' legni*, che una diretta per *Gaviserri* e l'altra per *Casalino* finché entrambe si riuniscono al *Fiumicello*. Un'altra strada nuova parte dalle *Lume* sul rovescio pure dell'Appennino di Bagno, sale al giogo *Secchieto* dove fanno capo diverse altre diramazioni provenienti dall'Appennino di Premilcore per scendere nel Casentino lungo la costa dello sprone che divide le acque del torr. *Staggia* da quelle del *Fiumicello*, e la Comunità di Stia dal territorio di Pratovecchio. Entrambe le quali strade riunite si dirigono sulla ripa sinistra dell'Arno sotto Pratovecchio, al piazzale del porto di Poppiana.

Se gli abitanti di Pratovecchio e del suo distretto trovarono nei secoli trapassati maniera di campare la vita coi lavori che somministravano loro i vasti possedimenti delle *monache vecchie* di Pratovecchio, *degli Eremiti di Camaldoli*, e della *Macchia dell'Opera*, dacché quest'ultima è stata riunita alle RR. Possessioni il porto della Badia è diventato un emporio forestale, poichè costà fanno capo e si depositano le travi, le abetelle, i correnti e le tavole segate dentro la macchia stessa, trainando cotesto legname 200 e più paja di bovi; costà dove trovano lavoro per circa otto mesi dell'anno da un centinaio e più di segatori e guastatori. Quindi una parte di quelle travi dal porto della Badia è trasportata a Firenze e a Livorno, o per la via di terra, da cento carri tirati da 4 in 500 muli, o per la via dell'Arno, mediante foderi, senza dire dei molti lavoranti raccolti da tutto il Casentino e dalle Comunità transappennine di Bagno e di Premilcore, sia per atterrare le macchie de' faggi e ridurle in carbone o in legname, ossia per fare le chiuse opportune alle nuove sementi di abeti nostrali, di Moscovia e di Larici, due qualità di piante finora non applicate in grande nelle foreste della Toscana, e che quell'Ispettore ha seminato o piantato con previdenza economica, sostituendo l'utile abeto alle macchie de' faggi. Finalmente molta gente trova occasione di lavoro nella costruzione delle strade per trainare il legname dell'estesissima macchia *dell'Opera*. La qual macchia occupa 18000 quadrati agrarij, (circa miglia 23½) di superficie nella sinistra costa dell'Appennino: talché senza timore di errare si può concludere, che per cura dell'attuale amministrazione delle RR. Possessioni, in meno di mezzo secolo i nostri nipoti potranno vedere quella parte di Appennino rivestita della sua più naturale e più fruttuosa foresta, donde intanto ritraggono mezzi sicuri di vivere circa 300 capi di famiglia, la maggior parte del distretto di Pratovecchio; in guisa che da pochi anni cotest'azienda ha fatto cambiar faccia al paese, il quale languido e tristo mostravasi innanzi il 1838 ».

I singolari problemi della società chiantigiana nel primo Ottocento *

Questa « lettura », stralciata da più ampio lavoro, non dovrà essere lunga, e questo è il suo pregio, ma avrà anche diversi difetti.

Non parlerà dell'attuale potenza economica del Chianti, in vino e olio, che, per merito di italiani e di stranieri, sembra veleggiare molto bene. Sarà lettura che mira, soprattutto, ad un compiacimento logico-sentimentale come quello di una persona vegeta, robusta, bella che, prendendo in mano una sua vecchia fotografia, stenti a riconoscersi e dica, sorpreso e contento: — Come ero patito e brutto, da ragazzetto! L'occhio, però, è vivo e sembra guardare lontano... —.

Sarà, poi, lettura prevalentemente informativa, con molto rispetto per la lingua del tempo, non tradotta in linguaggio di specifico rilievo critico, economico ed agronomico, che, d'altra parte, sarà facile dedurre da chi ascolta e confronta con l'oggi, perché conosce il Chianti meglio di me: che, poi, sarebbe il Chianti attuale, di ossatura e possibilità, forse, come non mai gagliarda.

Io sarò pago di poter rendere plausibili, se possibile, due rilievi di sintesi: uno, di carattere storico-storiografico; un altro, di umana essenzialità.

La lettura nacque, come desiderio, dopo la preoccupatissima diagnosi, « depressiva », studiata da un gruppo di studiosi, come Renzo Giuliani, Nino Breviglieri, Marino Gasparini, Ugo Sorbi, in un *Convegno sul Chianti* promosso dalla nostra Accademia nel 1957, e contro cui io, interessato soltanto al divenire storico, mi consolai proprio pensando al Chianti del primo Ottocento quale è presentato dalla *documentazione* del Georgofilo avv. Michelangelo Bonarroti, esposta in sede accademica il 23 agosto 1829, e dai resoconti sulle

(*) Accademia dei Georgofili, Firenze, 22 febbraio 1975.

cosiddette *Riunioni di Greve*, scritti, per i medesimi anni, dal *Giornale Agrario Toscano*.

Lettura, dunque, prevalentemente informativa ma secondo una descrizione documentata, inedita o poco conosciuta, che senza paroloni metodologici, sull'uomo che deve essere fatto rivivere nel suo « habitat » ecologico, schizza uno schema completo di storiografia sociale: territorio e popolazione, comunicazioni, agricoltura, manifattura e commercio, sanità e assistenza pubblica, istruzione e problematica diversa: per l'avvenire.

* * *

Il territorio chiantigiano, compreso dal Bonarroto in un rettangolo di circa 27 chilometri da tramontana a mezzogiorno e di 18 chilometri da levante a ponente, era, allora, abitato da circa 15.000 persone.

Le strade, praticabili dai barrocci a due ruote, erano la « Maremmana », che congiungeva Siena a Firenze, via san Casciano dove imboccava nella grande strada di Roma; quella che da Radda, per Castellina, scendeva a Siena e, per Greve, scendeva a Firenze, e, infine, una terza che da Radda, per Badia di Coltibuono, conduceva nella valle dell'Arno.

Erano, queste, tre strade principali ma tutte e tre avevano dei tratti talmente ripidi che i barrocci carichi non potevano salire senza l'aggiunta di altre bestie da tiro, dette « trapeli »; e due delle tre strade principali erano tracciate verso le valli dell'Arno e dell'Elsa, ai fianchi della regione chiantigiana; sì che l'interno del paese rimaneva senza strade percorribili dal carico dei barrocci. Tutte le strade interne, mantenute dalle Comunità, al massimo erano carreggiabili con i bovi. Sulla « Pesa », poi, corso principale d'acqua del Chianti, non esisteva che un sol ponte, di legno, che fosse praticabile con le ruote e con le bestie da soma: sì che, d'inverno, tutta la parte inferiore del Chianti rimaneva spesso tagliata fuori dalla comunicazione con Greve, sede del principale mercato.

* * *

Nella parte montuosa del Chianti, ed era la maggiore, il grano poteva dare la « resa » del seme con 3-4 volte di più. Nelle piccole valli poteva anche dare il 6 per uno. E pareva buon prodotto. Se non che o quando il terreno fosse sfruttato abbastanza o quando

fosse eroso dalle acque, il contadino lo abbandonava per seminare altrove: quasi in « semina ambulante ».

La terra si lavorava profondamente con l'« ubbidiente » (arnese di ferro a due corna, lunghe mezzo « braccio » = 29 centimetri) o, superficialmente, tra i molti sassi, con aratro primitivo tirato da bovi che erano, per lo più, « in uno stato deplorabile per la troppa fatica ».

I concimi erano pochi e mal fatti, riservati quasi tutti alle viti.

Poco si usava, in maggio, ripulire dalle erbe « cattive » i grani alti o sol quel tanto che servisse a rimediare erbe per il governo delle bestie affamate. Vecchia selvatica e loglio erano, spesso, più fitti del grano: per campi interi. Secondo il parere del Bonarroti, questa incuria nella coltivazione del grano poteva derivare anche dal fatto che i contadini erano avvezzi a mangiar tutto: vecchia, orzo, loglio. Il poco grano lo davano o al fabbro o al medico. Per loro la cosa importante era che si moltiplicassero le staia di un qualsiasi legume o cereale.

Pochi, i buoni prati fioriti di lupinella, e minore ancora, il fieno di lupinella perché ai contadini, per necessità, faceva più gola l'erba, oggi, che il fieno, domani. D'altra pare, il contadino tendeva a seminare sempre il lino, pur mal visto dal proprietario per scarsa produzione e basso prezzo, perché egli poteva mischiarlo con tessuti di lana o poteva farne biancheria.

Pochi anni prima, quando i Fiorentini avevano lanciata la moda dei cappelli di paglia, anche nel Chianti se n'era raccolta molta, di paglia, come in quasi tutta la Toscana, ma la coltivazione e l'industria erano durate proprio quanto il fuoco di paglia sia perché la paglia del Chianti era risultata scadente, grossolana sia perché le commissioni dall'estero erano venute meno velocemente.

Ottima, per secolare esperienza, la coltivazione della vite sul palo.

Non tutti i poderi avevano il corredo degli ulivi. Ad ogni modo, scarsissima, la concimazione; e sbagliata e trasandata, la potatura: sì che il « vecchiume » di legno saliva fino alle vette, e le olive erano poche e piccolissime. Per di più, in generale, si faceva male l'olio perché le olive si lasciavano surriscaldare, spesso ammontinate o stese « per molto tempo, nelle stanze della casa, sopra le stalle », nell'intenzione che la resa liquida fosse maggiore.

Invece, una quantità « prodigiosa » di frutta, stataiole o vernine, produceva il Chianti; ma non c'era grande speranza di migliorarne la qualità perché pochissimi contadini conoscevano l'innesto e ai pro-

prietari non metteva conto occuparsene perché non si vendevano le frutta stataiole e quelle vernine non si esitavano prima del febbraio-marzo, quando erano mezzo marcite nelle stanze, e a prezzo irrisorio: un centesimo la libbra (come dire, 30-40 lire al chilo, oggi. (Con 8 chili di frutta si comprava 1 chilo di pane). « Nonostante, era bene averne molte, di frutta, perché nutrivano i contadini e se ne davano ai maiali, gli anni di poca ghianda ».

Deprecabile e motivo di pentimento era l'aver quasi abbandonato la coltivazione dei gelsi da che i bozzoli avevano perduto il loro prezzo. Sarebbe stato necessario conoscere metodi nuovi di allevamento e di trattamento, ma né i contadini avevano questa istruzione né le case coloniche avevano i comodi moderni e necessari. Ed era un peccato perché « i bozzoli da seta del Chianti riuscivano della migliore qualità ».

Nel solo territorio di Lamole si coltivava a campi interi il giaggiolo, che sarebbe venuto benissimo in tutti i terreni galestrosi, e, pulito e seccato, avrebbe potuto vendersi a 8 crazie la libbra, pari a 156 cts. al kg (con un kg di giaggiolo secco avrebbe potuto comprarsi circa 6 kg di pane).

Molti ed estesi vastamente, i boschi: di quercia, cipresso, cerro, ginepro, carpino e castagno, tanto a « capitozzo », per farne pali quanto a grossi fusti per castagne da frutto e legname. Ma le piante di quercia, specialmente, erano tagliate a maltrattamento, e il contadino preferiva tagliare rami e piante, per suo consumo, piuttosto che sterpare e pulire il bosco che rimaneva sempre macchioso e spinoso sì che le pecore pasturanti, che già perdevano la lana perché spesso malate in stalle anguste dove « invecchiava il concime », continuavano a perdere il vello tra le ramaglie e gli spini della boscaglia. « Il frutto di tante boscaglie che adornavano i monti chiantigiani era miserabilissimo ». Anche quella legna da ardere che in città finiva per costare almeno 52 paoli la catasta (circa, 35 lire toscane di cts. 84), nel Chianti bisognava venderla appena a 9 paoli (quasi, 1/6). Tutto dipendeva, per questo rispetto, da quelle pessime strade che mentre rendevano eccessivamente caro il trasporto, provocavano per i barrocciai, coraggiosi e poveri, sacrifici indicibili.

Un certo utile dei boschi veniva dalla produzione della ghianda (sebbene si avesse la « pasciona », la buona raccolta, soltanto ogni tre anni) quando non pochi proprietari compravano i « magroni » della Maremma per ingrassarli e rivenderli in città. Ma era un affare

rischioso per l'incertezza del prezzo di acquisto e di vendita degli animali: meglio, nonostante l'opposizione contadina che non avrebbe voluto star dietro alle cure dell'allevamento tutto l'anno, allevare scrofe che davan frutto limitato ma economico e più sicuro.

I boschi avrebbero potuto offrire buona pastura alle pecore che in piccoli branchi si tenevano in ogni podere ma, nel fatto, il loro piccolo reddito era mangiato dalla *naturale, frequente* mortalità delle bestie o era divorato dai lupi che « da pochi anni si era fatti stazionari ad accrescer le disgrazie », e, comunque, non ripagava i danni che le pecore facevano ai prati di lupinella distesi al margine dei boschi.

Alcuni proprietari avevano sostituito le pecore con le capre perché più prolifiche e più rustiche ma non era buona sostituzione, secondo il Bonarroti, perché il latte di capra valeva meno e perché il dente della capra era più divoratore di tenere piante e vermene. « Disperati i proprietari del poco utile che traevan dai boschi », si eran dati a tagliare a tutto spiano molte querci e a venderle per uso della Marina e per far castate di legna da ardere da trasportare, comunque, a Firenze...

* * *

Molti telai erano in Chianti per la tessitura di panni lini e lani al servizio dei proprietari che risiedevano in paese. Altri telai stavano nei poderi dove « fanciulle tessiere », lavorando per la famiglia, si preparavano buon titolo di dote con la loro bravura per essere prescelte in sposa « nelle più comode famiglie coloniche ».

Erano, però, telai semplici. Mancavano macchine per fare opere più complicate e tele di ogni grandezza.

I fabbri-magnani erano, talvolta, anche ingegnosi orologiai e orefici... Alcuni si erano specializzati in fabbricar bullette (da scarpe) che vendevano in abbondanza nei mercati di Poggibonsi e di Greve.

Capaci, i muratori e, con una certa attitudine artistica, i legnaioli. Naturalmente, c'era anche un certo numero di calzalai e di sarti ma quasi esclusivamente per i bisogni dei proprietari perché nelle famiglie coloniche era raro il caso che non ci fosse qualche donna capace di far rozzamente da sarta e qualche uomo capace di cucire le scarpe: « gli agricoltori chiantigiani erano anche manifatturieri ».

Tra le donne si distinguevano quelle capaci di far la trattura della seta e, chiamate a lavorare anche a Siena e a Firenze, dopo

due o tre mesi di lavoro, erano capaci di portare, ciascuna, a casa anche un « avanzo di 20 scudi = 140 lire. Per esempio, nel piccolo paese di San Donato, che poteva fornire 40 di queste maestre in trattura, entravano ogni anno 800 scudi, pari, in annata media, a 200 quintali di grano sufficiente per 50-60 famiglie (1 q.le di grano costava, in quel momento, 28 lire che approssimativamente, corrisponderebbe a 30-35.000 lire di oggi).

Un « ottimo sacerdote » aveva fatto sfamare con le patate la popolazione, nel tempo, non lontano, di altissimo prezzo dei cereali, dando esempio, consiglio, istruzione contro la diffidenza, il mal gusto e l'ignoranza: nemici, allora, della patata.

* * *

Il commercio era soltanto quello dei « pochi generi vendibili, prodotti dalla terra, pur eccellenti ».

Veramente, il grano non sarebbe bastato affatto al consumo ma pur se ne vendeva « moltissimo » a Firenze: non perché avanzasse ma perché « per lo più i contadini si nutrivano di fave, scandella, siciliano (granturco) e di poco grano che veniva dall'estero e costava meno ».

Del vino, di cui si faceva produzione oltre il bisogno del consumo, si faceva mercato a Siena, a Firenze, a Livorno.

Anche l'olio si vendeva; non perché se ne producesse molto ma perché i contadini vi sostituivano il grasso-animale, anche per far lume. E anche di carne suina si faceva considerevole commercio perché negli anni della « pasciona » se ne produceva in molta abbondanza.

Generi secondari di commercio erano: noci, caci, lane, seta, carbone, galluzze di quercia, coccola di ginepro, cenci lani e lini, per le vicine cartiere di Colle Val d'Elsa, una gran quantità di pollame, e uova e molta cacciagione. Ma su tutto il commercio gravava il peso del costo dei trasporti. Un sacco di grano venduto a Greve, che distava da Firenze 22 miglia, era pagato un quarto di meno di un sacco di grano venduto a Montevarchi che da Firenze ne distava 27: cioè, 28 lire a Greve che era mercato più vicino a Firenze e 21 a Montevarchi che era mercato più distante da Firenze.

* * *

« Tutta la pubblica istruzione si riduceva a due maestri di leggere

e scrivere », per le comunità di Radda, Greve e Castellina. Tutti gli altri paesi e villaggi ne erano privi.

Quindi, se si eccettuavano gli ecclesiastici e alcuni proprietari educati fuori del paese, era raro incontrare persona che sapesse leggere e scrivere. « A venti miglia dalla capitale evvi una popolazione immersa nella più crassa ignoranza »: popolazione, « abbindolata da da torme di zingari e ciarlatani che spogliano gli attoniti e miseri contadini ».

Eppure, nell'insieme, il carattere degli abitanti non era « inclinato a feroci delitti », assicura il Bonarroti. Essi erano « indocili » ma anche « ospitalieri e caritatevoli » in elemosine ai poveri accattoni, ai religiosi, ai beccamorti, agli sbirri... tra loro stessi i contadini sapevano « raccogliere » generosamente per fare le feste in chiesa e il conseguente banchetto, perché « i contadini erano piuttosto voraci ». « E di voracità e sbornie e canti davan prove anche durante le zappature e le potature: quando, cioè, anche venti contadini si adunavano nel medesimo podere per fare, a tempo giusto, una lavorazione di terra o una potatura di viti, e poi si davano al mangiare e al bere fuor di misura ».

* * *

C'erano moltissimi maschi e femmine con difetti corporali.

Chi era cieco da un occhio e chi zoppo; chi storpiato nelle mani e chi scarno eccessivamente; chi era « scontraffatto nel viso » e chi « sordiccio »; chi affetto da rachitide e chi, spesso, di epilessia, e ciechi « scontraffatti » dopo aver patito il vaiolo arabico...

Le altre malattie nascevano dalla trascuratezza, figlia dell'ignoranza, delle madri verso i piccoli fanciulli, e anche dall'avarizia e dalla povertà. Gli altri difetti nascevano, per lo più, da cadute fatte da ragazzi o da offese fattesi da loro stessi con ferri taglienti che l'incuria dei genitori lasciava cadere nelle mani: « e così la stupida e imprevedente ignoranza deformava nel Chianti anche la specie umana », commenta, con disinvoltura, l'avvocato Bonarroti.

Del resto, solo i Lorena avevano posto in Chianti medici condotti, o quasi; Radda, Castellina, San Donato, Greve, Gaiole avevano un medico o chirurgo (per salassare sangue e far « chiarate »), pagato dalla Comunità, con obbligo di residenza e di cura gratuita dei poveri mentre gli infermi « miserabili » e i bambini « esposti ».

dovevano essere trasportati fino a Siena o Firenze, su barroccio o su bestie da soma.

Ad onore del vero, i bambini nati da unioni illegittime erano meno numerosi in Chianti che in Città e, ad ogni modo, meno numerosi gli « esposti », perché pochi erano i fanciulli che non fossero allattati dalle loro mamme, benché « miserabili », come anche pochi erano i vecchi impotenti che andassero questuando o fossero costretti a rifugiarsi negli ospedali: almeno finché i loro congiunti coltivassero un podere.

Peggio stavano le donne partorienti. Non esistevano « mamme matricolate », ostetriche autorizzate, e, non di rado, le pazienti, bisognose di cure urgenti ma impossibilitate, per povertà, a chiamare il medico, perivano, in solitudine.

Incominciavano ad esserci delle buone « farmacie » che tenevano medicinali di buona qualità, « preparati e conservati con tutta pulizia e anche con una certa eleganza ». Alcune farmacie, poi, come quelle di Castellina e di San Donato, « servivano anche ad uso di caffè giacché l'uso di questa bevanda si era esteso anche tra i monti del Chianti, specialmente tra i vetturali, ed altri abitanti delle terre e castelli ».

Mestieraccio, quello del vetturale: contro le strade, contro la stagione e anche contro l'ossuta, affamata impossibilità delle bestie, più vittime dei vetturali stessi.

Si poneva tra la nuova « beneficenza pubblica », oltre la tradizionale distribuzione di piccole doti, fatta dal Governo, a fanciulle povere, su proposta dei Parroci, il fatto che il *Monte dei Paschi di Siena* offrisse denaro a discreto interesse per i miglioramenti agrari e per agevolazione di commerci, dietro garanzia reale.

* * *

È questo il volto della società chiantigiana quale compiutamente ci disegna e colorisce, a colore nero solo venato di bianco, nel 1829, Michelangelo Bonarroti, il quale, a sua volta, si sente consolato quando egli ripensa al Chianti della sua giovinezza, ancora più « nero » e meno « bianco », prima che anche sul Chianti passasse il vento vivificatore della libertà commerciale e della concreta operosità di Pietro Leopoldo nell'agevolare i trasferimenti di proprietà o di possesso, nel tracciare strade, nel favorire costruzioni paesane e rurali, nell'isti-

tuire condotte mediche, nel dare fervore e speranza al pensiero.

« Il vino del Chianti, ripensa e scrive Bonarroti, era esaltato fino dalle Muse », ma dalla maniera di trasportarlo (solo in lunghe carovane di bestie da soma...) si può giudicare in che piccola quantità vi si raccogliesse, se non ce ne rendesse certi il sapere che tutte le viti erano a palo, ed era affatto sconosciuto l'uso dei loppi, « che tanto hanno servito a moltiplicare il vino », della vite a palo facendo un alberello dagli accresciuti tralci fruttiferi...

« I nuovi campi, coltivati da mezzo secolo a questa parte, ci attestano la gran superficie in prima occupata dalla boscaglia ove oggi verdeggiano le messi ed ergono le loro fronti le viti sul loppo e ogni sorta di frutti saporitissimi. Egli è verisimilmente da quelle boscaglie folte, a venti miglia dalle nostre mura, che scendevano a sciami quei lupi contro de' quali la Fiorentina Repubblica e i Granduchi Medicei ordinavano delle cacce numerose per distruggerli o allontanarli ».

E il bestiame non è più, come allora, selvaticamente e duramente « marenmano » ma è ingentilito per giro e conoscenza commerciale; e le case che si cominciano a costruire sono ben diverse dalle antiche, « incomodissime agli uomini e al bestiame ».

È così che più strade, più vino, più commercio, miglior bestiame, case più comode, spunto di migliore sanità ed istruzione, secondo il rilievo « leopoldino » del Bonarroti, uniscono la loro luce a quella che nasce dalle cosiddette *Riunioni di Greve*, di carattere agronomico, in cui un certo numero di proprietari, di fattori e di contadini, dopo gli affari del mercato, si incontravano in una stanza affittata in comune, due o tre volte al mese; e, portando, ciascuno di essi, notizie, esperienze e progetti, si scambiavano consigli, suggerimenti, iniziative.

Del resto, è di poco posteriore la famosa « memoria » di Bettino Ricasoli che, dopo aver esposto in cruda diagnosi le misere condizioni della Fattoria di Brolio, assicurava di aver preso in mano la vasta azienda, per guidarla e condurla, poi, all'altezza agraria, industriale e commerciale che il mondo gli riconobbe.

* * *

Un Chianti, quello delle *Riunioni di Greve*, desideroso di imparare e impaziente di agire.

Un Chianti che voleva adottare il « nuovo sistema » di coltivare per fosse livellari e terrazze, e non a rittochino, i campi scoscesi,

come aveva fatto il Piovano Landeschi a San Miniato e il Fattore Testaferrata a Meleto; che voleva meglio custodire il bestiame, estendere i prati a lupinella e le buone pasture; che voleva non solo consigliare ma obbligare i contadini a moltiplicare gli ingrassi, impattando foglie di quercia e felci; che voleva estendere la piantagione di loppi ma dove fosse terreno di esuberante fertilità, e dei loppi fare vera coltivazione domestica con semenzai vicino al podere; un Chianti che si entusiasmava alle novità e si sottoscriveva subito per mettere alla prova un nuovo « paragrandoni » proposto da Cosimo Ridolfi, consistente nel trasformare tanti alberi in paragrandoni con aste di ferro stagnate e legate in vetta alla pianta; un Chianti, per così dire, irrigato dai primi rivoli di denaro di credito fondiario e di esercizio; un Chianti che, dopo il mercato, voleva adunarsi nelle persone di proprietari, di parroci, di Fattori e contadini, « come farebbe una famiglia premurosa dell'amministrazione campestre ed economica, che cerca ogni via per avvantaggiarla » e narrare ed esporre e consigliarsi a vicenda, « senza gradi né preminenza » (democraticamente, si direbbe noi), essendo, reciprocamente, l'uno, maestro e, insieme, discepolo dell'altro.

E sembra proprio che queste tipiche riunioni chiantigiane siano state le prime in Toscana, se Lapo de Ricci esprime la speranza che questa iniziativa sia seguita da altre province, intelligentemente guidata dalla « madre » Accademia dei Georgofili.

Chianti, dunque, di primo Ottocento, dalla faccia direi, ancora informe, ma come innervosita di giovinezza e di vecchiezza, insieme. Chianti, penosamente e senza responsabile cura, malato, ancora, nelle persone e negli animali. Chianti su cui incombe ancora una vecchia mentalità « signorile » e pubblica comodamente fatalistica, dal cervello sospettoso e dal cuore stretto ma in cui urge una rigorosa, paternalistica, se si vuole, ma sicura capacità direttiva come quella, e non la sola, di Bettino Ricasoli. Chianti in cui si lamenta ancora una proprietà poltrona e sfruttatrice che contende alla famiglia colonica, necessariamente e asceticamente autarchica, testarda e chiusa in una ignorante ma furbesca e istintiva difesa, i prodotti di una terra mal coltivata e povera, attualmente, ma in cui si leva la voce, giovanile e nuova, di chi, « nuovo arricchito » o già ricco di spirito, terriero o forestiero, vuol lavorare, ha la febbre del sacrificio o del profitto, vuol prendere a rischio denari in prestito, comprare terreni, tracciare nuove strade, provare ogni esperienza, al fine di una

maggiore e migliore produzione, mangiabile o commerciabile, come bene ed interesse personale e comune.

* * *

Certo, il Chianti di questo primo Ottocento non ha fatto il prodigioso salto di qualità degli immediati contorni di Firenze, quando, proprio al principio dell'Ottocento, agli occhi del Foscolo le convalli erano apparse « popolate di case e di oliveti »; o, più precisamente, quando il coltivatore delle terre subito fuori di città, in una ventata di volontà nuova, alzatasi fin dal 1750, aveva fatto una sua libera o « fraudolenta », secondo i punti di vista, rivoluzione: quando il contadino aveva buttato via la vanga, fin dall'alba già impugnata per seminare il grano, e aveva preso la zappa o la vanga leggera per seminare o piantare, invece, erbaggi, fiori e frutta per il mercato cittadino; e la donna non era andata più sul campo, con la sua ultima creatura in braccio, dietro la vangata del marito, a raccattare, insieme con i figlioli più piccini, erbacce e bulbi nocivi alla buona preparazione del terreno, ma, stando in casa, al fuso e al telaio, filava e tesseva e vendeva, portando in famiglia denaro vivo; quando i bambini più grandicelli, ormai, non andavano a badare le pecore ma a scuola; e il Fattore non stava più nei campi a fare il guardiano ma si moveva, vestito bene e in calesse, verso il mercato cittadino; quando si voleva mangiare e bere meglio di prima, non solo a base di legumi e di pane ma anche di carne e salumi e vino; quando anche la contadina si faceva fare i vestiti dalla sarta di città; quando in casa entrava anche la... Gazzetta, e i giovani contadini, dopo aver lavorato sodo tutta la settimana, di giorno e anche di notte alla caccia, in gara, dei migliori « bottini » di Firenze, la domenica, si mutavano, andavano dal par-rucchiere a farsi inanellare le chiome e poi andavano anche a teatro e si mettevano nelle prime file: e non al vecchio fanciullesco teatro dei « Pulcinella » ma al teatro, si direbbe, impegnato nel ridere o nel far pensare: prova ne erano quegli sguardi, sottolinea il dott. Fiorilli nel 1795, che i giovani contadini, ogni tanto, lanciavano nei palchi, dove stavano i « signori », e pareva che dicessero: — Occuperà, un giorno, la nostra posterità quegli stabili che il padrone si lusinga dovuti in retaggio ai suoi più tardi nepoti... —.

Questo è l'immediato dintorno di Firenze che, nel quarantennio leopoldino, sembra aver fatto una sua prepotente e vera « rivo-

luzione risorgimentale » nel pensiero e nell'opera economico-sociale-politica, saltando da una economia di consumo ad una economia di mercato, con tutte le conseguenze materiali e spirituali: dalla vendita alla scuola, alla libera vocazione personale...

Ma anche la vita storica del Chianti, in un nuovo movimento e decollo, a partire, almeno, dalla seconda metà del Settecento, si presenta come un'altra testimonianza a favore di una « verità » storica che sembra giusta e « prepotente »: che l'opera grande della finalità « risorgimentale », se intesa nel modo più ampio e « intelligente », non solo, cioè, come opera di politica unitaria ma anche come opera di miglioramento economico-sociale e apertura di mente, è anche opera di tutto il popolo che abbia lavorato, o diretto il lavoro, in modo nuovo, con efficienza crescente e sacrificio potente, anche se non attirato mai da una bandiera di parte o di guerra ma sempre spinto da forza di interesse per una sua « libertà » di persona e di famiglia.

È questo il rilievo storiografico e storico, cui accennavo in principio, e che desidererei fosse plausibile.

* * *

E adesso, e in fine, a modo di corollario, un rilievo che potrebbe sembrare « stravagante e fuori tempo » ma che desidererebbe, invece, essere « intelligente » di molte cose.

Nella sua bella *Fattoria in Chianti* accennando alla scuola di appena alcuni decenni or sono, Bianca Maria Viviani della Robbia guarda, sorridendo, i bambini che escono, con la cartella a tracolla. Le bambine hanno grembiolini bianchi su vestitini scuri, e le sembrano rondini saltellanti... E poi, pur rammaricandosi che gli scolari fossero tutti piccolini e arrivassero solo alla terza elementare, anche lei è presa dalla tentazione di ripensare al tempo in cui in quelle campagne erano quasi tutti analfabeti e vede come ci siano, ancor oggi, certi vecchi che, invece, della firma, fanno la crocetta e vivono ancora temendo l'inganno su di loro della gente che ha studiato...

La Viviani, d'altra parte, si compiace intimamente nell'osservare come, sempre, nell'assenza o nell'insufficienza dell'istruzione pubblica comune, ci sia stata una scuola viva, sicura, adatta: quella della famiglia, che al piccolo di sette-otto anni affidava la prima responsabilità quando alle sue piccole mani veniva consegnato un virgulto

o una bacchetta; e poi la mamma o la zia lo conduceva al bosco per insegnargli come « badare al gregge », e dava gli avvertimenti: — Non menare le pecore nelle « tagliate » giovani. — Bada che quando passano vicino ai campi non addentino le viti. — Prima di riportarle verso casa, raccontale tutte per vedere se non ne mancano punte. — E guarda di non avere la testa al chiasso! — Cioè: — Fai il pastore, e basta! —

Ecco, proprio in questa ultima frase, esplosivamente sintomatica: — *Guarda di non avere la testa al chiasso* —, cioè, alla distrazione e varietà e differenza della vita del prossimo, si scopre, forse, la radice del capitale problema contadino: per i maschi come per le femmine: la radice lontana della reale, capona « rivoluzione » contadina.

Ottimo pastore; ottimo contadino sarebbe diventato quel ragazzino, dentro il suo podere, ma, sempre fuori dal gioco sociale di compagnia, non vivente in intelletto e spiritualità mossa dal libero vento della vita sociale, diversa dalla sua, egli sarebbe rimasto ancora solo e ancora mortificato: *buon pastore ma soltanto mezzo uomo*: sempre « *figlio di bosco e di pecosa* », direbbe crudamente uno scrittore sardo.

Forse, sta qui la sorgente inarrestabile di una nuova vita per tutta la gente della campagna. Diritto e calcolo economico, istruzione professionale ed educazione sono mezzi necessari e voluti da quell'*ex-contadino* che esige di essere semplicemente *un uomo*, di professione, *coltivatore*, ma di istruzione, educazione e possibilità personale pari a quella di noi, cittadini: forse, nello spirito associativo e compartecipante, che sarebbe come l'anima dell'eredità mezzadrile.

Allora, in un certo, « intelligente » senso, tutto il Risorgimento, cominciato oltre due secoli fa anche nelle campagne, sarà compiuto e ben diverso sarà il rinnovato rapporto dell'uomo con la terra, riscoperta dalla specifica competenza e dal consapevole rispetto della giovinezza.

Almeno, così fa piacere sperare.

ILDEBRANDO IMBERCIADORI

NOTA BIBLIOGRAFICA UTILE PER LA DOCUMENTAZIONE
E L'AGGIORNAMENTO CULTURALE
SULLA TOSCANA DEL PRIMO OTTOCENTO

- La «memoria» inedita di MICHELANGELO BUONARROTI: *Statistica della Provincia del Chianti* fu tratta dall'«Archivio dell'Accademia dei Georgofili» di Firenze, Memorie, Busta 70, n. 847 (v. 3° vol. «Archivio»).
- V. nel «Giornale Agrario Toscano»: MASI T., *Buoni effetti dello spirito di associazione a vantaggio dell'agricoltura*, 1828, p. 187; DE' RICCI LAPO, *Riunioni agrarie in Greve*: anno 1828, p. 404; anno 1829, p. 638; anno 1831, p. 170; anno 1832, p. 101; CUPPARI PIETRO, *Studi sulla economia rurale Toscana*, anno 1858, p. 335.
- RICASOLI BETTINO, *Relazione sopra i miglioramenti agrari e morali della fattoria di Brolio*, in «Cont. Atti Accademia dei Georgofili», 24, 324.
- RICASOLI BETTINO Junior, *Bettino Ricasoli agricoltore*, in «Atti Acc. Georg.», VI, 14, 105.
- IMBERCIADORI ILDEBRANDO, *Compagna toscana nel '700*, Firenze, 1953; *Economia toscana nel primo Ottocento*, Firenze, 1963; *Raffaello Lambruschini, il romantico della Mezzeria*, in «Atti Acc. dei Georg.», 1974.
- Convegno sul Chianti*, «Atti Acc. dei Georgofili», Firenze, 1957.
- Il Chianti classico*, Firenze, 1974.
- VIVIANI DELLA ROBBIA BIANCA MARIA, *Fattoria in Chianti*.
- PAZZAGLI CARLO, *Agricoltura toscana nella prima metà dell'Ottocento*, Firenze, 1973.
- Terra del Chianti*, Firenze, 1975.

Le condizioni economiche e sociali del Comune di Calenzano ed in particolare della frazione di Settimello, dal 1859 al 1870

Premessa

I dati riportati nel presente studio sono il frutto della continuazione di un'indagine a carattere storico-economico con la quale si vogliono ricostruire le condizioni di vita rurale ed in particolare il livello dei redditi dei contadini nel XIX secolo (1).

Questa ricerca ha inizio dal 1859 e giunge sino al 1870 comprendendo così l'Unità d'Italia, uno dei momenti più peculiari ed importanti nella storia del nostro paese (2).

La nostra indagine si è servita, come fonti inedite, dei libri contabili della fattoria di Settimello, dei documenti conservati nell'Archivio della Parrocchia di Settimello e nell'Archivio del Museo di Doccia (3). Purtroppo non è stato possibile reperire i libri che contengono le registrazioni relative agli anni 1860 e 1869.

Gli anni studiati in parte coincidono con quelli dell'indagine chiantigiana citata e precisamente quelli relativi al 1859-61-62-63-64, consentendoci così di effettuare comparazioni fra i redditi di due diverse zone della Toscana. In particolare gli anni successivi all'Unità d'Italia ci permettono di esaminare il fenomeno dei prezzi anche se in modo non approfondito, perché ciò non rientra nelle finalità di questo lavoro.

Il metodo seguito per la rilevazione, classificazione ed elaborazione delle registrazioni contabili è sostanzialmente lo stesso dei lavori precedentemente svolti, secondo l'indirizzo recentemente proposto dal Cianferoni (4).

1 - La fattoria di Settimello

La fattoria di Settimello, nel periodo esaminato, apparteneva ad Ilario Rouillé Marchese di Boissy, pari di Francia e Senatore dell'Impero, che l'aveva comprata nel 1853 dai Signori Ugucciani Gherardi D'Aragona.

Dopo il matrimonio del Marchese con la Contessa Teresa Gamba, la villa padronale di Settimello divenne la residenza estiva della famiglia Boissy.

Il Marchese, che si fermava nella villa solo quattro o cinque mesi all'anno, così come si è potuto rilevare dai conti intestati a « Spese per la villeggiatura », aveva affidato la direzione della fattoria a Mariano Falaschi.

La zona comprendeva allora altre ville appartenenti a personalità, soprattutto ecclesiastiche, essendo considerata residenziale e favorita dal fatto di trovarsi alla stessa distanza tra Prato e Firenze, ambedue centri importanti per il commercio e l'artigianato del tempo (5).

Oggi ha perso quasi del tutto l'aspetto di un tempo; la campagna ha infatti lasciato posto a tante piccole industrie su cui gravitano gli abitanti della zona.

2 - Il podere « Tabernacolo » e la famiglia colonica

La fattoria si componeva allora di sedici poderi che circondavano, per lo più, il paese di Settimello; alcuni, più lontani, si trovavano nel comune di Sesto Fiorentino; tutti su terreni pianeggianti, fertili e vicini al grande mercato di Firenze.

Molti nomi dei poderi d'allora sono rimasti oggi ad indicare località ormai non più agricole, come Spazzavento, La Fogliaia, Panicaglia, La Villa, Il Gufo ecc. —

La presente indagine mira, come le precedenti, ad approfondire l'analisi di uno dei poderi della fattoria, al fine di risalire alla conoscenza delle condizioni di vita dei coloni dell'epoca. Il podere prescelto è « Tabernacolo », poiché è risultato rappresentativo della situazione produttiva della Fattoria e della zona esaminata per alcuni caratteri che analizzeremo in seguito.

Il rinvenimento di antichi libri dello « Stato d'Anime » della Parrocchia di S. Lucia a Settimello ha permesso di apprendere le no-

tizie utili per la ricostruzione della composizione della famiglia colonica, cui era affidata la gestione del podere.

La famiglia, nel 1859, si componeva di otto persone: il capoccia, la massaia, il fratello del capoccia, una cognata rimasta vedova, con quattro figli adulti.

A seguito del matrimonio di uno dei nipoti del capoccia, la famiglia mezzadrile, nel 1870, si componeva di 12 membri, costituendo ben tre gruppi familiari, uniti dal lavoro poderale.

Il Ginanneschi precisa che nel comune di Sesto Fiorentino, secondo il censimento del 1871, le famiglie coloniche erano composte mediamente di otto membri e l'estensione media del podere, si aggirava intorno a sette ettari (6).

A riprova del dato citato dal Ginanneschi si sono elaborate le registrazioni contenute nello « Stato d'Anime » del 1870-71, distinguendo dal numero totale delle famiglie di Settimello, quelle contadine, comprendendovi anche gli unici tre proprietari terrieri. Il numero medio dei componenti le famiglie coloniche di Settimello è risultato pari a 8,8 (7). I due dati dimostrano che la nostra famiglia colonica rientra fra quelle medie della zona.

3 - *Le produzioni fattorili e poderali*

Le quantità fattorili e poderali saranno esaminate congiuntamente, per meglio inquadrare la piccola unità produttiva nella fattoria. Sia nella Tavola n. 1, per la fattoria, che in quella n. 2, per il podere, si sono riportate le produzioni complessive e non solo quelle di parte colonica o dominicale.

a) *Le produzioni erbacee*

Grano — Le qualità più comunemente seminate nella zona erano il « grano gentile » e il « gentile di Sesto », senza resta. Spesso queste erano mescolate, durante la semina, con altre qualità.

Il Ginanneschi (8) offre parecchie notizie sullo stato dell'agricoltura nel comune di Sesto Fiorentino, dopo l'Unità d'Italia, ed a questo Autore si rimanda per un approfondimento dell'argomento. Si accennerà solo che in questa zona il grano si seminava per tre anni consecutivi sullo stesso terreno (in collina fino a sei).

Per quanto riguarda la quantità prodotta, come si può vedere nella tavola 1, la produzione della fattoria negli anni considerati non presenta particolari oscillazioni; la media del decennio è pari a q 877,5 mentre la media poderale è pari a q 55. Gli sbalzi annuali, che si ritrovano anche nella produzione del podere, erano da attribuire alle variazioni atmosferiche ed a quelle dovute al variare della superficie destinata alla coltura (9).

Granoturco — Detto anche formentone o siciliano, raggiungeva in quantità il secondo posto mediamente con circa q 300 nella fattoria e q 19 nel podere Tabernacolo.

Esso costituiva uno degli elementi base, insieme al grano, nell'alimentazione della famiglia contadina. Di solito veniva coltivato insieme ai fagioli e rientrava tra i « rinnuovi » di primavera, insieme alla saggina, alle patate, ai fagioli e ai pomodori (10).

Come per il grano, si pensa che gli sbalzi più marcati nella quantità prodotta annualmente siano dovuti principalmente a fattori climatici e atmosferici particolarmente favorevoli o sfavorevoli. È ben noto, infatti, che il mais, coltura primaverile estiva, è notevolmente sensibile all'andamento delle piogge estive.

Patata — La produzione media nella fattoria è pari a q 1029,4 con abbondanti oscillazioni nel decennio. Ciò è dovuto senz'altro al fatto che questa coltivazione risente degli altri rinnovi e delle altre semine. Infatti, di solito, la patata veniva seminata nel campo dopo il turno del grano o di qualche altro cereale.

Nel podere studiato non si è riscontrata alcuna produzione per ben quattro anni; negli anni di raccolta, essa oscilla tra i 30 e gli 80 quintali.

Saggina — Questo prodotto rivestiva una certa importanza in tutti i poderi della fattoria. Essendo molto richiesto sul mercato, i suoi prezzi erano abbastanza elevati. La saggina era, tra l'altro, una delle produzioni meno danneggiate: essendo poco appetibile ai ladri campestri, poteva essere seminata nei campi più lontani e meno controllabili.

La pianta in pianura si coltivava molto bene e, pur essendo « vorace e dimagrante », veniva coltivata spesso come rinnovo fino all'esaurimento del terreno (11).

Fava — Questa leguminosa pur non avendo una produzione rilevante, era molto diffusa nelle campagne, rivestendo una duplice importanza dovuta alla sua utilità, sia come cibo per gli animali, che come elemento panificante. La farina di fave, mescolata a quella del grano, serviva, secondo il Niccoli, per fare un pane buonissimo. Inoltre le foglie o « favule » erano usate come foraggio o lettiera e le piante, ancora verdi, erano adoperate anche per sovescio (12).

Nonostante sbalzi abbastanza rilevanti nelle produzioni annuali del podere, più che in quelle fattorili, la continuità del raccolto dimostra l'importanza di questa pianta nell'economia poderale. Le produzioni del podere in esame, che oscillano tra Kg 40 nel 1861 e cinque quintali nel 1868, ci danno una media decennale pari a Kg 160 l'anno, mentre quella della fattoria supera i quaranta quintali.

Orzo e Orzola — L'orzo veniva seminato soprattutto al fine di avvicendare le colture e fornire un buon foraggio al bestiame. Nell'elaborazione dei dati, si potevano riunire le produzioni dell'orzo e dell'orzola, non solo perché questi prodotti hanno caratteristiche similari, ma anche perché spesso essi venivano seminati insieme alla fava e alla veccia nello stesso campo che era già stato tenuto a grano per tre anni, formando così quel miscuglio chiamato « ferrona », utilissimo per l'alimentazione del bestiame. Si è preferito invece lasciare le produzioni separate per poterne esaminare analiticamente le variazioni. La produzione poderale dell'orzola risulta molto più alta, con una media poderale di quasi q 6, contro i 2 scarsi dell'orzo. Le punte più alte nelle produzioni non si riscontrano negli stessi anni, probabilmente proprio per il loro carattere di complementarità.

È interessante notare come la produzione di orzo, sia nel podere che nella fattoria, sia piuttosto costante, a differenza di quella dell'orzola che è risultata oscillante nel primo e fortemente decrescente nella seconda.

Avena — L'importanza di questo prodotto era dovuta al fatto di essere raccolto in primavera, aggiungendosi così alle riserve di foraggio che in quel periodo spesso cominciavano a divenire scarse. Esso costituiva infatti un cibo adatto sia per i cavalli che per i bovini da lavoro.

La produzione non era considerevole ma abbastanza regolare, sia nel podere che nella fattoria.

Fagioli — Coltivati spesso insieme al granoturco in una specie non rampicamente per non danneggiare l'altra coltura, essi contribuivano ad aumentare le produzioni globali e ad arricchire l'umile mensa contadina.

La produzione del podere era assai modesta, tanto è vero che per ben due anni non si è rilevata neppure; parimenti modesta era quella fattoriale.

b) *Le produzioni arboree*

Vino — La vite era coltivata in filari che dividevano tra di loro i campi. La produzione annuale di vino, con una media di circa q 30, era piuttosto elevata in confronto a quella degli altri poderi della stessa fattoria.

Parimenti rilevante era anche la produzione di vino della fattoria, la cui serie dimostra però un andamento più oscillante, con una media di circa 650 quintali annui.

Olio — Tra le colture arboree, l'olivo occupa un posto importante, secondo solo alla vite, anche se con produzioni molto esigue. Nella fattoria studiata esisteva solamente qualche albero sparso nei campi o nei filari, magari a sostegno della vite.

Il Ginanneschi, nell'opera più volte citata, critica ai coloni della zona di Sesto Fiorentino di non avere cura di questa pianta affermando che « ... la potatura è trascurata e malfatta, il contadino quando pota, sembra che non abbia altro pensiero che quello di provvedersi di legna ».

La produzione annuale presenta, come è normale per questa coltura, delle grosse oscillazioni; la media del podere non raggiunge il quintale.

Gelso e Bozzoli — La coltivazione del gelso è sempre stata in Toscana abbastanza diffusa, anche se con periodi di completa trascuratezza come nel Napoleonico e nell'odierno. Nella zona di Settimello-Sesto l'unica specie di gelso o moro che veniva coltivata era quella del gelso bianco o « morus alba ».

Per quanto riguarda la coltivazione del filugello nella fattoria esaminata, non è stato possibile rinvenire i dati relativi a ciascun podere eccetto che per gli anni 1859-1863. Successivamente a questa

data, infatti, nei libri contabili si rinvengono solo indicazioni relative alla produzione complessiva della fattoria.

Per gli anni 1859-1863 la produzione di Tabernacolo è sempre stata più alta di quella degli altri poderi.

c) *Le produzioni zootecniche*

Per quanto riguarda l'allevamento del bestiame, alla determinazione dell'utile lordo di stalla contribuisce maggiormente la compravendita di bovini. Notevole è infatti il numero degli animali contrattati.

Riportiamo di seguito il numero medio dei capi commerciati nella fattoria aggiungendo che la media decennale dell'U.L.S., in moneta corrente, è pari a lire 5545.

	n. comprati	n. venduti
Bovini	109	133
Suini	4	4
Equini	10	13

La consistenza di bovini nel podere era per lo più di quattro capi, di cui una coppia di manzi da lavoro ed un paio di mucche da latte. Il bestiame era acquistato o presso altri contadini o alla fiera più vicina. Il contratto veniva saldato circa un mese dopo, quando il debitore e il creditore si ritrovavano ad uno dei mercati settimanali di Firenze.

L'allevamento dei suini non era praticato; si comprava qualche capo già svezzato e si ingrassava, il più delle volte, per la sola necessità della famiglia. Dunque, anche nel podere Tabernacolo, l'utile lordo di stalla era dovuto principalmente al cosiddetto rigiro dei bovini. Il valore medio del decennio supera le cinquecento lire, con punte massime vicine alle mille e minime intorno alle duecento lire (13).

Si nota tra l'altro, la mancanza di ovini, probabilmente perché i poderi studiati si trovavano in pianura, dove si cercava di sfruttare al massimo la possibilità di guadagno offerta dalle colture vegetali, traendo il maggior utile possibile dalla compravendita più che dall'allevamento del bestiame. Lo dimostra anche il numero dei capi compravenduti nel podere, annualmente oscillante intorno a 18.

Dell'allevamento degli animali da cortile si accennerà in seguito.

Purtroppo, l'analisi sugli allevamenti si è dimostrata ancora una volta impossibile per quanto riguarda la specie, i pesi e i prezzi degli animali e della carne. Gli unici commenti si possono riferire ai valori complessivi di ogni contrattazione ed al risultato economico derivante dal conto stalla.

Per concludere e per puntualizzare la misura dell'errore contenuto nei nostri calcoli, bisogna aggiungere che i valori degli animali comprati e di quelli venduti sono comprensivi, i primi, delle spese di stalla ed i secondi degli introiti del latte munto in un anno.

4 - I prezzi

È cosa nota che con il 1861, molti furono i problemi di carattere economico che si fecero sentire, conseguenti alla guerra e maggiormente ai grossi contrasti sorti dopo l'abbattimento delle frontiere. In questo periodo, gli altri paesi europei si sviluppavano in ogni campo, realizzando anche rapidi progressi nell'agricoltura. L'Italia, che per determinate produzioni pregiate aveva sempre avuto il primato sul mercato internazionale, non solo non progrediva ma si trovava sopravanzata.

Molte furono le cause che avevano posto l'agricoltura del nostro paese in uno stato di crisi: il brigantaggio nelle pianure meridionali; la vendita improvvisa e in vastissima scala di beni stabili demaniali; le malattie, come l'atrofia del baco da seta, la crittogama della vite e la gomma degli agrumi, che misero in crisi le rispettive produzioni, tra le più importanti dell'agricoltura italiana ed anche toscana.

Si aggiunga a queste il deprezzamento di alcuni prodotti, dovuto alle forti importazioni che si ebbero dalla Cina e dal Giappone per la seta, dalla Spagna e dalla Tunisia per gli agrumi, dall'India per il riso e da oltre oceano per i cereali (14).

Altra causa di crisi, forse la più importante, fu l'enormità delle imposte prediali, rese necessarie nella ricerca di soluzione dei problemi che si ponevano alla giovane Nazione Italiana. L'esigenza di un forte esercito e l'organizzazione burocratica centralizzata gravavano sul bilancio dello Stato, ormai in deficit, portando inevitabilmente alla svalutazione della moneta.

La Toscana, che per tanti anni aveva vissuto isolata economicamente e politicamente dal resto dell'Italia, sarebbe però divenuta pas-

saggio obbligatorio di vie commerciali tra Nord e Sud, che ne avrebbero incentivato l'industrializzazione. Tuttavia nel decennio studiato permangono situazioni più o meno stazionarie, specie in agricoltura (15).

Come si può esaminare alla Tavola 3, è stato possibile rilevare i prezzi dei vari prodotti agricoli tramite l'analisi delle registrazioni contenute nel libro delle entrate e delle uscite di grasce. La mancanza di prezzi sta a significare che in quell'anno non furono effettuate registrazioni relative a contrattazioni di tali generi.

Si fa presente che per rendere confrontabili i prezzi di allora rispetto a quelli di oggi, e per facilitare la comparazione tra i vari prodotti, si sono trasformati i prezzi, espressi in misura di capacità dell'epoca, mediante l'uso del peso specifico medio di ogni prodotto, in prezzi espressi in lire italiane per quintale o per chilogrammo.

Si ricorda che negli anni che seguirono l'Unificazione del Regno, non si ebbe alcun particolare intervento statale sui prezzi, per cui, in definitiva, il mercato si svolse sempre in regime di libertà.

Come abbiamo detto, il Podere studiato si trovava a pochi chilometri da Firenze, considerata pertanto la metà più importante per i prodotti poderali; la città forniva un'ampia domanda e generalmente i prezzi erano più alti di quelli spuntati nelle varie fiere paesane.

È stato molto interessante effettuare un paragone ed un controllo tra i prezzi rilevati nella fattoria e quelli pubblicati dal Bandettini per il mercato di Firenze, desunti dalle mercuriali della Comunità di Firenze (16). Ricordiamo che tali prezzi si riferiscono a merce resa a Firenze, cioè entro le mura, comprendendo l'ammontare di eventuali gabelle di introduzione nella città.

Abbiamo notato che, anche se non sempre, le oscillazioni annuali nei prezzi poderali sono state coerenti con quelle dei prezzi rilevati a Firenze; la media decennale è sempre risultata vicinissima a quella, sempre decennale, dei prezzi del Bandettini, con scarti bassissimi nell'ordine dei decimali.

L'unica eccezione si è riscontrata nel prezzo del vino il cui valore medio è risultato quasi la metà di quello rilevato sul mercato di Firenze. Non è stato possibile rilevarne la causa, per cui si può solo supporre che il vino fattorile non fosse di qualità eccellente o che il proprietario prendesse la prima spremitura, lasciando la seconda al contadino.

Per quanto riguarda l'olio i prezzi non si distaccano di molto da quelli di Firenze, relativi all'olio di prima qualità, e anche il loro andamento è abbastanza regolare e omogeneo negli anni.

5 - La produzione vendibile poderale

Nel quarto paragrafo si è rilevata la serie dei prezzi medi desunti dai libri contabili fattorili, che sono serviti per il calcolo della produzione vendibile a prezzi correnti (Tavola 5).

In questa si riscontra il più alto valore nel 1863, con lire 5938, anno in cui si registrano aumenti notevoli nei prezzi del grano e del vino; il più basso valore nel 1866 con 3494 lire. Anche in quest'anno si riscontra una caduta nel prezzo del grano.

Confrontando l'andamento della produzione vendibile a prezzi correnti con le oscillazioni nel prezzo del grano, si rileva una forte correlazione. Ciò è intuibile, prima di tutto perché il grano contribuiva mediamente, a prezzi correnti, con circa il 38%, inoltre, proprio per l'importanza che il grano rivestiva nell'economia rurale, il suo prezzo costituiva l'elemento guida, condizionando i prezzi degli altri prodotti.

Nel complesso, a parte i due prezzi di massimo e di minimo, la produzione vendibile, a prezzi correnti, non si distaccava molto dal valore medio, denunciando una certa regolarità di raccolto.

Si è effettuato il calcolo della produzione vendibile a prezzi costanti 1968 e rivalutando la produzione vendibile a prezzi correnti tramite i coefficienti ISTAT (17).

I relativi valori medi si distaccano di poco, risultando il primo pari a lire 1.583.244 ed il secondo pari a lire 1.604.296. Questo ci dà la riprova della validità degli indici forniti dall'ISTAT e dell'utilità che detto calcolo può avere in questo tipo di analisi.

Per quanto riguarda l'importanza che i vari prodotti rivestono nell'economia rurale, a prezzi correnti, il grano contribuiva singolarmente con più di un terzo del valore della produzione vendibile; a prezzi attuali, l'incidenza media è invece pari a circa il 23%.

Le altre produzioni erbacee contribuivano con circa il 20% a prezzi correnti e con circa il 23% a prezzi costanti. Non entriamo nell'analisi perché in tale apporto sono compresi ben nove prodotti.

Rilevante è invece l'apporto del vino che contribuiva mediamente

con circa il 25% a prezzi correnti, occupando il secondo posto, e con circa il 23% a prezzi costanti.

6 - Il reddito e l'alimentazione della famiglia mezzadrile

La rilevazione del reddito mezzadrile si pone come fine delle elaborazioni esaminate, tese alla ricostruzione della vita contadina nell'ottocento.

Il reddito del mezzadro era prevalentemente formato dal valore della produzione colonica, poiché d'importo limitato erano le altre voci principali che si aggiungevano algebricamente, come le opere compiute dai contadini o le spese sostenute per la conduzione del podere.

È da notare, come si era già rilevato in un precedente lavoro (18), che mediamente il valore delle spese annue poderali era coperto dal valore delle opere extra-poderali che il contadino effettuava durante l'anno; per cui nella determinazione del reddito mezzadrile è forse più interessante riuscire a ricostruire le altre voci di entrata non contabilizzate, che potevano avere un peso non indifferente nell'economia rurale.

Esse potevano costituire addirittura le poche occasioni che il colono aveva per rifornirsi del denaro necessario per le spese familiari.

Le più importanti fonti di reddito non contabilizzate erano senz'altro costituite dai proventi relativi all'allevamento del bestiame ed alle « riprese », consistenti soprattutto in veduta di ortaggi, frutta e, per alcuni poderi più vicini alla città, anche di fiori. Come già detto, le riprese erano costituite prevalentemente da vendite di ortaggi di cui i poderi di pianura, come il Tabernacolo, potevano essere più ricchi. Perché queste vendite non erano contabilizzate, lo dice sempre il Ginanneschi: « Il contadino suole vendere a mano a mano queste produzioni: il retratto dovrebbe portarsi nella sua integrità in una cassetta a guisa di salvadanaio, della quale il padrone o il fattore ha la chiave. Tal cassetto si apre secondo che si creda opportuno, e se ne divide a perfetta metà il contenuto » (19).

Quindi tutto si risolveva in un rapporto diretto e personale tra il contadino e, nel nostro caso, il fattore.

Per quanto riguarda l'allevamento del bestiame, i « patti », che erano imposti al mezzadro di Tabernacolo, consistevano nella ces-

sione di sei capponi di cinque libbre l'uno, che erano contabilizzati tra le entrate fattorili per un valore di lire 10,6, due pollastre di tre libbre e mezzo per un valore complessivo di lire 2,94 e nove dozzine di uova per un valore di lire 5,04.

L'onere di tali patti fa presumere che il pollaio non fosse modesto e che potesse rendere per lo meno cinquanta lire italiane annue.

Gli altri « patti » consistevano nell'obbligo di consegnare alla casa padronale 150 fascine a lire 10 il cento, 200 fascinotti da stufa, a lire 2 il cento e 1400 libbre di paglia valutate 1 lira il cento.

Per quanto riguarda la produzione di fieno, non essendo registrata la quota colonica del podere esaminato, si è effettuata una stima dividendo la produzione fattorile di parte colonica (valutata lire 1972,74) per il numero dei poderi pari a 16; il risultato è di lire 123,29.

Sommando queste altre fonti al reddito puramente contabile, si può determinare un reddito complessivo medio di circa 2700 lire annue.

Per effettuare un paragone, anche se di massima con i dati relativi al podere Chiantigiano « Palazzo » (20), si è calcolata la quota di reddito in moneta corrente, per unità lavoratrice. L'indice è stato calcolato sia nel podere in esame, sia in quello chiantigiano, sulla media dei redditi relativi agli anni 1859-61-62-63-64 e sulla media delle unità lavoratrici.

Il valore risultante è stato di lire 401,82 per il podere Tabernacolo e di lire 273,13 per il podere « Palazzo », ambedue gli indici sono calcolati esclusivamente sui valori contabili.

Se si tenesse conto anche delle altre voci, certamente, per i motivi sopra esposti, il reddito di Tabernacolo subirebbe un incremento superiore di quello di Palazzo, che poteva ritrarre compensi più elevati per lo più dalla vendita del vino, effettuata a prezzi più remunerativi, e dall'allevamento di maiali da ingrasso, voci rientranti tra quelle contabilizzate.

Ricordiamo che « Palazzo » era un podere chiantigiano, tipico per essere collinare, trovandosi precisamente nelle vicinanze di Radda in Chianti, e per l'ordinamento della produzione agraria basata principalmente sulla coltivazione dei generi strettamente necessari all'alimentazione della famiglia colonica.

Un apporto sostanziale alla formazione del reddito mezzadrile era invece costituito dall'allevamento del bestiame che, mentre nel

podere Tabernacolo era impostato quasi esclusivamente sul cosiddetto « rigiro » di bovini, nel podere Palazzo era basato sull'allevamento di suini da ingrasso e sul mantenimento di un gregge non modesto da cui si ritraevano discrete entrate per vendita di lana, formaggio ecc.

È stato pertanto interessante, così come si è fatto per il reddito, calcolare l'importo della produzione vendibile zootecnica relativamente agli anni 1859-61-62-63-64, per unità lavoratrice:

<i>Palazzo:</i>	— media Prod. zoot.	L. 1186,6
	» Unità lav.	n. 4,9
Prod. zoot. media per unità lavoratrice = L. 242,16.		
<i>Tabernacolo:</i>	— media Prod. zoot.	L. 726,6
	» Unità lav.	n. 6,7
Prod. zoot. media per unità lavoratrice = L. 108,45.		

Nonostante il minor apporto zootecnico alla formazione del reddito mezzadrile, il reddito medio calcolato per il podere Tabernacolo è decisamente più elevato di quello chiantigiano, per i motivi che abbiamo già illustrato.

Di un certo interesse è anche il confronto con i dati elaborati dal Marchese Ubaldino Peruzzi, nel suo studio monografico dedicato all'analisi delle condizioni di vita di una famiglia colonica dei dintorni di Firenze (21).

Si tratta di una famiglia mezzadrile composta di 10 persone, di cui due ragazzi di quattordici e quindici anni, tre donne in età compresa tra ventiquattro e cinquanta anni e cinque uomini in età tra venti e cinquantasei anni. Il podere detto La Villa, di ha 7,47, quasi tutto pianeggiante, distava solo otto chilometri da Firenze.

Il reddito della famiglia colonica, calcolato dal Peruzzi, è uguale a lire 2000,44 cioè a lire 256,47 per unità lavoratrice Serpieri, essendo queste pari a 7,8. Il valore risulta molto vicino a quello relativo al podere Palazzo le cui condizioni non erano certamente tra le migliori anche se risollevate dalle entrate derivanti dalle produzioni zootecniche.

Inoltre il Peruzzi afferma che la famiglia da lui descritta, bastava a se stessa, non avendo bisogno di anticipazioni da parte del proprietario (a parte quella di grano, che risulta comunque di importo elevato). In ogni caso il conto corrente si chiudeva a credito e questo significava, come più volte afferma l'A., « ... per la famiglia una situa-

zione indipendente tanto che non era mai obbligata di ricorrere ad un lavoro salariato per procurarsi delle risorse ».

Certo questo indice è notevolmente lontano da quello relativo al podere Tabernacolo, che come abbiamo rilevato è stato calcolato in base a ciò che era possibile ricavare dai dati contabili. Non si sono potute stimare eventuali uscite per salari a giornalieri, che nelle campagne toscane, solevano essere pagati a coloro che venivano in aiuto dei mezzadri specialmente durante i periodi della raccolta dei prodotti.

Ma che il podere Tabernacolo fosse più ricco di quello del Peruzzi, ce lo dimostra anche la disponibilità alimentare della famiglia colonica. Abbiamo effettuato il calcolo ad essa relativo seguendo la metodologia proposta dal Cianferoni (22).

Si è perciò costruita la Tavola 6 nella quale abbiamo inserito anche alcune voci stimate, come frutta, uova, animali da cortile, carne, che certamente non potevano mancare.

La disponibilità energetica giornaliera della famiglia colonica del podere Tabernacolo ammontava a circa 43.000 calorie contro un fabbisogno pari a circa 25.000 calorie. Evidentemente il mezzadro aveva la possibilità di vendere una parte della sua produzione.

Relativamente al podere La Villa la disponibilità giornaliera è di circa 33.500 calorie, contro un fabbisogno di circa 31.000 calorie.

In tutti e due i casi l'apporto maggiore è dato dalle produzioni vegetali ed in particolare dal grano, che contribuiva con il 71% nel podere La Villa e con il 54% nel podere Tabernacolo.

Dal punto di vista qualitativo la disponibilità alimentare in proteine è risultata superiore al fabbisogno, anche se di poco.

L'apporto maggiore evidentemente era costituito dalle produzioni cerealicole a cui la famiglia colonica doveva tutto il proprio sostentamento.

Si è poi effettuato il calcolo della produttività del lavoro, per avere una visione più attendibile delle variazioni complessive intervenute nelle quantità prodotte. Tali variazioni non possono essere ricollegate alle oscillazioni del numero delle unità lavoratrici, che nel podere Tabernacolo rimangono pressoché stazionarie, variando al massimo da 6,2 a 6,8.

Come si può esaminare alla Tavola 5, la produttività del lavoro in lire italiane 1968 si mantiene quasi sempre superiore alle duecentomila lire 1968, con una media decennale pari a 243.567 lire.

Anche nel podere chiantigiano, i valori non si discostano dalle

duecentomila lire, a dimostrazione della stazionarietà della produttività del lavoro anche in poderi con caratteristiche non uguali.

Effettuando un confronto tra la produttività del lavoro del podere Tabernacolo e del podere Palazzo, si nota che le medie effettuate per gli anni 1859-64 si discostano di poco, essendo, la prima, pari a lire 240.056 e la seconda a lire 219.473. La differenza è veramente modesta e potrebbe a primo avviso non giustificarsi, data la notevole differenza esistente tra gli indici del reddito per unità lavorativa, che abbiamo riportato.

La giustificazione di questo è da cercarsi invece nella differente scala dei prezzi relativi 1968, rispetto a quelli dell'epoca (23). Abbiamo del resto già accennato che nel podere Palazzo si allevava un notevole numero di capi suini ed ovini il cui valore relativo è oggi enormemente cresciuto. A questo principalmente si deve il fatto che i valori a prezzi 1968 della produttività del lavoro del podere chiantigiano, sono presso a poco uguali a quelli di Tabernacolo le cui produzioni erano principalmente erbacee.

7 - Confronto con altri redditi agricoli e non agricoli

Attraverso l'esame delle produzioni e dei prezzi abbiamo potuto determinare la misura del reddito mezzadrile, stimando anche quelle voci d'entrata, che, pur non essendo contabilizzate, erano di un'importanza notevole. Così facendo, si è visto che le entrate di Tabernacolo non erano per quei tempi modeste e che il contadino, per mezzo della vendita di ortaggi e pollame, poteva disporre anche di una certa quantità di danaro necessario per i bisogni della famiglia.

Oltre ai componenti del reddito esaminati bisogna considerare anche l'affitto che lo Zipoli avrebbe dovuto pagare se non fosse stato mezzadro. La casa era sana ed in buone condizioni, tanto che, con piccole modifiche rispetto all'antica struttura, è ancor oggi abitata.

Inoltre, occorre precisare che il reddito è stato calcolato adottando i prezzi all'ingrosso risultanti dai libri fattoriali; nella realtà, per ottenere la misura del reddito necessario per l'acquisizione sul mercato di tutti i prodotti utili per il mantenimento della famiglia, avremo dovuto effettuare il calcolo, almeno in gran parte, con i prezzi al consumo che avrebbero determinato un risultato evidentemente più elevato (24).

A conferma della rappresentatività della famiglia e del podere studiato, nei confronti della fattoria e della zona di Calenzano, si rileva che Tabernacolo contribuiva alla produzione totale dell'azienda con un sedicesimo ed erano appunto sedici i poderi appartenenti alla fattoria.

Anche le notizie fornite dal Ginanneschi confermano tale rappresentatività per quanto riguarda l'estensione del podere ed il numero dei familiari.

Ci soffermiamo su queste note perché vogliamo ridimensionare, per i poderi di pianura, la figura del colono che soffre la fame « e sente gli strazianti gemiti della famiglia » (25); infatti non si può paragonare lo Zipoli al « contadino che dall'indigenza è costretto a ricorrere al padrone per sfamare sé e la sua famiglia » (26), essendo stato, per tutto il periodo analizzato, in credito verso la fattoria.

Con questo non si vuole aprire un dibattito in difesa della mezzadria, ma si vuole presentare uno degli esempi a cui non si possono estendere le generalizzate affermazioni sull'indigenza rurale.

Che i poderi di pianura fossero più redditizi e che ciò fosse un fenomeno generalmente accettato, lo afferma anche lo Iacini nella sua inchiesta: « tuttavia i mezzadri delle pianure a lode del vero, ... si trovano in condizioni economiche abbastanza buone; ma nelle altre zone della provincia, ossia nelle colline e nelle montagne, non esiste che miseria! » (27).

Come si è detto, il nostro podere si trovava nella frazione di Settimello, la più popolosa del comune, ove si riscontrava un grado di ruralità pari al 35%, più basso di quello comunale. Settimello si trovava più vicino ai maggiori centri di lavoro delle altre frazioni che si estendevano in una zona completamente agricola e montuosa.

Già a quell'epoca, la manifattura Ceramica Ginori forniva lavoro a circa 600 operai e molte altre erano le piccole imprese artigianali connesse alla lavorazione della ceramica, della paglia e dei prodotti agricoli.

Per tentare un paragone tra il reddito mezzadrile ed il reddito percepito da un operaio della manifattura Ginori, si è effettuata una prima indagine sulla popolazione maschile di Settimello cercando di individuare i nomi degli operai. Questo ha permesso di trovare nell'Archivio del Museo Doccia gli importi dei salari giornalieri pagati ai nominativi prescelti (28).

Nel periodo 1865-1866 un operaio della manifattura Ginori

percepiva giornalmente una paga oscillante tra lire 1,30 e lire 1,80, più lire 0,30 per veglia. Alcuni operai ricevevano inoltre una gratifica annuale oscillante tra 15 e 20 lire.

Si può perciò stimare in una lira e mezzo circa la paga media giornaliera di un ceramista, considerandovi anche la possibilità della « veglia » o di qualche gratifica annuale, ed un reddito annuo di 450 lire per circa 300 giornate lavorative annue.

Certo il lavoro della manifattura Ginori doveva essere considerato a quei tempi una buona occupazione; lo dimostra anche il fatto che coloro che vi erano impiegati cercavano di procurare anche ai propri familiari un posto di lavoro presso la stessa fabbrica.

Si confronti ora il reddito della famiglia contadina dello Zipoli con quello della famiglia Buti ove due uomini lavoravano come ceramisti presso la fabbrica Ginori.

Famiglia Buti

	Anni	Paga gior.	Veglia	Paga annua
Buti P.	59	1,40	0,30	435
Rossi A.	57	—	—	—
Buti J.	26	1,25	0,30	390
Totale lire				825

Si sono considerati 50 giorni di veglia sui 300 lavorativi.

Il reddito medio per unità lavoratrice ammonterebbe a 412,5 lire per la famiglia operaia, un valore presso a poco uguale a quello della famiglia Zipoli.

Ma una differenza di reddito in effetti esisteva se consideriamo quanto detto sul sistema di calcolo del reddito contadino, senz'altro per difetto, e che la famiglia Buti, non era proprietaria della casa ove abitava, per la quale doveva pagare un affitto che poteva oscillare tra le cinquanta e le cento lire annue.

Tali dati consentono di affermare che il colono di un podere di pianura e vicino alla città poteva disporre di un reddito relativamente elevato nei confronti dei lavoratori salariati.

Esaminiamo per esempio le voci di entrata della famiglia del fattore che si componeva solo di due persone:

Falaschi M. (agente)	lire annue	420
Moglie (fattoressa)	» »	120

Spese sostenute dal proprietario per:

— companatici	» »	335
— sale ed altro	» »	40
— carbone	» »	18,67

Totale lire	933,67
-------------	--------

A parte altri proventi di cui non si può essere a conoscenza, si può affermare che il reddito per unità lavoratrice della famiglia fattorile era superiore a quello dello Zipoli, essendo pari a lire 583,54. Consideriamo ora la situazione di coloro che lavoravano a giornata.

Essi rappresentavano circa il 25% della popolazione maschile di Settimello, al di sopra dei 21 anni. Era questa la categoria più numerosa e più povera sia per la scarsa retribuzione, sia per l'insicurezza del lavoro.

Intorno al 1880 i salari dei braccianti nella stagione autunno-inverno, ammontavano ad una lire al giorno per gli uomini, a sessanta centesimi per le donne ed a quaranta centesimi per i ragazzi. Nella buona stagione essi aumentavano anche sensibilmente per alcuni lavori particolarmente pesanti, come la mietitura e la lavorazione della canapa, raggiungendo anche le tre lire per l'uomo e le due lire per la donna.

Dunque il salario medio di un uomo, considerando 180-200 giornate di lavoro, arrivava raramente ad una media di lire 1,50 giornaliere. Il guadagno massimo di un bracciante, sommato a quello della moglie e dei figli, poteva raggiungere in un anno 500 lire, ma poteva scendere anche a 300 (29).

Questa categoria disponeva di un reddito inferiore perfino a quello dei manovali che in questo periodo avevano un lavoro più specializzato e richiesto.

Nel comune di Settimello circa il 10% della popolazione maschile maggiorenne era formato da muratori. In questo periodo a Firenze si effettuavano molti lavori di trasformazione della città divenuta capitale della nuova Italia.

Si ricordi il lavoro del Bandettini sui lavoratori edili a Fi-

renze (30). Essi facevano parte di una categoria con elevata occupazione annuale, infatti, la quantità di lavoro effettuata in un anno non era mai inferiore a 260 giornate lavorative; anzi, più frequentemente raggiungeva le 300 giornate annue (31).

Esaminando le note settimanali di tali lavoratori si può accertare infatti la continuità d'occupazione e la giustificazione della mancata prestazione lavorativa, dovuta a malattia o ad avvenimenti di carattere occasionale.

Ai lavoratori a giornata, considerati in ruolo stabile, era assicurata la corresponsione della retribuzione anche in caso di malattia. Si tratta quindi di una categoria di lavoratori che costituisce un caso particolare, ma che comunque ci permette di avere un'idea delle condizioni, sia pure al livello più elevato, per le suddette categorie.

Considerando 300 giornate lavorative annue, i loro salari nel periodo 1859-1870 erano i seguenti:

	Paga giornaliera lire	Reddito annuo lire
Maestro di fabbrica	3,80	1140
Maestro marmista	3,20	960
Primo marmista	2,70	810
Primo muratore	2,60	780
Secondo marmista	2,50	750
Secondo muratore	2,06	615
Legnaiuolo	2,32	696
Manovale	1,66	498

Altre categorie di lavoratori come gli scaricatori, i riquadratori, le guardie, gli stradini, i giardinieri, ecc., disponevano di un reddito non lontano da quello dei ceramisti.

Tali redditi sono quasi tutti più elevati di quello per unità lavorativa calcolato per la famiglia contadina. Sarebbe stato interessante esaminare la composizione familiare dei vari lavoratori per poter approfondire l'esame sul reddito, ma già questo dato è indicativo di una certa situazione economica.

Consideriamo ad esempio che le spese che dovevano sopportare i lavoratori in città erano senz'altro più elevate di quelle dei mezzadri

che, tra l'altro, non pagavano affitto per l'uso della casa. Nel complesso dunque, il reddito dei mezzadri di pianura era ad un livello superiore a quello dei braccianti ed inferiore a quello degli operai comuni con stabile occupazione.

ROBERTO GIACINTI

(1) GIACINTI R., *L'economia di un podere chiantigiano dal primo Ottocento all'Unità d'Italia (1816-1864)*, in « Rivista di Storia dell'Agricoltura », n. 1, 1974; FATTORI M., *L'economia del Mugello nel XVIII secolo (1757-1767): le produzioni e la formazione del reddito in alcuni poderi-campione*, in « Rivista di Storia dell'Agricoltura », n. 3, 1973.

(2) Non si ritiene necessario ricordare gli avvenimenti politici di tali anni, tanto sono noti; vedremo comunque come tali avvenimenti ebbero influenza sulle condizioni economiche delle zone esaminate.

(3) Si ringrazia il Dott. Giacomo Traversi che ha partecipato attivamente all'indagine.

(4) CIANFERONI R., *Gli antichi libri contabili delle fattorie, quali fonti della storia dell'Agricoltura e dell'economia toscana; metodi e problemi della loro utilizzazione*, in « Rivista di Storia dell'Agricoltura », n. 3, 1973.

(5) GARIBALDO PANERAI, *Calenzano*, Scuola tipografica Salesiana, Firenze, 1933; DON GIOVANNI MARIA PUPILLI, *Osservazioni*, Tipografia Bonducciana, Firenze, 1832.

(6) GINANNESCHI V., *Intorno allo stato dell'agricoltura nel comune di Sesto Fiorentino*, Firenze, 1875.

(7) Famiglie contadine e non contadine della Parrocchia di S. Lucia a Settimello e loro composizione media nell'anno 1870-71.

	Totale	Contadine	Non contadine
Famiglie	208	41	167
Popolazione	1190	365	825
Media del numero dei componenti	5,7	8,8	4,9

(8) GINANNESCHI V., *op. cit.*

(9) Secondo i dati riportati dal Ginanneschi, nella zona di Sesto Fiorentino ad ogni « sacco » di grano (litri 73) corrispondeva una superficie seminativa pari ad uno stioro (metri quadri 525). Si può pertanto stimare in circa 5 ettari la superficie seminata a grano del podere Tabernacolo, con una resa per ettaro intorno ai 10 quintali. Queste rese non sembrano basse per il periodo studiato, sebbene oggi possano considerarsi misere.

(10) Seguendo lo stesso criterio di stima precedentemente accennato per il grano, poiché secondo valutazioni dell'epoca ogni ettaro seminato a granoturco rendeva in media hl 20 di prodotto, si può presumere che la superficie seminata a formentone oscillasse intorno all'ettaro.

(11) Il Ginanneschi afferma che in uno stioro si potevano mettere circa 2000 piante, dette comunemente fili; si può quindi stimare in circa 4 stiori, un quinto di ettaro, la superficie destinata a questa coltura.

- (12) NICCOLI V., *Saggio storico bibliografico italiano, dalle origini al 1900*, ILTE, Torino, 1902.
- (13) Si riporta l'andamento dell'U.L.S. per gli anni 1859-1870: lire italiane 226,70; 361,32; 773,23; 769,08; 444,92; 925,86; 399,34; 414,44; 491,80; 568,63.
- (14) MORI GIORGIO, *L'economia del Granducato di Toscana, dalla restaurazione all'Unità*, Nencini, Poggibonsi, 1961.
- (15) Si rinvia ai dati e alle notizie contenute in: BODIO L., *Di alcuni indici misuratori del movimento economico in Italia*, Roma, 1891; cfr., *Relazione intorno alle condizioni dell'agricoltura*, Roma, 1876; GUICCIARDINI F., *Le recenti agitazioni agrarie in Toscana e i doveri della proprietà*, in «Nuova Antologia», Roma, 1907.
- (16) BANDETTINI P., *I prezzi sul mercato di Firenze dal 1800 al 1890*, in «Archivio Economico dell'Unificazione italiana», volume II, fascicolo I, Roma, 1957.
- (17) Per omogeneità con altri lavori, la rivalutazione a prezzi costanti è stata effettuata con i prezzi medi del 1968 desunti dai listini compilati dalla C.C.I.A. di Firenze. I.S.T.A.T., *Annuario Statistico Italiano*, Roma, 1972.
- (18) GIACINTI R., *op. cit.*
- (19) GINANNESCHI V., *op. cit.*
- (20) Vedi nota n. 18.
- (21) PERUZZI UBALDINO, *Monografia di una famiglia di mezzadri dei dintorni di Firenze (anno 1857)*, in appendice a: INEA, *Monografie di famiglie agricole*, vol. I, Treves Dell'Ali, Roma, 1931. Pubblicata nel testo francese in: *Les Ouvriers Des Deux Mondes*, Librairie de Guillaumin et C., Paris, 1861.
- (22) Vedi nota n. 4.
- (23) Si riportano di seguito i rapporti prezzi correnti/prezzi costanti, indici misuratori delle variazioni intervenute nel potere d'acquisto della moneta: grano 193; granoturco 357; orzo e orzola 280; avena 231; saggina 364; saggina spazzola 750; fave 500; fagioli 642; vino 285; olio 387.
- (24) Il rapporto tra l'indice dei prezzi al consumo e quello dei prezzi all'ingrosso relativo al periodo 1861-1968 è uguale a 1,6198.
- (25) GALGANETTI G. M., *Della economia agraria*, in «G.A.T.», 1842.
- (26) LANDUCCI L., *Considerazioni sulla povertà del contadino toscano*, in «G.A.T.», 1832; LANDUCCI L., *Dei poveri di campagna*, in «G.A.T.», 1840; IMBERCIADORI I., *Mezzadria e piccola proprietà in Toscana nel primo Ottocento*, Giuffrè, Milano, 1961.
- (27) IACINI S., *I risultati dell'inchiesta agraria (relazione generale)*, Roma, 1885.
- (28) Si ringrazia vivamente la direzione del Museo Doccia per l'aiuto e l'interesse dimostrato nella ricerca dei dati.
- (29) REDI L., *I mezzadri*, ed. 5 Lune, Roma, 1962.
- (30) BANDETTINI P., *Le retribuzioni dei lavoratori edili a Firenze dal 1819 al 1890*, «Archivio Economico dell'Unificazione italiana», serie I, vol. X, Roma, 1960.
- (31) «Archivio dell'Opera di S. Maria del Fiore», serie XI, 6, 1-92: Deputazione secolare. Nota settimanale di lavoratori a giornata, impiegati nei lavori in questa Amministrazione.

TAVOLA 1 - Produzione vendibile della fattoria di Settimello (quintali)

Anni	Grano	Granoturco	Orzola	Orzo	Vena	Fave	Vecce	Leri	Saggina	Sagg. spazzola Fili
1859	992,0	499,9	178,0	33,7	35,3	36,8	3,9	2,1	132,5	104.000
1861	960,5	144,5	77,2	33,3	43,4	44,4	3,5	4,1	33,7	197.000
1862	788,1	414,4	54,4	32,6	47,7	38,9	7,8	4,2	137,3	453.400
1863	885,3	303,4	48,8	32,9	42,4	40,5	11,5	2,8	138,2	455.200
1864	991,0	280,1	51,0	48,5	45,1	60,4	11,8	4,6	169,1	609.600
1865	851,9	234,6	32,9	43,3	44,3	33,7	11,4	2,0	96,7	654.134
1866	864,1	229,4	21,8	51,3	46,4	37,9	11,6	16,5	100,8	660.200
1867	868,6	309,3	17,8	50,3	48,7	54,5	10,0	4,6	145,4	645.400
1868	861,4	325,2	24,0	61,4	59,2	55,9	8,4	4,2	191,7	600.676
1870	712,0	249,7	20,0	48,5	37,3	32,3	10,7	3,1	186,1	464.800
MEDIA	877,5	299,1	52,6	43,6	45,0	43,5	9,1	4,8	133,2	484.441

Anni	Maggese	Lupinella	Grumereccio	Canapa	Fagioli	Patate	Vino	Olio	Noci	Bozzoli
										<i>Lire</i>
1859	—	—	—	267,4	—	1.639,7	224,2	2,2	1,8	1.284
1861	177,6	64,5	—	146,3	—	430,8	496,8	2,9	0,7	5.691
1862	418,6	91,8	182,2	134,9	8,9	1.202,2	426,2	0,7	1,1	703
1863	421,0	112,4	28,2	223,0	3,6	1.536,2	484,5	18,5	0,7	1.122
1864	357,8	44,8	39,5	211,4	6,1	2.588,1	788,1	4,3	1,1	756
1865	473,3	264,8	108,6	154,3	5,6	619,8	868,8	6,6	1,7	857
1866	247,8	36,7	37,3	57,4	3,2	754,7	506,0	6,1	0,7	550
1867	434,6	31,9	59,6	166,0	5,5	821,5	777,6	15,8	0,8	546
1868	293,5	35,3	53,6	154,3	2,6	300,5	902,7	9,3	0,9	942
1870	319,1	104,6	108,6	116,2	2,5	400,7	950,0	2,8	0,4	1.738
MEDIA	314,3	78,7	61,8	163,1	3,8	1.029,4	642,5	6,9	0,9	1.420

TAVOLA 2 - Produzione vendibile del podere Tabernacolo (quintali)

Anni	Grano	Granturco	Orzola	Orzo	Vcna	Fave	Saggina	Sagg. spazzola	Fagioli	Patate	Vino	Olio	Bozzoli Fili
1859	55,0	18,9	5,9	1,7	2,7	1,5	2,9	7.500	0,3	31,9	30,0	1,0	25,5
1861	57,9	7,9	11,5	1,5	2,9	0,4	0,8	7.900	—	33,4	30,3	0,9	77,2
1862	53,4	29,0	2,4	1,3	2,4	0,8	2,1	6.100	0,9	86,8	25,4	0,1	8,9
1863	58,5	18,9	8,2	1,7	2,7	0,5	2,6	5.000	—	33,4	32,4	2,3	40,3
1864	61,4	23,9	8,3	1,7	3,0	1,2	4,0	10.000	0,6	—	40,3	0,9	—
1865	58,8	12,6	6,4	1,8	2,9	1,3	2,4	6.000	0,4	—	41,6	1,4	—
1866	51,9	14,4	4,4	1,5	2,7	1,6	4,0	13.000	0,9	—	21,0	0,6	—
1867	49,1	17,9	3,3	1,6	2,8	2,3	4,2	8.000	0,6	66,8	36,5	1,2	—
1868	54,3	22,1	4,3	2,2	3,2	5,0	3,6	7.500	0,1	—	39,8	0,6	—
1870	49,4	22,7	4,3	2,1	1,9	0,8	2,8	8.000	0,2	66,8	43,3	0,7	—
MEDIA	55,0	18,8	5,9	1,7	2,8	1,6	3,0	7.900	0,4	31,9	34,1	1,0	38,0

TAVOLA 4 - Composizione % media della produzione vendibile valutata a prezzi correnti e costanti

	Grano	Altre prod. erb.	Tot. prod. erb.	Vino	Olio	Tot. prod. arb.	Baco da seta	ULS	Tot. prod. zoot.	Tot.
A prezzi correnti	37,6	20,8	58,4	24,2	3,0	27,2	3,6	10,8	14,4	100,0
A prezzi costanti	23,0	22,9	45,9	21,3	3,9	25,2	3,4	25,5	28,9	100,0

TAVOLA 3 - Prezzi annui di alcuni prodotti del podere Tabernacolo (lire italiane)

Anni	Grano		Granturco		Orzo		Orzola		Avena		Saggina	
	Staio	Q	Staio	Q	Staio	Q	Staio	Q	Staio	Q	Staio	Q
1859	6,0	32,4	3,0	16,3	3,0	18,7	3,0	18,7	2,0	16,4	2,0	14,9
1861	7,0	37,8	4,0	21,8	4,0	24,9	4,0	24,9	3,0	24,6	3,0	22,4
1862	6,0	32,4	3,0	16,3	4,0	24,9	3,0	18,7	3,0	24,6	2,0	14,9
1863	7,0	37,8	3,0	16,3	3,0	18,7	3,0	18,7	3,0	24,6	2,0	14,9
1864	6,0	32,4	3,0	16,3	3,0	18,7	3,0	18,7	3,0	24,6	4,0	29,9
1865	6,0	32,4	3,0	16,3	3,0	18,7	3,8	23,7	3,0	24,6	4,0	29,9
1866	5,5	29,7	3,0	16,3	3,0	18,7	3,0	18,7	3,0	24,6	3,0	22,4
1867	7,0	37,8	3,5	19,0	3,4	21,2	3,5	21,8	3,0	24,6	2,0	14,9
1868	8,0	43,2	3,5	19,0	3,5	21,8	3,5	21,8	3,0	24,6	2,0	14,9
1870	6,0	32,4	2,5	13,6	3,2	19,9	3,0	18,7	3,0	24,6	2,0	14,9
MEDIA	6,5	34,8	3,2	17,1	3,3	20,6	3,3	20,4	2,9	23,8	2,6	19,4

Anni	Sagg. spazzola per migliaio	Fave		Fagioli		Patate per centinaio	Vino		Olio		Bozzoli	
		Staio	Q	Staio	Q		Barile	Q	Barile	Q	Libbra	Kg
1859	8,0	4,0	20,5	5,0	28,8	3,0	22,0	48,2	48,0	154,1	2,3	7,0
1861	—	5,0	25,6	5,0	28,8	5,0	20,0	43,8	60,0	192,6	2,1	6,4
1862	7,3	5,0	25,6	5,0	28,8	5,0	16,0	35,0	66,0	211,9	2,2	6,7
1863	11,5	4,0	20,5	6,0	34,6	3,0	20,0	43,8	48,0	154,1	1,6	4,8
1864	10,5	5,0	25,6	5,0	28,8	3,0	14,0	30,7	48,0	154,1	1,4	4,2
1865	8,3	5,0	25,6	5,0	28,8	3,0	15,0	32,9	48,0	154,1	1,4	4,2
1866	8,4	4,0	20,5	5,0	28,8	3,0	15,0	32,9	45,0	144,5	1,4	4,2
1867	8,4	4,3	22,0	4,0	23,0	3,0	15,0	32,9	55,0	176,6	1,4	4,2
1868	7,6	4,0	20,5	4,0	23,0	3,0	12,0	26,3	52,0	166,9	1,4	4,2
1870	9,5	4,0	20,5	5,0	28,8	3,0	13,0	28,5	50,0	160,5	1,4	4,2
MEDIA	8,0	4,4	22,7	4,9	28,2	3,4	16,2	35,5	52,0	166,9	1,7	5,0

TAVOLA 5 - Produzione vendibile e redditi a prezzi correnti del podere Tabernacolo
Produttività del lavoro (lire 1968)

Anni	Produzione vendibile			Di parte	Lavori	Spese	Reddito	Prod. vendibile	Unità	Produttività
	Veget.	Zootecnica	Totale	colonica	ed opere	coloniche	della fam.	a prezzi 1968	lavoratrici	del lavoro
1859	4.113	389	4.502	2.251	253	144	2.360	1.419.351	6,2	228.928
1861	4.796	846	5.642	2.821	233	159	2.895	1.717.878	6,8	252.629
1862	4.640	830	5.470	2.735	252	198	2.789	1.491.914	6,8	219.399
1863	4.969	969	5.938	2.969	223	174	3.018	1.837.020	6,8	270.150
1864	4.263	599	4.862	2.431	171	203	2.399	1.558.391	6,8	229.175
1865	4.105	1.079	5.184	2.592	269	249	2.612	1.681.035	6,2	271.135
1866	2.941	553	3.494	1.747	224	144	1.827	1.173.391	6,2	189.257
1867	4.550	568	5.118	2.559	151	140	2.570	1.836.699	6,2	296.242
1868	4.317	645	4.962	2.481	165	247	2.399	1.434.171	6,2	231.318
1870	4.132	722	4.854	2.427	157	206	2.378	1.682.587	6,8	247.439
MEDIA	4.282	720	5.002	2.501	210	186	2.525	1.583.244	6,5	243.567

TAVOLA 6 - Disponibilità alimentare della famiglia colonica

Alimenti	Prod. di parte mezzadrile Kg. per anno	Grammi al giorno			Calorie al giorno	%	
		Protidi	Lipidi	Glicidi		Protidi	Calorie
Grano	2.750 (*)	746,1	74,8	4.746,8	23.055	59,3	54,0
Granturco	940	167,9	52,1	1.444,7	6.836	13,4	16,0
Orzo e orzola	380	22,1	3,9	182,2	872	1,8	2,0
Vena	140	15,8	1,7	138,1	647	1,3	1,5
Fave	80	25,6	2,2	65,8	376	2,0	0,9
Fagioli	20	8,1	1,8	19,5	115	0,6	0,3
Patate	1.595	63,2	3,7	601,7	2.630	5,0	6,2
Vino	1.705	—	—	70,1	3.550	—	8,3
Olio	50	—	135,5	—	1.200	—	2,8
Ortaggi	700	26,9	3,8	124,6	556	2,1	1,3
Frutta	560	12,3	7,7	231,7	935	1,0	2,2
Uova (numero)	3.500	61,3	54,6	3,8	777	4,9	1,8
Animali da cortile	70	39,8	8,1	1,0	239	3,2	0,6
1 maiale	100	65,2	69,0	0,4	902	5,2	2,1
1 agnello	9	3,3	0,4	—	18	0,2	0,0
TOTALE	—	1.257,6	419,3	7.630,4	42.708	100,0	100,0

(*) Sono compresi Kg 1.263 di grano dati per vitto oltre la parte colonica.

Una pianta da foraggio calabrese nel '700

Dopo l'unificazione d'Italia è stato naturale fare paragoni tra varie regioni e tra il Mezzogiorno e il Settentrione. Tali paragoni hanno messo in rilievo una certa arretratezza del Mezzogiorno anche in campi diversi da quello dell'industria.

Tutta la tradizione storiografica o patriottica che voleva il Mezzogiorno fertilissimo e ricchissimo almeno in agricoltura, è stata smentita e si è visto finalmente che la realtà del Mezzogiorno è una agricoltura povera e che tutto il paese è povero come scriveranno più tardi Benedetto Croce (1) ed altri.

Tale constatazione fatta in un momento politico particolarmente difficile, quando imperversava il brigantaggio, ha indotto molti nostri scrittori a ricercare le cause che furono individuate nella Spagna o nella Chiesa o nei Borboni. Quasi nessuno si è ricordato dell'accidentata configurazione orografica, della scarsità delle pianure, delle difficoltà climatiche.

Nell'Ottocento si dimenticò che i difetti dell'agricoltura meridionale erano stati già messi in luce da quegli scrittori del XVIII secolo, i quali, avendo viaggiato, avevano visto quali progressi avesse fatto l'agricoltura sotto l'influenza delle idee fisiocratiche, od anche senza viaggiare ma conoscendo le lingue si erano documentati su tali progressi.

Uno dei più gravi inconvenienti per il Meridione consisteva nell'allevamento del bestiame condotto su prati naturali con le conseguenze facilmente immaginabili: necessità della transumanza per ovviare ai rigori del clima invernale ed estivo, nutrimento del bestiame aleatorio e dipendente dalle vicende climatiche, allevamento informato a canoni antichissimi con netto rifiuto di procedimenti nuovi.

Ne derivava, tra le altre conseguenze, una carenza alimentare per l'uomo stesso che non sempre poteva disporre di carne sufficiente.

Il raffronto con i successi indubitabili dell'allevamento bovino conseguiti in Inghilterra e in Olanda poneva in risalto che questi erano dovuti soprattutto alla alimentazione razionale del bestiame mediante appropriati foraggi. E ciò faceva risaltare l'arretratezza dei sistemi di allevamento praticati in Italia. Una alimentazione fatta con foraggi razionalmente scelti avrebbe conseguito due scopi: aumentare la carne disponibile e diminuire la superficie dei terreni da pascolo rendendoli liberi per coltivazioni alimentari.

In Calabria, nonostante l'evidente arretratezza dell'allevamento, il problema del foraggio era stato già affrontato nella prima metà del '700 ed anzi un tipo di foraggio era salito verso la Toscana e la Liguria. Non sappiamo determinare quali risultati il foraggio calabrese abbia conseguito localmente, ma l'episodio deve essere segnalato.

Domenico Grimaldi nacque in Seminara l'anno 1735. Andò a Genova da dove proveniva la sua famiglia e si fece iscrivere nel patriziato e ottenne la Magistratura di quella Repubblica.

Dimorando a Genova si applicò seriamente ai problemi della agricoltura, ai metodi di estrazione dell'olio e delle sete e con il consenso del padre intraprese viaggi in Francia, in Svizzera e in Piemonte per informarsi minutamente delle pratiche agricole di quei Paesi (2). Egli stesso e suo padre si erano occupati del problema dei prati artificiali ed avevano proceduto a coltivazioni sperimentali della sulla (suddha) (3) erba da prato che era diffusa tra i contadini di Seminara come pianta che si riteneva introdotta dagli Arabi (4).

Il Grimaldi introdusse la sulla a Genova nella villa di un suo amico dopo di che scrisse una memoria in proposito che venne letta due volte in riunioni dell'Accademia dei Georgofili di Firenze (5).

La seconda lettura ebbe luogo nella tornata del 12 dicembre 1766 e il Grimaldi venne iscritto tra i soci dell'Accademia.

Nel suo *Saggio di Economia campestre per la Calabria Ultra*, pubblicato a Napoli nel 1770 il Grimaldi afferma che la sua memoria relativa alla sulla venne pubblicata dall'Accademia dei Georgofili. In realtà fu stampata nelle *Veglie appartenenti all'economia della villa* n. 4, Firenze, 15 febbraio 1767, a cura del Montelatici che dirigeva le Veglie; ad ogni modo dalle lettere scritte dal Grimaldi al Montelatici segretario dell'Accademia risulta che egli, sempre da Genova, mandò un pacchetto di semi.

Nella lettera del 5 settembre 1767 scrive tra l'altro: « ... Credo che a questo punto avrà ricevuto il pacheto di semenza della consaputa *Sulla* e che averà dato principio alla esperienza con l'averne fatto seminar porzione in qualche campo di terreno adattato, ove le stoppie non ancora erano bruggiate; e se ciò averà fatto eseguire, la prego nel corrente mese di far aprire leggermente la terra con l'aratro acciò la vegetazione riuscisse più pronta; quest'è l'unica diligenza che li più accorti contadini di Seminara sogliono adoprare, cioè di fendere leggermente la terra avanti le prime piogge del mese di settembre.

« Ma se poi nel corrente anno non l'è riuscito eseguir la metodo di Seminara, credo ne potrà far seminar porzione nel corrente autunno facendo preparar il terreno come se servisse per seminarvi la medica; aspettar l'esito di questo saggio fino alla primavera e quante volte non riuscisse farlo replicar nell'istesso terreno ad aprile del prossimo anno, così si potrà conoscere in quali stagioni potrà meglio riuscire la vegetazione della *sulla*.

« Ad ogni modo però la prego di riserbarne una buona porzione per farla seminar nel venturo anno fra mezzo le stoppie secondo la metodo infallibile che praticasi nel territorio di Seminara. Tutti li contadini di quel paese erano intestati che la *Sulla* non può adattarsi a niun terreno fuorché al forte, cretoso e bianco, ma mio padre li rese in qualche maniera disingannati coll'aver fatto trapiantare a febbraio del corrente anno in un terreno legierissimo ed arido, ma ben concimato, cento piante di *Sulla* che maravigliosamente son riuscite a riserbare della perdita di poche di esse. Segno evidentissimo che con una buona cultura o col mezzo della trapiantazione si potrà far allignare questa preziosa pianta in tutti li terreni d'Italia.

« Subito che li saggi che vostra signoria Rev.ma farà eseguire unitamente a quelli che da mio padre in quest'anno s'eseguiranno, ci daranno una cognizione sicura sulla coltura e della maniera di far allignare la *sulla* in qualunque terreno seminatorio, si potrà risolvere in seguito quel gran problema d'agricoltura che riguarda la metodo come di far che un terreno non stia mai in riposo senza ponto spossarsi, miracolo che mi sembra difficilissimo nelle vaste possessioni senza l'aiuto della consaputa *sulla*. Spero fra poco di sviluppare questa mia idea che potrebbe servir di fondamento per un piano d'agricoltura forse non ancora ideato.

« La figura che le acchiudo fu tirata al naturale su d'una pianta di quest'anno, che avea sei palmi e più d'altezza e settantacinque rami

fra grossi e piccoli tanto che per servirmi dell'espressione di mio padre sembrava una piccola selva. Due cose abisogna avvertire su questa pianta: l'una che dopo seminata non bisogna più adoprar zappa o vanga, ma l'aratro semplicemente; l'altra, che la durata è indeterminata tanto vero che alcuni vecchioni di Seminara si ricordano li terreni sullati sempre sull'istesso piede.

« Agogno sentire il problema rusticale, che sarà proposto come anche tutto quel che concerne all'incremento e regolamento dell'Accademia, sperando che Vs Signoria Rev.ma si compiacerà darmene gli opportuni riscontri come nella sua pregiatissima m'assicurava » (6).

Da una lettera del Montelatici al Grimaldi dell'11 dicembre 1766, risulta che la *Memoria sopra di una certa specie di pianta pratense chiamata Sulla* era già scritta in settembre 1766 e che l'Accademia ne chiedeva un disegno che fu mandato.

Dall'insieme del carteggio si desume che la sulla era assolutamente sconosciuta in Toscana e che il Grimaldi la proponeva per la bonifica del territorio di Siena. Non ho ulteriori notizie sulla diffusione dell'esperimento in Toscana. Risulta che la coltura di tale pianta nell'ottocento sia stata continuata a Seminara e altrove in Calabria come si desume da una relazione ufficiale (7).

L'episodio non del tutto nuovo perché già il Grimaldi nel 1770 aveva stampato la notizia della introduzione della sulla a Genova, meritava di essere segnalato di nuovo e messo in rilievo in quanto fa parte di un « risveglio » della agricoltura meridionale e calabrese in specie, che è un segno di vitalità. Sarà da discutere in seguito se tale « risveglio » debba considerarsi come effetto importato della Fisio-crazia, o dell'insegnamento dei Genovesi oppure se debba considerarsi come prodotto autonomo dell'ambiente.

Per ora credo che dobbiamo limitarci a mettere insieme le notizie, in attesa di una ricerca che consenta un discorso più ampio. Per altre notizie sulla vita e le opere di Domenico Grimaldi consultare: BASILE A., *Un illuminista calabrese Domenico Grimaldi da Seminara*, « Archivio Storico per la Calabria e la Lucania », 1943.

NUNZIO LACQUANITI

NOTE

- (1) CROCE B., *Storia del Regno di Napoli*, Bari, 1972, pp. 137-138.
- (2) DE SALVO A., *Ricerche e studi storici intorno a Palmi, Seminara e Gioia Tauro*, Palmi, 1899, pp. 257-258.
- (3) La sulla, in dialetto calabrese (*Suddha*), è una leguminosa (*Hedysarum coronarium*) che cresce spontanea nei luoghi aridi e incolti dell'Italia meridionale.
- (4) LUCIANO D., *Domenico Grimaldi e la Calabria nel '700*, Roma, 1974, p. 62.
- (5) Le notizie che seguono derivano dal « Carteggio storico, busta 37, nn. 22, 24, 31 », che mi sono stati favoriti in copia dalla segreteria dell'Accademia che qui ringrazio.
- (6) Accademia Economico-Agraria dei Georgofili, Firenze, Carteggio storico, busta 37, n. 31, Domenico Grimaldi a Ubaldo Montelatici, Genova 5 settembre 1767.
- (7) Atti della Giunta per l'Inchiesta Agraria sulle condizioni della classe agricola, Relazione del Commissario Comm. Ascanio Branca, Roma, 1883, vol. IX, fasc. I, p. 492: « Le piante da prato più generalmente coltivate nel circondario (di Palmi) sono la sulla, il lupino... Il prato di sulla e di lente però raramente si lascia consumare sul campo, ma o si falcia per dare al bestiame le piante verdi, o per farne fieno, che di sulla riesce pregiatissimo e molto nutritivo e si consuma quasi esclusivamente per i muli e somari ed in minima parte per gli animali vaccini ».

Agricultural silk production in Calabria in the XV and XVI century

The main characteristic of Calabria in the XV century was the silk industry. In this century Calabria made considerable improvements in this industry, not only in the expansion of the cultivation of the silk worm and at the same time the cultivation of the mulberry in the country, but also in the increasement and the elaboration of this noble art.

Catanzaro, the most important town in this region at that time, achieved great fame with its damasks — the so-called « catanzarito » — and its velvets so popular at the Court of Naples which were favorably compared to those of Genoa, Venice, and Florence (1). Catanzaro was at that time the most important center of silk production in the region. Year after year the number of spinning mills increased, as did the workers involved in the production of silk, which is why this art achieved a certain level of industrialization. In the meantime, in the rest of Calabria the silk production maintained the old character, more or less according to the various places, following the ancient cottage production system, engaging whole families and forming economic bounds between the country and the cities.

Silk was almost certainly introduced in Calabria by the Byzantines. Under the Saracens the production of silk was greatly increased, and in the second half of the XIII century with the decline of silk manufacturing in Sicily due to the emigration of the Muslims, Calabria achieved supremacy in this art over all Italy, and owed great part of its commercial importance to this art (2). Many writers of medieval times noted that in Catanzaro there was such an abundance of silk, that almost everybody, poor or rich, could have gone dressed in silk (3). Especially in Catanzaro the ubiquity of silk clothing had arrived to a point by the second half of the XV century that the

Count of Catanzaro Antonio Centelles ordered that no man or woman could dress in the future in silk clothes nor wear golden ornaments because such luxury caused the economic ruin of many families (4).

According to a local tradition, some people from Catanzaro imported silk making in France. In 1399, at the time of the war between the House of Anjou and House of Durazzo for the succession to the Kingdom of Naples, in Catanzaro, that was for king Ladislao of Durazzo, the Count Nicola Ruffo inspired by some emissaries of Tomassino de Cumis of Catanzaro, tried to get back from France a special kind of silk making system, by seizing the mills that surrounded Catanzaro and in this way starve this city. But the attempt did not work out and the French faction won out. Many people from Catanzaro had taken part to this plot, almost all of whom were weavers, dyers and twisters of silk. Fearing capture and death, they followed the Anjoine soldiers to Provence and became the first masters of silk art in France (5).

The privileges that were given to the silk art in Catanzaro warranted its expansion. Under King Ferdinand I, Naples and Catanzaro were exempted from the prohibition of manufacturing silk. The merchants from Catanzaro were free from all taxes, including of course those which concerned silk. Catanzaro achieved its greatest importance when the consulate for the silk industry was established in this town. This was the first provincial consulate of the silk art in the Kingdom of Naples (after the one in Naples itself, permitted in 1465 by King Ferdinand I) and it was formed by three consuls of the noble silk art. The consuls were elected every year on the first day of May at the presence of the magnificent mayors and captain of the town, and by the votes of all those who were regularly registered silk artisans. The consuls were three in number, one representing the merchants and the other two the masters. No one could be elected consul if he did not belong to a silk family. With the consuls, a counsellor was also elected for the disputes that arose regarding the silk making. The consuls were charged with judging the administration of their immediate predecessors and hearing and acting on the complaints that had been raised (6).

To guarantee the privileges of the art and the exemptions, it was decided that nobody, no matter who he was, citizen or foreigner, could produce silk cloth if he was not listed in the book or matricola of silk artisans. No person, no matter what his social status or con-

dition was, could open a shop in a public square if he was not first listed in the silk matricula. It was especially difficult for foreigners and their families to be enlisted, because first they had to go through a long and severe apprenticeship before being accepted (7).

The relations that held the people enlisted in the matricula together had not only a commercial importance, but also a social one since in this way they formed a powerful order, one of the nobilities of the city.

At that time the silk merchants were, for the most part, nobles from the same city, because in Calabria, as opposed to northern Italy, it was the nobility that held in its hands the economic and commercial power of the region. In this century, and also in the following one, Calabria was the gathering place of Venetian, Florentine and Genoese merchants, who helped to finance the economic revival of this region. Until the middle of the XV century the kings of Naples encouraged the foreign merchants, especially the Venetians, but this encouragement ceased when they interfered in the political affairs of the kingdom helping in the rebellion against the king (the same Count of Catanzaro Centelles) in the years 1444-1445 (8).

Also in the other two main cities of Calabria, Reggio and Cosenza, silk trade was the principle industry. In Reggio, silk achieved a great importance when the colour indigo was introduced. It seems it was imported by the Jews when they had been expelled from Sicily at the time of the Vice-roy Cordova. Almost every village in the district of Reggio had its calendars for silk manufacturing. In a place called Sambatello in Reggio can be noted the calendars that were used where the silk was treated with a special water that spouted out of a rock. Its effect was that the silk did not lose its colour, unlike the silks produced elsewhere, and was the brightest of all produced in the region. This particular type of silk kept the name Sambatello from the place it was born. In the district of Reggio, another place where silk production was great was Seminara. Today this place is just a village, but in the XVI century it was even more populous than Reggio itself, and competed with this town to be the silk manufacturing center of the district (9).

In the whole province of Cosenza, and specially in the villages that had a natural way out in the Valley of the Crati River, the cultivation of the silk worms was the main resource for the poor people. Important centers of this production were Montalto, Rende

Bisignano, Acri, S. Marco, Altomonte, Castrovillari, Morano. The cultivation of the silk worms was at that time one of the very few economic activities of Cosenza, and especially in the villages that surrounded this city. The silk worm was the only friend the poor people had, and the only riches amid so much poverty. The people of Cosenza always considered San Giobbe as protector of silk industry, in memory of the worms that consumed his body. Simple people say that those worms were the first relatives of the silk worms. In 1464 Cosenza obtained permission to export silk which was reconfirmed in 1486. However, in 1555 when the city demanded to have a consulate for the silk industry, this was refused by the vice-roy of Naples. It seems the reason was that the vice-roy wanted to take revenge on the people of Cosenza, who in the same request had asked for the suppression of a silk tax from which the vice-roy gained a great amount of money (10).

At the time of Emperor Charles V, that is in the first half of the XVI century, there was a considerable increase in the silk trade, mainly due to the increased number of registred artisans in the kingdom of Naples.

The silk yarn was particularly popular in foreign countries. The correspondance of the Genoese merchants found in « Consuls and Orators » in Naples contains fascinating accounts detailing how the silk trade flourished. In 1517 the market in Cosenza was favored while at other times it shared the honor with the rest of Calabria. The Genoese merchants used to send their ships to Paola to take on the silk to be sold in the markets of northern Italy. Some particulars from the correspondance include: in 1551 Vincenzo di Marino Rivole, Nicolao Gentile di Canale, and Giovanni Agostino di Grimaldo, all Genoese merchants, went to Reggio to buy silk for which they paid the considerable sum of 3700 golden scudi. Florentine merchants were also interested in trading in Calabria. Angelo Biffoli bought 4 bales of silk in Cosenza and surroundings through Giovan Matteo Bruno, who would give them to Francesco Vecchiotti, who in turn would give them to Giovanni de Ricasoli (11).

But such riches in the kingdom of Naples could not continue without being taxed sooner or later. The original tax that had been put on silk was tollerable to merchants and masters of this art. And things changed after the reign of Emperor Charles V, and specially so under the rule of the Spanish vice-roys. In 1555 the tax on silk

was increased to 22 grana per libbra, for the construction of defense castles on the coast against the attack by the Saracens (12).

In 1563 the government sold patronage jobs (such as silk tax collector) to the highest bidder, and this became the ruin of silk trade in Calabria, as well as for the whole kingdom. The man who offered the government the highest amount of money was given the office of tax collector. He in turn exacted enormous taxes from the silk producers, driving down their profits. The way these taxes were levied soon brought a complete ruin in this trade by making any profit impossible. By the following century the silk trade was in decay and could no longer stand the competition of foreign silk. It was the end of an industry that had enriched Calabria for over two centuries (13).

AMEDEO MICELI

RIASSUNTO. — La seta in Calabria fu la principale e più importante risorsa agricola ed economica nei sec. XV e XVI. L'intensità della sua produzione era legata alle condizioni favorevoli che vennero accordate al suo commercio. Quando questa produzione venne ristretta dalle tasse imposte dal governo spagnolo e prevalse nella qualità la produzione delle sete straniere, la produzione calabrese decadde e perse quella caratteristica agricola che aveva avuto in questi due secoli.

(1) E. PONTIERI, *La Calabria a metà del secolo XV e le rivolte di Antonio Centelles*, Napoli, 1963, pp. 100-101; G. CARANO DONVITO, *Per una storia dei tessuti nell'antica economia calabrese*, in «Archivio storico per la Calabria e Lucania», VIII (1938), pp. 37 segg.; L. MONTALTO, *La corte di Alfonso I d'Aragona. Vesti e gale*, Napoli, 1922, pp. 107 and 113.

(2) O. DITO, *La storia calabrese*, Cosenza, 1967, p. 287.

(3) G. MARAFIOTI, *Croniche ed antichità di Calabria*, Padova, 1601, p. 30.

(4) V. D'AMATO, *Memorie storiche di Catanzaro*, Napoli, 1670, p. 109.

(5) O. DITO, *op. cit.*, p. 289.

(6) *Ibid.*, p. 291.

(7) *Ibid.*, p. 291.

- (8) E. PONTIERI, *op. cit.*, pp. 192 and 198.
- (9) O. DITO, *op. cit.*, p. 296; SPANÒ BOLANI, *Storia di Reggio*, vol. II, Napoli, 1857, p. 3; DE SALVO, *Ricerche e studi storici intorno a Palmi, Seminara e Gioia Tauro*, Palmi, 1899, pp. 133 and 187.
- (10) O. DITO, *op. cit.*, p. 299.
- (11) G. CONIGLIO, *Il Regno di Napoli al tempo di Carlo V*, Napoli, 1951, p. 140.
- (12) O. DITO, *op. cit.*, p. 301.
- (13) F. MARINCOLA DI S. FLORO, *Storia e statuti dell'arte della seta in Catanzaro*, pp. 32-33.

RECENSIONI

ANATI E., *Evoluzione e stile nell'arte rupestre camuna* (Centro camuno di studi preistorici, Capo di Ponte, Brescia, 1975).

La scoperta avvenuta nella prima metà di questo secolo dell'imponente patrimonio iconografico-culturale rappresentato dalle incisioni rupestri della Val Camonica (più di 130.000 rinvenute sino ad oggi, ma tale numero continua ad aumentare) ha rivoluzionato le nostre conoscenze a proposito dell'evoluzione economica, sociale e religiosa delle popolazioni alpine e padane in genere (e indirettamente di tutta l'Europa), lungo gli otto millenni che si stendono dalla fine del periodo glaciale all'occupazione romana. Otto millenni gravidi di eventi storico-culturali di importanza determinante, in cui si è verificato il passaggio dalla caccia-raccolta alla coltivazione-allevamento, dalle comunità umane semplici alle società complesse stratificate, eventi che non si sono verificati nel milione di anni di storia umana precedente: ottomila anni in cui in definitiva si è costituita l'ossatura di fondo della civiltà europea. Ma qual è la natura, il significato, il valore ai fini della conoscenza storica, di questo ingente patrimonio di arte preistorica? Risponde con una precisazione tanto sintetica quanto pregnante l'autore, il prof. E. Anati, uno dei maggiori specialisti esistenti sull'argomento e che, con la sua équipe, ha scoperto e indagato la massima parte delle incisioni preistoriche camune, nel volume che stiamo esaminando:

«L'arte rupestre, come ogni altra manifestazione intellettuale, s'inserisce nell'insieme della cultura, quale una delle espressioni con cui l'uomo reagisce al mondo che lo circonda e alle vicende della propria esistenza in esso».

Questa definizione implica due determinanti conseguenze da esaminare attentamente:

1) Se l'arte rupestre è espressione del modo di reagire all'ambiente non solo fisico, biologico, ma anche umano, ecco che in essa si noteranno variazioni che rispecchieranno sia l'evoluzione ecologica dal glaciale al clima attuale, sia l'evoluzione delle tecniche di utilizzazione delle risorse ambientali: dalla caccia-raccolta alla coltivazione e all'allevamento semplici, alla coltivazione con l'impiego di forza animale (aratura) e la produzione di surplus alimentari; sia l'evoluzione delle strutture economico-sociali, perché è evidente che la produzione di surplus alimentari permette l'emergere di gruppi dominanti utilizzatori di tale

surplus (stratificazione sociale), come la differenziazione di ceti professionali (sacerdoti, militari, artigiani, ecc.), non direttamente produttori di cibo; sia infine l'evoluzione religiosa come mezzo e modo di concepire i rapporti io (individuale e collettivo)-non io (FORNI, Contributo al Simposio: *Les Religions de la Préhistoire*, in corso di stampa).

2) L'arte rupestre non è specchio fotografico del variare di queste relazioni, ma è espressione simbolica (anche l'arte cosiddetta naturalistica è interpretazione mediante segni, simboli, il più possibile aderenti alla realtà, ma sempre segni), per cui indagare il significato di tali espressioni artistiche implica l'analisi di simboli e stili (FORNI, *Contributo al Valcamonica Symposium*, Berscia, 1970).

Anati, nello sviluppo della sua trattazione, tiene conto in modo completo, equilibrato ed obiettivo di quanto sopra è stato considerato. Da un lato analizza simboli alla luce delle culture preistoriche circostanti la Valcamonica, dall'altro individua una successione di stili cui fa corrispondere una successione cronologica. Dall'altro ancora l'analisi di stili e simboli gli permette di individuare una evoluzione economico-sociale per noi di grandissimo interesse: come si è detto, dalla caccia-raccolta alla coltivazione-allevamento semplici, dapprima, e poi alla coltivazione aratoria, il sorgere quindi di società stratificate. Innumerevoli sono i problemi che Anati pone o sottintende implicitamente. Ad esempio, le incisioni dette «mappe» costituiscono veramente i primordi delle moderne mappe, cioè la rappresentazione in piano delle superfici coltivate, oppure sono simboli con tutt'altro significato?

Sono evidenti, nella prima interpretazione, le implicazioni politico-sociali che, a loro volta, porrebbero altri interrogativi: le mappe corrispondono alle esigenze di una nascente oligarchia che, mediante una precisa conoscenza delle superfici coltivate, può ripartire più efficacemente i tributi, anche se in natura, oppure le mappe sono il segno di una più valida e funzionale strutturazione collettivistica della gestione delle campagne (comunismo primitivo)? (Cfr. FORNI, *Società e agricoltura preistoriche nelle regioni montuose della Padania*, in questa «Rivista», 1972).

È evidente che, in quest'ultimo caso, il luogo delle incisioni rupestri era il luogo delle assemblee comunitarie in cui si svolgevano non solo riti religiosi, ma si prendevano altresì le deliberazioni di natura politica ed economica d'interesse collettivo.

Altri problemi riguardano la prima comparsa dell'agricoltura e dell'allevamento in genere, come quello dell'allevamento delle varie specie animali domestiche: cane, bue, maiale, cavallo e così via. Per tutti questi problemi Anati trova nelle incisioni elementi per una risposta, o almeno per una congettura. A pag. 58, Anati mostra di interpretare le numerose rappresentazioni di cervidi come prova della loro domesticazione, seguendo in ciò la moderna scuola preistorica inglese. Questa, partendo dalla constatazione statistica che il numero delle ossa di cervo (o di alce) appartenenti ad animali giovani nelle stazioni preistoriche, a partire dal tardo paleolitico, appare nettamente preponderante, come appunto accade a riguardo delle specie animali allevate, ne deduce, per analogia, che pure il cervo era allevato. Già in altra occasione (FORNI, in corso di stampa) si è messo in evidenza che tale constatazione fatta dagli studiosi inglesi può

dimostrare un tipo di caccia specializzata (come in realtà probabilmente si verificò nel tardo paleolitico) con eventuali pratiche protettive da semi-allevamento.

L'imponente rappresentazione di cervi nell'ambito dell'arte preistorica camuna rientra, a nostro parere, in tale quadro.

Gli esempi sopra illustrati ci pongono in evidenza la ricchezza della problematica storico-agraia che le incisioni rupestri ci offrono e che solo una impostazione interdisciplinare, come Anati ci ha validamente dimostrato in questo lavoro, ci può permettere di avviare a risolvere.

GAETANO FORNI

CASINI B., *I fondachi e i beni di due mercanti Pisani nel Quattrocento*, in «Economia e Storia», anno 1974, fascicolo 4, pp. 441-461.

L'A. attraverso l'analisi della situazione patrimoniale dei due mercanti Pisani Antonio e Nanni di Andrea di Baldo, florida nei primi del Quattrocento, in netto declino nel corso del medesimo secolo, traccia, se si vuole, un quadro della situazione generale della mercatura Pisana, oppressa dal fiscalismo Fiorentino. Difficile la ricostruzione dell'albero genealogico di detta famiglia che, nel sec. XV, non aveva ancora il cognome formato.

Documenti certi attestano che Andrea di Baldo, nel 1388 Anziano, faceva il caciaiolo ed era assunto ad una notevole agiatezza. La famiglia del figlio Antonio e fratelli, caciaioli, tutti sposati con prole nel 1428, era al trentesimo posto della gerarchia patrimoniale delle 1752 famiglie di Pisa. Un fratello Giovanni, detto comunemente Nanni, mette su nel 1426 una bottega di panni ed altre merci in luogo attiguo a quella di caciaiolo gestita da lui e dagli altri fratelli. Sulla scorta di una notevole documentazione catastale e notarile l'A. delinea fin nei minimi particolari il bilancio patrimoniale di Antonio e Nanni di Andrea di Baldo, soffermandosi sui crediti e debiti delle botteghe, delle proprietà immobiliari, delle colture delle terre. Numerosi dati accompagnano la ricerca e due tabelle (A e B) schematizzano le entrate e le uscite, il valore e la rendita, riportando anche il tasso in percentuale.

ROBERTA MANNOCCI

MARTINI SILVIO, *Cavour als Agronom und Förderer der Landwirtschaft*, in «Schweizerische Landwirtschaftliche Monatshilfe», Bern, 1974.

Il dott. Silvio Martini, oltre ad operare nella vicina Svizzera nel settore della ortofrutticoltura, dimostra, da tempo, di essere un appassionato cultore di storia dell'agricoltura ed in particolare della pomologia. Lo dimostrano le numerose biografie di Studiosi del passato che da tempo va pubblicando in varie riviste, in particolare in lingua tedesca.

Sono scritti brevi, densi di documentazione dove sempre si nota la preoc-

cupazione di mettere in rilievo ciò che vi è stato di originale nell'attività dei vari Studiosi ed il contributo diretto ed indiretto da Essi dato al progresso dell'agricoltura.

È del 1955 il ricordo del tricentenario della nascita di Giovanni Battista Ferrari, senese, dell'ordine dei Gesuiti, insigne docente di lingue ebraiche ed arabe, studioso di botanica e pomologia; è del 1957 il ricordo di Pierre-Antoine Poiteau, noto botanico e pomologo francese; è del 1959 il ricordo di Thomas Andrew Knight, Presidente dal 1811 al 1838 della « Royal Horticultural Society of London », grande fisiologo vegetale, una vita dedicata alle colture floricole ed alla pomologia; è del 1960 il ricordo di Carl Dahl, svedese, docente universitario, scomparso in epoca recente, medaglia d'oro per gli studi nel settore della frutticoltura in Svezia e Nord-America.

Nel 1960, tricentenario della nascita di Francesco Cupani, francescano della terra di Sicilia, il Martini ci porge un profilo di questo, poco noto, ma tuttavia grande benemerito dell'agrumicoltura, frutticoltura e viticoltura in particolare della Sicilia, naturalista, discepolo del celebre botanico Silvio Boccone; nel 1961 ricorda lo svizzero Daniel Rhagor, vissuto a cavallo tra il XVI ed il XVII secolo, vero precursore delle ricerche sulla frutticoltura e viticoltura della Svizzera.

È quindi del 1961 il ricordo di Sismonde de Sismondi, insigne agronomo ed economista, nato a Genf nel 1773, ma che ha trascorso alcuni anni in Toscana, nei pressi di Pescia. Socio corrispondente dell'Accademia Economico-Agraria dei Georgofili, durante la sua permanenza in terra toscana ha compiuto interessanti ricerche sulla proprietà contadina e pubblica nel 1801 il noto « Tableau de l'Agriculture toscane », presentato quattro anni dopo anche in edizione tedesca a Tubingen. Da notare che non esiste una edizione in lingua italiana.

Ancora nel 1963 il Martini ricorda l'opera di Johannes Bauhin, valoroso pomologo, svizzero di genitori francesi, vissuto nella seconda metà del XVI secolo, come pure l'attività di Rudolf Stoll, nato a Roma nel 1847, docente di Pomologia a Vienna, studioso insigne in particolar modo della frutticoltura austro-ungarica.

È quindi del 1964 il « Lebensbild » di Elie Victor Benjamin Crud, agronomo ed economica svizzero, vissuto dal 1772 al 1845, assai noto anche in Italia, dove ha operato per ben 24 anni in quel di Massa Lombarda (Ravenna).

Numerose ed assai note le sue pubblicazioni tra le quali l'« Economia teorica e pratica dell'agricoltura » presentata in lingua italiana da Antonio Codelupi e l'« Economie d'Agriculture », per la quale ottiene l'ambito riconoscimento di una medaglia d'oro in Francia. A Massa Lombarda, nella piazza Vittorio Crud, una lapide ci ricorda che « Qui dove abitò vent'anni il Barone Vittorio Crud, ginevrino, agronomo, economista, filantropo che insegnò coi libri e coll'esempio le buone pratiche agrarie e nella tenuta Cybo, che fu degli Estensi, fece scuola a tutti vantaggiando le sorti dei proprietari e dei coloni, il Comune di Massa Lombarda volle scritto questo ricordo perché il tempo col nome del benefattore non cancelli la memoria del beneficio, 12 aprile 1888 ».

Nel 1964, con una memoria sulla Frutticoltura e Pomologia in Giappone, il Martini ricorda, tra gli altri, uno dei più anziani pomologi giapponesi, Ikeda, autore del volume su « The Fruit Culture in Japan », edito a Tokio nel 1907 ed il noto citrologo Tanaka, autore di numerosi fondamentali contributi.

È quindi del 1965 una memoria su Gustav Pfau-Schellenberg, pomologo svizzero vissuto durante il secolo scorso, promotore di numerose istituzioni di frutticoltura, considerato il più grande pomologo svizzero del XIX secolo.

L'anno successivo viene ricordato Conrad Gessner, celebre naturalista svizzero, vissuto nel millecinquecento, cultore inoltre di materie economico-agrarie; nel 1968 il Martini dedica un profilo a Pier de' Crescenzi, vissuto tra il 1233 ed il 1321, bolognese, considerato uno dei maggiori agronomi di fama internazionale, autore della celebre opera in 12 volumi «Trattato dell'Agricoltura». Tale opera ebbe ben 59 edizioni, 12 in latino, 18 in italiano, 15 in francese, 12 in tedesco e 2 in lingua polacca. Di quest'opera, il cui testo viene brevemente commentato dal Martini, esistono ben 136 preziosi manoscritti, in lingue diverse.

Nel 1974 il Martini dedica un interessante scritto ai rapporti tra Camillo Cavour e la Svizzera, ed illustra quindi la figura dell'«agronomo» Cavour, mettendone in risalto le illuminate doti di imprenditore agricolo e ricordando i suoi importanti contributi scientifici su questioni agricole che sono di particolare significato anche per i tempi nostri.

Ci è stato gradito ricordare in questa Rivista l'attività del Martini in quanto i suoi scritti hanno contribuito e, ci auguriamo, contribuiranno anche in avvenire ad una sempre più approfondita conoscenza del lento progresso dell'agricoltura e di quanti, nel passato, ne sono stati gli artefici di maggior rilievo.

PAOLO GAJO

LOGOTHEtis BASILIO, *Contributo della vite e del vino alla civilizzazione della Grecia e del Mediterraneo Orientale.*

L'Autore di quest'opera è ben noto anche in Italia, e non solo agli studiosi di Viticoltura (e in particolare di Ampelografia), per varie sue memorie apparse anche in riviste italiane, e una su questa stessa «Rivista di Storia dell'Agricoltura» (anno IV, n. 1, 1964), riguardante considerazioni storiche sulle Malvasie. Argomento quest'ultimo, da lui trattato in varie sedi (compresa la nostra Accademia Italiana della Vite e del Vino). Né si può tacere un suo notevole trattato in due volumi di Ampelografia Ellenica, apparso nel 1964 a Salonicco (dove egli insegna presso quell'Università).

Per restare all'opera apparsa nel corrente anno, e di cui qui ci occupiamo, è doveroso dire subito che essa costituisce veramente un importante apporto alla conoscenza e testimonianza del contributo che la vite e il vino hanno portato, fin dai tempi più antichi, alla civilizzazione della Grecia e di tutti i Paesi bagnati dal Mediterraneo orientale. Un bel volume di 284 pagine (purtroppo in lingua greca, ma con un ampio riassunto in lingua francese, e con un'abbondante bibliografia nelle lingue originali dei singoli Autori).

Come dice il titolo, il Logothetis s'è prefisso di documentare, nel modo più serio e scrupoloso, quanto la vite e il vino hanno contribuito alla civilizzazione,

fin dalla più remota antichità, non solo della Grecia, ma di tutti i Paesi del Mediterraneo orientale. All'uopo egli è partito dall'età preistorica (dal 4° millennio avanti Cristo al 1100 a.C.), per passare poi all'« antichità » (che egli intende dal 1100 avanti Cristo alla fine del VI sec. della nostra era); al Medio-Evo (dall'inizio del VII secolo alla metà del XV secolo); ai Tempi moderni (da metà del XV secolo ai tempi nostri).

Nell'età preistorica, per quanto riguarda la Grecia s'è potuto accertare la presenza dell'uomo nel Paleolitico (da 75 mila a 50 mila anni fa): si trattava di uomini cacciatori, e raccoglitori di alimenti naturali. In Grecia, come nel vicino oriente, il Neolitico deve ritenersi iniziato verso il 7° millennio: epoca in cui l'uomo arrivò allo stadio agricolo produttivo.

Col Neolitico tardivo s'entra in un periodo critico, nel quale deve essersi iniziato anche un germe di viticoltura, o quanto meno di « raccoglitori di uve », forse da piante che già avevano ricevuto dall'uomo qualche cura. Con la fine del Neolitico le viti possono (secondo l'Autore) considerarsi domestiche, non più selvatiche.

Fra il 3° e il 2° millennio, in varie località, come a Creta e a Cipro, l'evoluzione appare sorprendente.

In Asia i territori situati sul Mediterraneo orientale, devono avere conosciuto ancor prima la coltura della vite e la produzione del vino.

In Grecia la vite selvatica era certo conosciuta nell'antichità, come si desume da Teofrasto, Strabone, Virgilio, Plinio, ecc. Secondo il nostro Autore la vite allora era costantemente dioica. Le piante maschili erano più numerose che quelle femminili. Un certo numero di esse, più evolute, ha favorito una prima rudimentale coltura.

Lo studio dei reperti, condotto dall'Autore, l'ha portato a queste conclusioni:

I vinaccioli appartenenti ad una seconda fase (4200-3800 prima di Cristo) portano direttamente alla tipica *Vitis silvestris* Gmel, i cui modesti loro prodotti venivano utilizzati dagli abitanti come alimento. Durante la successiva fase del Neolitico tardivo si continuò a utilizzare i prodotti della *V. sylvestris* tipica, ma tutto lascia credere che doveva trattarsi di piante già pervenute ad un primo stadio di evoluzione grazie alle poche cure ricevute. Siamo quindi (secondo l'Autore) all'inizio della Viticoltura, che risale in quella regione a metà del 3° millennio avanti Cristo. Inoltre, sempre secondo l'Autore, si possono far risalire a quell'epoca anche i primi tentativi di vinificazione.

Il materiale reperito a Festo, datato al 2° millennio a. Cristo, appartiene a tipi arcaici di viti ottenuti attraverso una sia pur rudimentale selezione. L'evoluzione tecnologica era allora già abbastanza avanzata e il vino doveva essere prodotto abbondantemente, come lo dimostrano i torchi scoperti.

In conclusione: l'uso dell'uva come nutrimento (afferma l'Autore) risale al più tardi al principio del 4° millennio. Il principio della viticoltura può essere considerato come una realtà a partire (al più tardi) dalla metà del 3° millennio a. Cristo. La coltura della vite può attribuirsi all'evoluzione di piante che spuntavano allo stato selvatico (e che sono tuttora sparse abbondantemente in Grecia).

Passando alla vite nell'antichità (storica) l'Autore afferma che la Viticoltura è l'indice d'una civilizzazione già avanzata. Fra le regioni dell'antica Grecia,

sembra che la Tracia sia la più anticamente conosciuta per i suoi vini (Ismaros, Biblinos e altri). Ma anche la Macedonia, Creta, le isole minori dell'Egeo, il Peloponneso, l'Asia minore devono avere ben presto prodotto diversi tipi di vino.

L'Autore afferma che in generale la viticoltura doveva essere già fiorente in tutte le regioni del Mediterraneo orientale fin dalla più alta antichità. Il vino era la bevanda per eccellenza degli antichi Greci, perciò esso deve avere profondamente influito sul loro carattere e sulla loro civilizzazione. In effetti, gli antichi Greci non conoscevano le bevande fortemente alcoliche, e, se pure conoscevano la birra, la disprezzavano.

Omero, Esiodo, Democrito, Senofonte, Aristotile, Teofrasto e altri Autori nominano un gran numero di vini (come gli Ismaros, Maronitis, Pramnio, Biblino, sino ai Mendaïos, Ariousios, Anthomias, e molti altri). Un gran numero di vasi, mosaici, iscrizioni, come opere di antichi Autori greci, attestano l'influenza dei prodotti della vite, e in particolare del vino, sulla civilizzazione di questi paesi.

Venendo al Medioevo, l'Autore ricorda che diversi scrittori si potrebbero citare, ma soltanto le *Geoponiche*, attribuite a Cassiano Vasso, sono giunte sino a noi sotto forma d'un riassunto di varie opere del IX secolo. Ma a partire dall'XI secolo, e più ancora dal XII, le sorgenti d'informazioni si vanno moltiplicando, comprese quelle relative alle viti e ai vini, alle regioni in cui si producono, ai mezzi coi quali si ottengono. (Naturalmente, l'opera del Logothetis riguarda soprattutto la Grecia: perciò non tiene conto di quella, fondamentale, del nostro Pier de' Crescenzi.) A partire dal XII secolo si comincia ad utilizzare la Sultanina e numerosi altri vitigni da vino e da tavola (in particolare, della Malvasia e più tardi del Corinto).

Passando ai tempi moderni (cioè ai sec. XVII e seg.) l'opera del Logothetis si fa più sintetica (e per noi meno interessante, perché la materia è più nota). L'Autore termina il suo interessante studio dicendo che verso la metà del secolo XIX comincia per l'Europa viticola (Grecia compresa) l'epoca post-fillosserica (intendendo: dei parassiti della vite giuntici dall'America), ma essa esorbita dalle finalità della sua opera. Perciò anche noi ci arrestiamo non senza ripetere il nostro plauso per questo studio, arricchito d'una cinquantina d'illustrazioni, e di una ricca bibliografia.

G. DALMASSO

STAMPERIA EDITORIALE PARENTI - FIRENZE

